

15 octobre 2020



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° 2020-10

**Direction
de l'information légale
et administrative**

26, rue Desaix
75727 Paris Cedex 15
ISSN : 1282-7924

Édité par :

La délégation à l'information
et à la communication
du ministère de l'intérieur

Directeur de la publication :

Thomas CAMPEAUX,
directeur des libertés publiques
et des affaires juridiques

Sommaire chronologique

Sommaire thématique

Application du titre I^{er} de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

NOTA

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

Sommaire chronologique

	Pages
	—
26 juin 2020	
Arrêté du 26 juin 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	50
Arrêté du 26 juin 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	51
1^{er} juillet 2020	
Avenant n° 1 du 1^{er} juillet 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Hauts-de-France du 20 juillet 2017	24
21 juillet 2020	
Convention de délégation de gestion du 21 juillet 2020 entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.....	25
27 juillet 2020	
Décision n° 1339 du 27 juillet 2020 portant attribution de la prime de qualification supérieure aux sous-officiers de gendarmerie de la gendarmerie de l'armement.....	97
29 juillet 2020	
Décision n° 39037 du 29 juillet 2020 portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	98
30 juillet 2020	
Arrêté du 30 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	52
Arrêté du 30 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	53
31 juillet 2020	
Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	54
Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	55
Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	56
Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	57

1^{er} août 2020

Décision n° 37163 du 1^{er} août 2020 portant attribution de la prime de haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général au titre de l'année 2020.....	102
Décision n° 37164 du 1^{er} août 2020 portant attribution de la prime de haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général.....	105

4 août 2020

Avenant n° 1 du 4 août 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Grand Est du 16 octobre 2017	28
---	-----------

10 août 2020

Décision n° 22891 du 10 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	120
--	------------

12 août 2020

Décision n° 23153 du 12 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	122
--	------------

14 août 2020

Décision n° 38852 du 14 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	124
---	------------

18 août 2020

Arrêté du 18 août 2020 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	58
--	-----------

19 août 2020

Arrêté du 19 août 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	59
Décision n° 1530 du 19 août 2020 portant attribution de la prime de qualification supérieure à un sous-officier de gendarmerie de la gendarmerie de l'armement.....	108

24 août 2020

Instruction n° 46000/GEND/DPMGN/SDC/BRCE du 24 août 2020 relative aux modalités pratiques d'organisation et de déroulement de concours et examens organisés par la direction générale de la gendarmerie nationale	1
--	----------

31 août 2020

Décision n° 10291 du 31 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »	126
Décision n° 10292 du 31 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie ».....	127

Décision n° 10294 du 31 août 2020 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française ».....	128
---	------------

1^{er} septembre 2020

Décision n° 6727 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	129
Décision n° 17397 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	130
Décision n° 22413 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire	132
Décision n° 26080 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne	134
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 octobre 2017	29
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Île-de-France du 1 ^{er} janvier 2018	30
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes du 10 novembre 2017.....	31
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 8 janvier 2018	32
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Occitanie du 27 octobre 2017	33
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Bretagne du 16 octobre 2017	34
Convention de délégation de gestion du 1^{er} septembre 2020 entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Centre-Val de Loire	35

2 septembre 2020

Arrêté du 2 septembre 2020 maintenant en situation d'affectation temporaire	60
Arrêté du 2 septembre 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire	61
Arrêté du 2 septembre 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire	62
Décision n° 43269 du 2 septembre 2020 portant attribution de la prime de fidélisation aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	109
Décision n° 8402 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	136
Décision n° 10075 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme	138
Décision n° 16653 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	140

	Pages
Décision n° 21482 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	142
Décision n° 26168 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest	144
Décision n° 29292 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques.....	146
Décision n° 29293 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest	148
Décision n° 30019 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	149
Décision n° 30021 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	151
Décision n° 41517 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	153

3 septembre 2020

Décision n° 4206 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air	154
Décision n° 24963 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges	155
Décision n° 36085 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale	157
Décision n° 41906 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie	159
Décision n° 44012 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »	161
Décision n° 44013 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »	162

4 septembre 2020

Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	63
Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	64
Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	65
Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	66
Arrêté du 4 septembre 2020 portant maintien en détachement d'office d'un officier général de la gendarmerie nationale	67
Décision n° 35991 du 4 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	163

	Pages
Décision n° 35992 du 4 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	165
7 septembre 2020	
Arrêté du 7 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	69
Décision n° 9526 du 7 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	167
Décision n° 10928 du 7 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne.....	169
Décision n° 45429 du 7 septembre 2020 portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	170
8 septembre 2020	
Arrêté du 8 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	90
Décision n° 3409 du 8 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	172
9 septembre 2020	
Arrêté du 9 septembre 2020 abrogeant l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du Centre national du soutien logistique du Blanc (Indre).....	181
Décision n° 1685 du 9 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement	173
Décision n° 16731 du 9 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais	174
Décision n° 16732 du 9 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	176
10 septembre 2020	
Arrêté du 10 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	91
Décision n° 4747 du 10 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	177
Décision n° 13711 du 10 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne.....	178
11 septembre 2020	
Arrêté du 11 septembre 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	92
14 septembre 2020	
Arrêté du 14 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	93
Décision n° 9912 du 14 septembre 2020 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin	180

16 septembre 2020

Décision n° 46772 du 16 septembre 2020 portant attribution de la prime de qualification supérieure aux sous-officiers de la gendarmerie.....	112
---	------------

17 septembre 2020

Arrêté du 17 septembre 2020 portant renouvellement de contrat conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	94
Arrêté du 17 septembre 2020 portant renouvellement de contrat conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	95
Décision n° 47495 du 17 septembre 2020 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie.....	117

29 septembre 2020

Décision du 29 septembre 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 303 « Immigration et asile ».....	43
---	-----------

30 septembre 2020

Arrêté du 30 septembre 2020 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer	38
Arrêté du 30 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 25 novembre 2019 relatif à l'habilitation des fonctionnaires autorisés à contrôler le respect par les personnes mentionnées au 9° de l'article L. 561-2 des obligations prévues aux chapitres I ^{er} et II du titre VI du livre V de la partie législative du code monétaire et financier.....	39
Arrêté du 30 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	96

Sommaire thématique

Pages

Administration générale

Instruction n° 46000/GEND/DPMGN/SDC/BRCE du 24 août 2020 relative aux modalités pratiques d'organisation et de déroulement de concours et examens organisés par la direction générale de la gendarmerie nationale	1
--	----------

Délégations de gestion

Avenant n° 1 du 1^{er} juillet 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Hauts-de-France du 20 juillet 2017	24
Convention de délégation de gestion du 21 juillet 2020 entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.....	25
Avenant n° 1 du 4 août 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Grand Est du 16 octobre 2017	28
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 octobre 2017	29
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Île-de-France du 1 ^{er} janvier 2018	30
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes du 10 novembre 2017.....	31
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 8 janvier 2018	32
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Occitanie du 27 octobre 2017	33
Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Bretagne du 16 octobre 2017	34
Convention de délégation de gestion du 1^{er} septembre 2020 entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Centre-Val de Loire	35

Personnels d'État

Arrêté du 30 septembre 2020 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer	38
Arrêté du 30 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 25 novembre 2019 relatif à l'habilitation des fonctionnaires autorisés à contrôler le respect par les personnes mentionnées au 9° de	

	Pages
l'article L. 561-2 des obligations prévues aux chapitres I ^{er} et II du titre VI du livre V de la partie législative du code monétaire et financier	39
Décision du 29 septembre 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 303 « Immigration et asile »	43
 <i>Attribution de qualifications et titres</i>	
Arrêté du 26 juin 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	50
Arrêté du 26 juin 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	51
Arrêté du 30 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	52
Arrêté du 30 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	53
Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	54
Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	55
Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	56
Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	57
Arrêté du 18 août 2020 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	58
Arrêté du 19 août 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	59
Arrêté du 2 septembre 2020 maintenant en situation d'affectation temporaire	60
Arrêté du 2 septembre 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire	61
Arrêté du 2 septembre 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire	62
Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	63
Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	64
Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	65
Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	66
Arrêté du 4 septembre 2020 portant maintien en détachement d'office d'un officier général de la gendarmerie nationale	67
Arrêté du 7 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	69
Arrêté du 8 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	90
Arrêté du 10 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	91
Arrêté du 11 septembre 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	92

	Pages
Arrêté du 14 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	93
Arrêté du 17 septembre 2020 portant renouvellement de contrat conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	94
Arrêté du 17 septembre 2020 portant renouvellement de contrat conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	95
Arrêté du 30 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	96
Décision n° 1339 du 27 juillet 2020 portant attribution de la prime de qualification supérieure aux sous-officiers de gendarmerie de la gendarmerie de l'armement.....	97
Décision n° 39037 du 29 juillet 2020 portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	98
Décision n° 37163 du 1^{er} août 2020 portant attribution de la prime de haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général au titre de l'année 2020.....	102
Décision n° 37164 du 1^{er} août 2020 portant attribution de la prime de haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général.....	105
Décision n° 1530 du 19 août 2020 portant attribution de la prime de qualification supérieure à un sous-officier de gendarmerie de la gendarmerie de l'armement.....	108
Décision n° 43269 du 2 septembre 2020 portant attribution de la prime de fidélisation aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	109
Décision n° 46772 du 16 septembre 2020 portant attribution de la prime de qualification supérieure aux sous-officiers de la gendarmerie.....	112
Décision n° 47495 du 17 septembre 2020 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie.....	117

Avancements et promotions

Décision n° 22891 du 10 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	120
Décision n° 23153 du 12 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	122
Décision n° 38852 du 14 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	124
Décision n° 10291 du 31 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »	126
Décision n° 10292 du 31 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie ».....	127
Décision n° 10294 du 31 août 2020 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française ».....	128
Décision n° 6727 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	129
Décision n° 17397 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	130
Décision n° 22413 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire	132

	Pages
Décision n° 26080 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne	134
Décision n° 8402 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	136
Décision n° 10075 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme	138
Décision n° 16653 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	140
Décision n° 21482 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	142
Décision n° 26168 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest	144
Décision n° 29292 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques.....	146
Décision n° 29293 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest	148
Décision n° 30019 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	149
Décision n° 30021 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	151
Décision n° 41517 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	153
Décision n° 4206 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air	154
Décision n° 24963 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges	155
Décision n° 36085 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale	157
Décision n° 41906 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie	159
Décision n° 44012 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »	161
Décision n° 44013 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »	162
Décision n° 35991 du 4 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	163
Décision n° 35992 du 4 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	165
Décision n° 9526 du 7 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	167
Décision n° 10928 du 7 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne.....	169

	Pages
Décision n° 45429 du 7 septembre 2020 portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	170
Décision n° 3409 du 8 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	172
Décision n° 1685 du 9 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement	173
Décision n° 16731 du 9 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais	174
Décision n° 16732 du 9 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	176
Décision n° 4747 du 10 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	177
Décision n° 13711 du 10 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne.....	178
Décision n° 9912 du 14 septembre 2020 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin	180
 <i>Organisation des services</i>	
Arrêté du 9 septembre 2020 abrogeant l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du Centre national du soutien logistique du Blanc (Indre).....	181

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction du personnel militaire
de la gendarmerie nationale*

Instruction n° 46000/GEND/DPMGN/SDC/BRCE du 24 août 2020 relative aux modalités pratiques d'organisation et de déroulement de concours et examens organisés par la direction générale de la gendarmerie nationale

NOR : INTJ2023096J

Références :

- Articles A2 à A12 du code de procédure pénale ;
- Arrêté du 6 août 2019 relatif aux concours de recrutement d'officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale ;
- Arrêté du 6 août 2019 relatif aux concours de recrutement d'officiers de gendarmerie ;
- Circulaire n° 30500/GEND/DPMGN/SDC/BRCE du 7 mars 2017 relative aux conditions d'organisation de l'examen technique d'officier de police judiciaire (CLASS. : 32.19) ;
- Instruction n° 36105/GEND/DPMGN/SDPRH/BDI du 2 mai 2012 relative à la rémunération des agents publics participants, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement au sein de la gendarmerie nationale (CLASS. : 93.14) ;
- Instruction n° 5200/ARM/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 4 septembre 2020 relative à l'enseignement supérieur du deuxième degré (CLASS. : 25.05).

Pièces jointes : douze annexes.

Texte abrogé : Instruction n° 46000/GEND/DPMGN/SDC/BRCE du 29 juillet 2016.

En dehors des dispositifs prévus pour les concours de sous-officiers de gendarmerie, la présente instruction définit les règles générales d'organisation s'appliquant aux concours et examens organisés par la direction générale de la gendarmerie nationale. Des dispositions particulières propres à chaque concours ou examen les complètent en tant que de besoin.

1. Dispositions générales

1.1. Concours et examens

Les concours visent à sélectionner des candidats et à les classer par ordre de mérite. Les examens visent à évaluer un niveau d'aptitude ou de compétence et classent les candidats par ordre alphabétique. À la différence d'un concours à l'issue duquel les candidats sont admis en fonction du nombre de places ou postes ouverts, un examen débouche sur l'admission des candidats ayant obtenu une note moyenne égale ou supérieure à un seuil requis, sans note éliminatoire.

1.2. Principe fondamental d'égalité de traitement entre les candidats

Les candidats sont jugés en fonction de la valeur de leurs prestations au cours des épreuves. Le déroulement de celles-ci et l'évaluation qui s'ensuit s'accomplissent dans le respect du principe essentiel d'égalité entre les candidats. Ce principe n'est pas respecté notamment si :

- le jury agit avec partialité ;
- l'anonymat lors des épreuves écrites est rompu ;
- les moyens mis à la disposition des candidats pendant les épreuves sont inégaux.

1.3. Classement

Par ordre de mérite

Les candidats admis à un concours sont classés par ordre de mérite. Toutefois, la liste publiée à l'issue de la phase d'admissibilité est une liste alphabétique afin de conserver le secret sur les résultats nominatifs à l'écrit jusqu'à la fin de la phase d'admission.

L'établissement d'une liste complémentaire est une obligation pour le jury, sauf si, au vu du nombre de places offertes au concours, le jury estime que le niveau des candidats est insuffisant pour constituer cette liste complémentaire.

Par ordre alphabétique

Les candidats admis à un examen sont classés par ordre alphabétique.

1.4. Caractère souverain des jurys

Les jurys de concours et d'examens sont souverains. Ils n'ont ni à motiver leurs décisions ni à justifier les notes qu'ils attribuent.

Les décisions du jury ont un caractère définitif. Aucune intervention ne permet de le convoquer à nouveau, ni de provoquer une modification de sa décision si celle-ci a été prise en conformité avec les textes réglementaires.

Le caractère souverain du jury est la garantie de son indépendance.

1.5. Fraude

Les candidats doivent se prêter aux surveillances et vérifications nécessaires.

Lors des épreuves, il est interdit aux candidats :

- d'introduire dans le lieu des épreuves tout document, note ou matériel non autorisé par le jury ;
- de communiquer entre eux ou de recevoir quelque renseignement que ce soit ;
- de sortir de la salle sans autorisation.

Toute fraude, toute tentative de fraude ou toute infraction au règlement des épreuves peuvent entraîner l'exclusion du candidat fautif du concours ou de l'examen concerné, sans préjudice, le cas échéant, de l'application des dispositions pénales en vigueur.

Lorsque la fraude est constatée pendant les épreuves écrites, le président de la commission de surveillance la consigne sur le procès-verbal de séance et établit un rapport qu'il transmet au président du jury. Le candidat continue de composer et rend sa copie qui est traitée de la même manière que celles des autres candidats. Le candidat est reçu par le président de la commission de surveillance après l'épreuve. Ce dernier lui demande de rédiger une attestation confirmant qu'il a été informé de la constatation de fraude relevée à son égard et mentionnant s'il reconnaît les faits ou non.

Lorsque la fraude est constatée pendant les épreuves orales, l'officier référent du bureau du recrutement, des concours et des examens (BRCE) en informe le président du jury. Le candidat continue de préparer son épreuve et la passe dans les mêmes conditions que les autres candidats. Le candidat est reçu par l'officier référent du BRCE après l'épreuve. Ce dernier lui demande de rédiger une attestation confirmant qu'il a été informé de la constatation de fraude relevée à son égard et mentionnant s'il reconnaît les faits ou non.

Quel que soit le cas, toute exclusion est prononcée par le président du jury, qui peut en outre proposer au ministre de l'intérieur l'interdiction temporaire ou définitive de se présenter à un concours ou examen ultérieur. Aucune décision ne peut être prise sans que l'intéressé n'ait été convoqué devant le jury afin de lui permettre de faire valoir ses observations (*cf.* annexe I).

Toute fraude ou tentative de fraude de la part d'un candidat est passible des dispositions prévues par la loi du 23 décembre 1901 modifiée qui stipule notamment :

Article 1^{er}. : » Toute fraude commise dans les examens et les concours publics qui ont pour objet l'entrée dans une administration publique ou l'acquisition d'un diplôme délivré par l'État constitue un délit ».

Article 2. : » Quiconque se sera rendu coupable d'un délit de cette nature, notamment en livrant à un tiers ou en communiquant sciemment, avant l'examen ou le concours, à quelqu'une des parties intéressées, le texte ou le sujet de l'épreuve ou bien en faisant usage de pièces fausses, telles que diplômes, certificats, extrait de naissance, ou autres, ou bien en substituant une tierce personne au véritable candidat, sera condamné à un emprisonnement de trois ans et à une amende de 9 000 € ou à l'une de ces peines seulement ».

2. Jurys

2.1. Composition

2.1.1. Lorsque le concours ou l'examen ne comporte pas d'épreuve d'admissibilité, le jury se compose :

- d'un président ;
- de correcteurs (épreuves écrites) ou examinateurs (épreuves orales) ;
- le cas échéant, de psychologue(s) et du ou des officier(s) chargé(s) de l'organisation et de l'exécution des épreuves sportives.

2.1.2. Dans le cas contraire, le jury comprend :

- une commission d'admissibilité composée du président et des correcteurs ;
- une commission d'admission composée du président, des examinateurs et, le cas échéant, de psychologue(s) et du ou des officier(s) chargé(s) de l'organisation et de l'exécution des épreuves sportives.

2.1.3. La division du jury en groupes d'examineurs pour une épreuve n'est juridiquement possible que si elle est nécessaire, notamment en raison du nombre manifestement élevé de candidats. Dans ce cas, afin d'assurer l'égalité de traitement des candidats, le jury procède si nécessaire à une péréquation des notes attribuées par chaque groupe d'examineurs.

2.1.4. Le secrétariat de chaque jury est assuré par un officier référent du BRCE assisté en tant que de besoin d'un ou de plusieurs sous-officiers.

2.2. Désignation des membres du jury

2.2.1. Le volume et le profil de chaque jury sont arrêtés par le chef du BRCE. Les membres du jury sont ensuite désignés par le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale de la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN/DPMGN) pour une période théorique de deux ans. Une liste de suppléants valable pour tous les concours et examens est simultanément établie par le DPMGN, pour une durée identique.

Pour l'examen OPI, la composition et la désignation du jury sont prévues par le code de procédure pénale.

2.2.2. En cas de défaillance d'un membre du jury avant le début des épreuves, le commandant de formation administrative le signale sur le champ, par message organique, au BRCE qui active en retour un jury suppléant choisi dans la liste établie par le DPMGN.

Dans le cas où cela ne serait pas possible, le BRCE rend compte au bureau personnel officier (BPO), qui propose alors au DPMGN le nom d'un remplaçant pour désignation officielle.

En cas de défaillance d'un membre du jury pendant les épreuves, deux cas sont possibles :

- défaillance d'un correcteur pendant la correction des épreuves écrites : le BRCE active par message un jury suppléant choisi dans la liste établie par le BPO. Le suppléant désigné se verra attribuer la totalité des missions qui incombait initialement au correcteur défaillant qu'il remplace : il devra ainsi corriger la totalité de ses copies ;
- défaillance d'un examinateur au cours des épreuves orales : l'épreuve examinée par la commission ou sous-commission dans laquelle se trouve l'examineur défaillant sera annulée. Les candidats devront être re-convoqués et repasser l'épreuve concernée.

2.2.3. En cas de défaillance du président du jury avant les épreuves ou pendant la correction des épreuves écrites, le BRCE active le suppléant déjà désigné par le BPO.

En cas de défaillance du président au cours des épreuves orales, l'épreuve examinée par la commission ou sous-commission dans laquelle se trouve le président défaillant sera annulée. Les candidats devront être re-convoqués et repasser l'épreuve concernée.

2.3. Champs de compétence du jury et du président

Le jury ne peut modifier le règlement du concours ou de l'examen. Toutefois, il peut être amené à régler les situations particulières non prévues par les textes.

Son rôle est achevé dès lors que :

- pour la phase d'admissibilité (première phase), il a classé anonymement par ordre de mérite les candidats et, pour les concours, proposé le niveau de sélection ;
- pour la phase d'admission (seconde phase) ou phase unique, il a classé nominativement par ordre de mérite les candidats et, s'il s'agit d'un concours, proposé le seuil de réussite.

Il veille particulièrement au respect du principe de l'égalité de traitement entre les candidats. Les membres du jury s'abstiennent notamment de tout contact à caractère personnel avec les candidats pendant la durée des épreuves.

Le président du jury :

- arrête les barèmes et les éléments de correction des épreuves. Il donne les directives nécessaires d'appréciation des candidats et coordonne l'action des correcteurs ;
- dirige nécessairement les délibérations du jury ;
- veille à la régularité de l'organisation matérielle des épreuves et assure la police du concours ou de l'examen ;
- peut être amené à prononcer l'exclusion de certains candidats dans les conditions précisées dans l'annexe I.

2.4. Délibérations du jury

Les membres du jury sont tenus au secret des délibérations.

Seul peut délibérer le membre du jury qui a pris part à toutes les épreuves de sa commission ou sous-commission.

Sauf motif légitime d'absence de l'un de ses membres, le jury doit délibérer au complet au cours des réunions plénières.

3. Inscriptions des candidats

La chronologie complète des actions nécessaires au déroulement d'un concours ou d'un examen est détaillée en annexe II.

3.1. *Rôle de l'administration centrale*

Chaque année l'administration centrale :

- établit et diffuse le calendrier annuel des concours et examens ;
- rédige les arrêtés d'ouverture des concours fixant les formalités à accomplir par les candidats, le calendrier des épreuves, ainsi que la liste des centres d'examen ;
- permet les inscriptions aux concours et examens sur le site internet de recrutement ou le progiciel AGORH@ ;
- fixe les directives de traitement des candidatures ;
- arrête la liste des candidats autorisés à concourir et, à ce titre, met à jour les dossiers individuels dans la base AGORH@.

3.2. *Rôle des candidats - Modalités d'inscription*

Les différentes procédures d'inscription à un concours ou un examen sont détaillées en annexe III.

4. Épreuves écrites

4.1. *Autorité responsable des centres d'examen*

L'organisation générale des épreuves écrites est de la responsabilité du BRCE.

L'organisation matérielle et le contrôle de leur déroulement sont à la charge :

- du BRCE et des autorités d'emploi gendarmerie lorsque ces épreuves se déroulent dans un ou plusieurs centres en métropole (sauf Corse) ;
- des autorités d'emploi gendarmerie en ce qui concerne le personnel servant en Corse ou en outre-mer lorsque des centres d'examen sont ouverts sur place.

En fonction du nombre de candidats et de leur répartition géographique, le BRCE peut ouvrir un ou plusieurs centre(s) d'examen :

- en métropole ;
- en Corse ou en outre-mer après une demande des autorités d'emploi gendarmerie. Dans ce cas, le BRCE doit être informé par message organique, pour chaque centre, du nom et des coordonnées complètes du président de la commission de surveillance, du nombre de salles, du nombre de candidats par salle et des options choisies si besoin.

4.2. *Convocation des candidats*

La convocation des candidats est effectuée :

- par le BRCE : pour les concours et examens centralisés ;
- par les autorités d'emploi gendarmerie : pour les concours et examens décentralisés ;
- par les autorités d'emploi gendarmerie de Corse et d'outre-mer : pour les concours et examens centralisés organisés dans les centres ouverts en Corse ou en outre-mer.

4.2.1. Transfert des candidatures vers le module informatique COEX

Après la clôture des inscriptions, le BRCE transfère les candidatures depuis AGORH@ vers le module COEX à l'aide d'une transaction spécifique.

Cette transaction génère automatiquement un numéro système unique « Identifiant COEX ».

4.2.2. Transfert des candidatures vers le logiciel de correction en ligne

Après la transaction qui génère automatiquement le numéro système unique « Identifiant COEX », une liste avec toutes les informations relative aux candidats est téléchargée sous la forme d'un tableur sur le logiciel de correction.

Cette insertion des données dans le logiciel de correction génère à son tour automatiquement un numéro d'anonymat. Il garantit l'anonymisation des copies.

4.2.3. Édition des convocations et des étiquettes de table

En fonction du type de concours ou d'examen, le BRCE ou les autorités d'emploi éditent les convocations (annexe IV) et les récépissés et les adressent aux candidats.

Les planches d'étiquettes de table (annexe V) sont acheminées par le BRCE vers les centres d'examen.

La Corse et les centres ultra-marins les éditent à l'aide d'un tableau envoyé par le BRCE avant les épreuves écrites (récapitulant le nom, prénom, ID COEX, numéro de candidature et option écrite des candidats).

4.2.4. Le rattachement d'un candidat, régulièrement autorisé à se présenter, à un autre centre d'examen, peut être prononcé pour motif de service (détachement opérationnel, stage, mutation...). Cette procédure doit faire l'objet d'une entente entre les régions concernées avec information du BRCE.

4.3. Modalités d'exécution des épreuves écrites

La désignation et le rôle de la commission de surveillance ainsi que les directives aux candidats font l'objet de l'annexe VII.

Le président de la commission de surveillance assure immédiatement avant et durant le déroulement de chaque épreuve déconcentrée une veille téléphonique. Ainsi toute directive de portée générale énoncée par le BRCE est transmise sans délai. Cette démarche vise à répondre à un éventuel incident en cours d'épreuve et à garantir constamment l'égalité de traitement entre tous les candidats.

4.4. Horaires de composition

Tout candidat autorisé à composer à un concours ou à un examen organisé par le BRCE, où qu'il se trouve dans le monde et quelle que soit sa situation ou son autorité de rattachement, doit composer au jour et à l'heure indiquée sur sa convocation.

Concernant les concours de recrutement organisés dans les centres ultramarins, les épreuves écrites devront être aménagées afin que les candidats puissent composer à des horaires respectant le rythme du travail dans une plage horaire comprise entre 7 et 21 heures et agencées de manière à ce que les candidats ne puissent pas communiquer entre eux. Pour les centres très éloignés de la métropole pour lesquels l'aménagement des horaires est inopérant, la procédure de mise en loge (NE annuelle) doit être utilisée afin que le concours se déroule dans des conditions juridiques indiscutables. Cette mise en loge évite que les candidats puissent avoir connaissance des sujets proposés en métropole et assure l'isolement des candidats du monde extérieur sans moyen de communication.

4.5. Retour des copies de composition

Dès la fin des épreuves écrites, les présidents de commission de surveillance font regrouper les documents ci-après pour chaque salle de leur centre d'examen :

- les copies de composition (exemple en annexe VIII) ;
- un procès-verbal de séance (annexe IX) pour chaque épreuve ;
- la feuille d'émargement (annexe X) ;
- le plan de salle ;
- le ou les rapport(s) éventuel(s) proposant l'exclusion d'un candidat.

Dans les cas de concours ou d'examens centralisés organisés en métropole (sauf Corse), les copies de composition sont prises en compte par une personne du BRCE. Pour la Corse et les centres ultramarins, les copies de composition sont soit retournées au BRCE par voie postale sécurisée, soit acheminées au centre de sélection et de concours (métropole ou outre-mer) chargé de la numérisation. Lorsque les copies sont retournées au BRCE par voie postale, toutes les copies doivent être scannées (au format A3) ou photocopiées avant envoi, entreposées dans un coffre-fort sous la responsabilité du chef du BC ou BP Outre-mer, puis détruites dès la réception des originaux par le BRCE. L'adressage du retour des copies ne doit pas faire état de la mention « GENDARMERIE ». La transmission effective des documents fait l'objet d'un compte rendu au BRCE.

4.6. Numérisation des copies

Les copies sont numérisées :

- par le BRCE : pour les concours et examens centralisés, organisés en métropole ;
- par les CRCS : pour les concours et examens organisés en outre-mer ;
- par les CSC : pour les concours et examens décentralisés organisés en métropole.

Dès la fin des épreuves, les copies et feuilles d'émargement sont acheminées au centre numériseur par le président de commission de surveillance ou l'autorité responsable de l'organisation du concours ou de l'examen. Le processus de numérisation est lancé dès que possible en présence d'un témoin de numérisation, de l'officier référent et d'un numériseur habilité par le BRCE. Il doit être finalisé selon les directives du BRCE.

Dès la fin de la numérisation, un procès-verbal est établi pour chacune des épreuves (exemple en annexe XII) et transmis au BRCE avec tous les documents mentionnés au 4.5.

4.7. *Correction des compositions*

4.7.1. Dès réception des plis par le BRCE, l'officier référent du concours ou de l'examen prend les dispositions pour faire conserver l'anonymat des copies jusqu'à l'établissement des listes de résultats.

4.7.2. Les compositions anonymes sont mises à la disposition du président du jury qui les fait corriger selon le principe de la double correction, sauf disposition contraire expresse (ex : examen OPJ).

Chaque copie est corrigée par l'un et l'autre des correcteurs, opérant indépendamment sur le logiciel de correction. Les notes sont attribuées dans une échelle de 0 à 20 sauf dispositions particulières. Elles sont portées sur un état séparé.

Un écart de deux points entre les deux correcteurs d'une même copie doit être considéré comme un maximum au-delà duquel pourrait se poser la question de la pertinence des éléments et du barème de correction. Le candidat pourrait paraître dès lors victime d'une divergence d'appréciation anormale. À cet égard, une vérification des notes sur le logiciel de correction permet d'identifier ces écarts et de les traiter s'il y a lieu.

4.7.3. Toute copie faisant apparaître, en cours de correction, des éléments permettant au correcteur de suspecter une fraude de la part du candidat doit être signalée par le correcteur au président du jury *via* l'officier référent du BRCE. Le président reçoit, s'il y a lieu, les explications écrites du candidat. L'exclusion de ce dernier peut être prononcée selon les modalités fixées par l'annexe I.

4.8. *Réunions du jury*

4.8.1. Réunion préparatoire

Le président du jury réunit la commission préparatoire le premier jour de la période de correction. Il indique à tous les membres du jury l'orientation à donner à leurs travaux, fait connaître ses directives par matière et arrête les barèmes et éléments de correction.

L'officier référent du BRCE donne toute indication technique et attribue les lots de copies dématérialisées, répartis de manière aléatoire aux différents correcteurs.

4.8.2. Réunion plénière

À l'issue de la période consacrée aux corrections, le président du jury réunit la commission plénière pour :

- établir les bordereaux définitifs de notation des candidats ;
- faire signer tous les membres du jury sur le procès-verbal de délibération ;
- émarger avec l'officier référent les deux listes ci-après, sur lesquelles devront figurer les notes sur 20 attribuées aux candidats dans les différentes épreuves, ainsi que les totaux obtenus après application des coefficients :
 - liste anonyme des candidats classés par ordre de mérite ;
 - liste anonyme des candidats (non classés) ayant obtenu au moins une note éliminatoire.

Le président du jury, après avis de la commission, propose la barre technique au-delà de laquelle les candidats ne sont pas admissibles ou le nombre de candidats reçus dans le cas d'un examen ou concours à phase unique.

4.9. *Résultat des épreuves écrites et communication des copies*

L'officier référent présente les deux listes (liste anonyme des candidats classés par ordre de mérite et liste anonyme des candidats éliminés) dans les meilleurs délais, à l'autorité décisionnaire compétente. Cette autorité arrête la barre technique au-dessus de laquelle les candidats sont déclarés admissibles ou le nombre de candidats reçus dans le cas d'un examen ou concours à phase unique.

L'officier référent procède alors à la levée de l'anonymat et établit, par ordre alphabétique, la liste nominative d'admissibilité ou la liste des reçus dans le cas d'un examen ou concours à phase unique et en assure la diffusion et la publication.

Cette opération achevée, il assure la conservation, dans des conditions garantissant le secret, de tous les documents relatifs aux résultats des candidats et les tient à la disposition du seul président du jury.

Le BRCE met ensuite à jour la base AGORH@ (annexe III).

Tout candidat a le droit de demander la communication d'une ou plusieurs de ses copies.

Dans ce cas, il doit en faire la demande par écrit au BRCE qui la (ou les) lui communique dans le mois qui suit la réception de sa demande.

5. Épreuves orales et sportives

5.1. *Autorité responsable*

L'organisation des épreuves orales et sportives d'admission des concours et examens est à la charge du président du jury, avec l'aide de l'officier référent du BRCE. Elles se déroulent en principe dans un centre unique d'examen, mais peuvent aussi être décentralisées pour les concours à grosse volumétrie.

5.2. *Convocation des candidats*

La convocation des candidats est faite par le BRCE.

5.3. *Modalités d'exécution des épreuves orales*

5.3.1. Lorsque le règlement du concours le prévoit, les candidats sont convoqués par le BRCE pour l'entretien de personnalité. Les résultats sont communiqués confidentiellement par le ou les psychologue(s) au président du jury. Ils ne constituent, en tout état de cause, que l'un des éléments d'appréciation pris en compte par le président du jury dans l'élaboration de la note d'aptitude générale.

5.3.2. Sauf disposition contraire dans le règlement du concours ou de l'examen, les sujets à traiter sont tirés au sort. Les modalités de choix des sujets font l'objet de l'annexe VI.

5.4. *Modalités d'exécution des épreuves sportives*

Sauf dispositions contraires liées au format des épreuves ou au nombre élevé des candidats, les épreuves sportives sont organisées à l'issue des épreuves orales. Les candidats doivent être placés dans des conditions identiques et effectuer obligatoirement les diverses épreuves dans le même ordre. Elles peuvent être reportées sur décision du président du jury si les conditions atmosphériques l'imposent.

5.5. *Réunions et délibération du jury*

5.5.1. Réunion préparatoire

Avant le commencement des épreuves, le président du jury réunit l'ensemble des membres de la commission pour donner ses directives relatives aux modalités pratiques d'organisation, à la nature, la forme et l'objet des interrogations, ainsi que les barèmes d'évaluation des candidats pour les épreuves orales.

5.5.2. Réunion plénière

À l'issue des épreuves orales et sportives le président du jury fait calculer le nombre total de points obtenus par chaque candidat à l'ensemble des épreuves du concours et de l'examen.

Il fait ensuite établir :

- la liste nominative des candidats classés par ordre de mérite sur laquelle figurent les notes sur 20 qui leur ont été attribuées aux différentes épreuves, ainsi que les totaux et la moyenne obtenus après application des coefficients ;
- le cas échéant, la liste des candidats ayant obtenu une ou plusieurs notes éliminatoires aux épreuves orales et sportives (non classés).

Ces listes sont signées par le président du jury et l'officier référent du BRCE.

Sont également établis :

- le procès-verbal de délibération émargé par tous les membres du jury et où figurent les propositions du président du jury en ce qui concerne la liste recensant les candidats jugés dignes d'être retenus, en cohérence avec le nombre de places affecté au concours et, s'il s'agit d'un concours, la liste complémentaire ;
- un rapport du président du jury, rédigé à l'issue du concours ou de l'examen, faisant apparaître la valeur d'ensemble des candidats et donnant toute indication utile sur le déroulement et l'organisation des épreuves, ainsi que les éventuelles propositions sur leur évolution.

5.6. *Résultat du concours*

L'officier référent du BRCE présente dans les meilleurs délais les pièces énumérées au paragraphe 5.5.2. à l'autorité décisionnaire compétente. En fonction du niveau des candidats et des postes ouverts, cette autorité arrête la liste des candidats retenus et, s'il s'agit d'un concours, la liste complémentaire (sauf dans le cas où le niveau des candidats ne permettrait pas d'établir cette liste).

S'agissant d'un concours, la liste des candidats retenus est établie par ordre de mérite ; s'agissant d'un examen, la liste est publiée par ordre alphabétique. Des dispositions particulières quant au rang de classement peuvent être prises pour féliciter les premiers candidats.

6. Diffusion des résultats

6.1. Publication officielle

Selon les dispositions propres à la réglementation de chaque concours et examen, la liste d'admission est publiée au *Journal officiel* de la République française ou au *Bulletin officiel*.

6.2. Information des candidats à l'issue des épreuves

6.2.1. Épreuves écrites

Dans le cas d'un concours ou examen comportant deux phases :

- aucune information autre que celle relative à l'admissibilité ou non ne doit être donnée aux candidats ;
- après la publication ou la diffusion de la liste d'admissibilité, le président du jury fait adresser - sous pli personnel ou *via* le compte candidat - par le BRCE aux candidats ayant échoué un relevé individuel des notes obtenues aux épreuves de la première phase. La moyenne du dernier candidat admissible y figure ;
- le rang de classement des candidats admissibles et les notes obtenues demeurent couverts par le secret.

Dans le cas d'un concours ou examen comportant une seule phase :

- après la publication ou la diffusion des résultats, le président du jury fait adresser - sous pli personnel ou *via* le compte candidat - par le BRCE à tous les candidats un relevé individuel de notes. La moyenne du dernier candidat admis y figure.

6.2.2. Épreuves orales et sportives

L'information des candidats s'effectue par la mise en ligne de la liste des résultats du concours ou examen sur intranet et/ou internet et l'envoi *via* le compte candidat par le BRCE de leur relevé individuel de notes (annexe XI).

7. Dispositions administratives

Les membres des jurys, des commissions de surveillance, des secrétariats ainsi que les candidats peuvent prétendre aux indemnités de déplacement temporaire dans les conditions réglementaires.

Les membres des jurys peuvent prétendre aux indemnités pour participation aux travaux des différents jurys de concours ou d'examens de l'État selon les dispositions prévues par l'instruction n° 36105/GEND/DPMGN/SDPRH/BDI du 2 mai 2012.

La présente instruction sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 août 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le colonel, adjoint au sous-directeur des compétences,
G. PHOCAS

ANNEXE I

CAS PARTICULIERS

1. Le candidat n'est pas en mesure de justifier de son identité

L'interdiction de composer est prononcée faute d'identification certaine du candidat par le président de la commission de surveillance.

Le candidat est raccompagné hors de la salle d'examen.

Une mention en est faite au procès-verbal de délibération.

2. L'anonymat du candidat est rompu

La copie incriminée reçoit la note 0 sur 20.

La décision est prise par le président du jury en réunion plénière des épreuves écrites. Elle est impérative si l'égalité de traitement des candidats a été manifestement atteinte.

Cette décision ne donne dans ce cas pas lieu à notification.

Une mention en est faite au procès-verbal de délibération.

3. Une fraude ou une tentative de fraude est constatée

Tout candidat pris en flagrant délit de fraude ou de tentative de fraude doit rédiger une attestation confirmant qu'il a été informé de la constatation de la fraude relevée à son égard et doit mentionner s'il reconnaît les faits ou non.

Les éventuels éléments de preuve sont saisis.

L'exclusion ne peut être prononcée que par le président du jury, qui peut en outre proposer au ministre de l'intérieur l'interdiction temporaire ou définitive de se présenter à un concours ou à un examen ultérieur, sans préjudice, le cas échéant, de l'application des dispositions pénales en vigueur. Aucune décision ne peut être prise sans que l'intéressé n'ait été convoqué devant le jury afin de lui permettre de faire valoir ses observations.

Motivée et immédiatement applicable, la décision est notifiée sans délai au candidat suspecté de fraude, au besoin par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle peut faire l'objet d'un recours administratif devant la juridiction compétente dans un délai de deux mois.

Une mention en est faite au procès-verbal de délibération.

Tout candidat ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion ne peut être empêché de se présenter aux autres épreuves du concours ou examen tant que la décision ne lui aura pas été notifiée dans les formes réglementaires.

4. Une perturbation ou un désordre est provoqué par le candidat en cours de séance

L'expulsion du candidat fautif peut être prononcée sur le champ et pour la durée de l'épreuve en cours, par le président de la commission de surveillance (épreuves écrites) ou le président du jury (épreuves orales et sportives). Le candidat est invité à faire valoir ses observations.

Une mention en est faite au procès-verbal de délibération.

ANNEXE II

CHRONOLOGIE COMPLÈTE DES ACTIONS NÉCESSAIRES AU DÉROULEMENT D'UN CONCOURS OU D'UN EXAMEN

Étape 1 : Création du concours ou de l'examen dans le module COEX (module d'Agorh@ spécifiquement dédié au traitement des concours et examens).

Acteur : BRCE.

Définition de l'architecture : phases, épreuves avec leurs options éventuelles, coefficients, notes éliminatoires, jury.

Étape 2 : Mise en ligne du concours ou de l'examen.

Acteur : BRCE.

Période d'inscription, date de la première épreuve et date de fin des épreuves.

Étape 3 : Inscription à un concours ou un examen.

Acteur : candidat.

Voir modalités d'inscription en annexe III.

Étape 4 : Gestion des candidatures.

Acteur : administration centrale

Sur Agorh@, mise à jour du statut des candidatures (« Autorisé », « Non autorisé »...).

Le BRCE réalise ensuite le transfert informatique des candidats de l'environnement Agorh@ SAP vers le module COEX.

Étape 5 : Convocation des candidats aux épreuves écrites.

Acteur : BRCE.

Chacun des candidats est rendu destinataire d'une convocation individuelle et non nominative (annexe IV). Ce document précise automatiquement un certain nombre d'informations (notamment les dates, horaires, lieux des épreuves, matières et options choisies). D'autres documents (plan, note de service, documentation...) peuvent être annexés à l'envoi.

Étape 6 : Organisation des épreuves écrites.

Acteur : BRCE ou acteurs déconcentrés.

Le BRCE ou l'acteur déconcentré désignent la commission de surveillance des épreuves écrites (annexe VII).

La mise en place des moyens immobiliers, mobiliers et logistiques du centre d'examen incombe :

- au BRCE lorsque les épreuves se déroulent dans un ou plusieurs centres en métropole (sauf Corse) ;
- aux autorités d'emploi gendarmerie en ce qui concerne les centres ouverts en Corse ou en outre-mer.

Ces autorités assurent ou font assurer une permanence de la messagerie organique et de la messagerie interpersonnelle, à partir d'un poste intranet, 30 minutes avant le début des épreuves et jusqu'à la fin de celles-ci.

Le déroulement des épreuves s'effectue sous la responsabilité du président de commission de surveillance.

La commission de surveillance met en place les documents suivants :

- copies de composition conformes aux directives du BRCE (annexe VIII) ;
- étiquettes de table (annexe V) ;
- feuilles de brouillon de couleur ;
- plan de salle ;
- procès-verbal de séance (annexe IX) ;

Étape 7 : Organisation de la correction des épreuves écrites.

Acteur : BRCE.

Cette phase se décompose en deux étapes :

1. Sur le logiciel de correction : traitement, correction anonyme et notation des copies.

Elle consiste en :

- la numérisation des copies ;
- la répartition aléatoire des lots de copies aux correcteurs ;
- l'édition des bordereaux de notation de chaque correcteur ;

2. Sur le module COEX : assurer la publication des résultats.

Elle consiste à une insertion en masse des notes.

Étape 8 : Résultats des épreuves écrites.

Acteur : BRCE.

Édition des résultats et du classement ;

Mise à jour des données individuelles (statuts : « admissible », « non admissible », « reçu », « non reçu »...) ;

Publication des résultats ;

Transmission des relevés individuels de notes (annexe XI) aux candidats (sauf aux candidats admissibles en cas de concours ou examen comportant deux phases).

Étape 9 : Organisation des épreuves orales et sportives.

Acteur : BRCE.

Convocation des candidats ;

Édition des bordereaux de notation ;

Saisies des notes.

Étape 10 : Résultats des épreuves orales et sportives.

Acteur : BRCE.

Édition des résultats et du classement (avec prise en compte de la phase 1 pour les concours ou examens à deux phases) ;

Mise à jour des données individuelles (statuts : « admis », « non admis »...) ;

Publication des résultats ;

Transmission des relevés individuels de notes à l'ensemble des candidats.

ANNEXE III

MODALITÉS D'INSCRIPTION

Deux hypothèses peuvent se présenter :

1. Concours portant recrutement dans un corps

Interne ou externe à la gendarmerie nationale, le candidat s'inscrit en ligne sur le site internet : <http://www.lagendarmerierecrute.fr> , ou en ligne sur le portail « Agorh@ » de l'intranet gendarmerie : rubrique « mon dossier » ; « candidatures » ; « concours-examens ».

2. Concours ou examen lié au déroulement de carrière du militaire

Le militaire s'inscrit en ligne sur le portail « Agorh@ » de l'intranet gendarmerie : rubrique « mon dossier » ; « candidatures » ; « concours-examens ».

La validation génère un imprimé dans lequel certaines rubriques peuvent éventuellement être pré-remplies (nombre de présentation(s) antérieure(s), radiation(s) à la demande, année(s) de présentation, année(s) de radiation, pièces jointes, observations éventuelles).

Le candidat édite cet imprimé, le signe, puis le transmet au BRCE avec les éventuelles pièces demandées et en rend compte à sa voie hiérarchique.

Remarque : le libellé « synthèse candidatures » du portail permet au militaire de vérifier les données de sa ou ses candidature(s) et de réimprimer, s'il y a lieu, le formulaire d'inscription.

ANNEXE IV

MODÈLE DE CONVOCATION ÉPREUVES ÉCRITES



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



Issy-les-Moulineaux, le 04 février 2020

Direction Générale de la Gendarmerie Nationale
Direction des Personnels Militaires de la Gendarmerie Nationale
Sous-Direction des Compétences
Bureau du Recrutement, des Concours et des Examens

CONVOCATION MÉTROPOLÉ

OG Universitaire

SESSION 2020

Cette convocation fait suite à la décision d'autorisation n° 2763 relative au concours OG Universitaire.

Convocation aux épreuves d'admissibilité :

- Culture générale
- Synthèse de dossier
- Épreuve à option (droit pénal, droit public, finances publiques, sciences économiques et de gestion, histoire-géographie)

Les consignes aux candidats, les formalités administratives et les plans d'accès sont téléchargeables sur le site "<https://www.lagendarmerierecrute.fr/Documentation/Recrutement-Officier/Carriere-operationnelle/Informations-pratiques>"

Ouverture des portes du centre d'examen 1 heure 30 avant le début des épreuves.

Les horaires indiqués correspondent aux horaires métropole.

Dates	Horaires	Épreuves	Lieux
09 mars 2020	13h30 – 18h30	Culture générale	Espace Congrès Les Esselières Salle Capella 3 boulevard Chastenet de Géry 94800 VILLEJUIF
10 mars 2020	08h00 – 12h00	Synthèse de dossier	
	14h00 – 18h00	Épreuve à option	

ANNEXE V

MODÈLE DE PLANCHE D'ÉTIQUETTES DE TABLES

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ID COEX : 123456789

DUPONT JEAN

01/01/1990

Centre de Paris

ANNEXE VI

MODALITÉS DE CHOIX DES SUJETS

3. 1. Épreuves écrites

L'officier référent du BRCE soumet au choix du SDC tous les sujets des épreuves écrites des concours et examens. Les propositions de sujets sont établies :

- par le CPMGN pour l'OPJ ;
- par les correcteurs pour tous les autres concours ou examens organisés par la SROCE.

Une note annuelle du BRCE propre à chaque concours ou examen fixe le nombre de propositions de sujets que doit fournir chaque commission ou correcteur. Ces propositions doivent être strictement conformes au format et au programme du Référence du concours ou examen concerné.

Ces documents sont réunis dans une maquette réalisée par le BRCE et conservée au secret.

La duplication et la conservation sécurisée des sujets sont à la charge du BRCE.

4. Épreuves orales

Le président du jury procède à la validation des sujets parmi ceux qui lui sont proposés par les membres de la commission, conformément à la commande fixée par une note du BRCE. Les sujets retenus doivent être strictement conformes au programme des épreuves. Pour chaque épreuve, un nombre minimum de sujets est déterminé par le BRCE afin de garantir l'égalité de traitement entre les candidats.

Pour certains concours ou examens présentant des domaines très techniques ou spécifiques, des conseillers techniques sont désignés afin de contrôler la conformité des sujets proposés et orienter le décideur.

Qu'il s'agisse des propositions de sujets ou des sujets choisis, tout échange informatique non sécurisé entre correcteurs, examinateurs, conseillers techniques, président de jury et BRCE est à proscrire.

ANNEXE VII

DÉROULEMENT DES ÉPREUVES ÉCRITES

1. La commission de surveillance

1.1. Désignation

La commission de surveillance est désignée par le BRCE (*cf.* point 4.3. de l'instruction).

1.2. Composition

Un officier, président ;

Un ou des surveillant(s), personnel(s) de la gendarmerie, à raison d'un pour 20 candidats au plus.

1.3. Mission

Le président de la commission est responsable du bon déroulement des épreuves écrites et de la surveillance des candidats. Il fait respecter les consignes édictées par le BRCE et prend toute initiative utile au maintien de la sérénité des opérations et d'une rigoureuse discipline garante d'une totale égalité de traitement entre les candidats.

Il prend connaissance par avance des textes (arrêtés, instructions, circulaires...) régissant le concours ou l'examen dont il assure la surveillance des épreuves. Il demeure en liaison avec le BRCE pendant toute la durée des épreuves.

Avant le début de chaque épreuve, il fait préparer la salle conformément aux directives du BRCE (étiquettes de table, feuilles de brouillon, copies...)

Il prend la décision d'expulsion de la salle à l'encontre de tout candidat selon les modalités et dans les cas prévus à l'annexe I. Il établit alors un rapport adressé au président du jury, en y joignant les éventuelles explications du candidat fautif.

Il mentionne en outre sur la feuille d'émargement de l'épreuve considérée :

- les absents ;
- les présents ;
- les candidats remettant une copie blanche.

Il mentionne en outre sur le procès verbal de l'épreuve considérée :

- le nombre de candidats présents ;
- le nombre de candidats absents ;
- le motif des absences ;
- l'heure de début de l'épreuve ;
- l'heure de fin de l'épreuve ;
- les incidents.

Il s'assure que les surveillants exercent un contrôle effectif et permanent des déplacements et des objets et documents présents sur les tables de composition.

2. Modalités d'exécution des épreuves écrites

2.1. Obligations faites aux candidats

Le candidat doit respecter les informations figurant sur sa convocation ainsi que les consignes données par le président de la commission de surveillance avant chaque épreuve.

2.2. Obligations de la commission de surveillance

Chaque copie vierge remise aux candidats doit être au préalable signée à l'endroit prévu à cet effet (bandeau en haut à gauche) par le président de la commission de surveillance ou par un membre de la commission.

Le président fait distribuer les feuilles de composition préalablement signées et les feuilles de brouillon en stricte suffisance en début de séance. Il les fait compléter à la demande des candidats.

Après avoir rappelé les consignes transmises par le BRCE, le président décachette ou fait décacher les enveloppes scellées contenant les sujets en présence des candidats. Le procès-verbal de séance doit mentionner cette opération et indiquer l'état des enveloppes et des scellés.

La distribution des sujets s'opère feuille(s) retournée(s) sur la table. Le président donne le signal de retourner les sujets lorsque tous les candidats sont servis et qu'il est l'heure prévue de début de composition. À compter de cet instant, il n'est plus possible à un candidat arrivant en retard d'être admis à composer.

Il fait vérifier le nombre de feuillets reçu par chaque candidat dans le cas où le sujet comporte plusieurs pages agrafées.

2.3. Opérations menées à la fin de l'épreuve

Les candidats qui n'ont pas encore remis leur copie cessent immédiatement de composer et remettent leur composition à un surveillant. Chaque candidat doit donc rendre sa copie, même blanche ou inachevée, à un surveillant et signer la feuille d'émargement.

Chaque surveillant s'assure que les en-têtes de chaque copie sont correctement remplis. Il fait procéder immédiatement aux rectifications par le candidat lui-même et le fait émarger à l'issue sur la feuille d'émargement.


Le président de la commission de surveillance consigne, le cas échéant, toute réclamation formulée par un candidat dans le procès-verbal de séance établi à l'issue de chaque épreuve (annexe IX) ou au contraire fait mention du fait que le déroulement de l'épreuve n'a donné lieu à aucune observation ni remarque.

Est considéré comme ayant subi le concours ou l'examen tout candidat ayant eu connaissance du sujet.

Pour chaque salle, le procès-verbal de séance, la feuille d'émargement (annexes IX et X), le plan de la salle et les compositions sont alors réunis séance tenante sous pli scellé portant la signature du président de la commission de surveillance et immédiatement mis en sûreté sous sa responsabilité.

ANNEXE VIII

**MODÈLE DE COPIE N° 651.4.101 ÉD.1 – SDG/MFI -
FEUILLE DE COMPOSITION STANDARD**

GENDARMERIE NATIONALE					
	ID COEX : Né(e) le : / / 				
Nom : 					
Prénom : 					
<div style="border: 1px solid black; padding: 2px; font-size: 0.8em;"> Réservé à la commission de surveillance </div>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; text-align: center; padding: 2px;">Numéro</td> <td style="width: 50%;"></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; padding: 2px;">Visa</td> <td style="height: 100px;"></td> </tr> </table>	Numéro		Visa	
Numéro					
Visa					
Concours / Examen : Épreuve : Année / Session :					
<p>Sous peine de nullité de la copie, il est impératif de renseigner en MAJUSCULES l'entête d'identification de chaque feuille. Hormis les identifiants renseignés dans les cases ci-dessus, aucun autre signe distinctif sur la copie ne doit permettre d'identifier l'auteur, sous peine de nullité de l'épreuve.</p>					
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; float: right; text-align: center;"> Feuille N° / </div> <div style="clear: both;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 400px; margin-top: 10px;"></div>					

ANNEXE IX

MODÈLE DE PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE
DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES DE LA GENDARMERIE NATIONALE
SOUS-DIRECTION DES COMPÉTENCES
BUREAU DU RECRUTEMENT, DES CONCOURS ET DES EXAMENS**

PROCÈS-VERBAL

OG UNIV

Session 2020

Épreuve de Culture générale

Lundi 09 mars 2020

**BLOC A – Les Esselières - Salle Capella
Villejuif**

Nombre de candidats inscrits	:
Nombre de candidats présents	:
Nom (s) du ou des candidat (s) absent (s)	:
Motif (s) de la ou des absence (s)	:
État des scellés contenant les épreuves	:
Heure de début de l'épreuve	:
Heure de fin de l'épreuve	:
Incidents	:

À Paris, le 09 mars 2020
Le président de la commission de surveillance

ANNEXE X

MODÈLE DE FEUILLE D'ÉMARGEMENT

2A Ajaccio

Concours : OPJ 2019 (90104452)
 Centre épreuve : 2A_Ajaccio (98000061)
 Jour début épreuve :
 Heure début épreuve :
 Salle épreuve : Salle instruction d'Aspretto (2A-SIA)
 Épreuve : PROCEDURE PENALE (91106503)
 Matière : PROCEDURE PENALE

LISTE D'ÉMARGEMENT

Page 1/1



	Nom de famille Prénom(s)	Nom d'usage	Date naiss.	Copie Bl.	Pr.	Ab.	Inscription	Emargement
 74064011			23/10/1979	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	74064011	
 74064811			13/10/1984	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	74064811	
 74064894			09/03/1984	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	74064894	
 74065327			20/02/1982	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	74065327	
 74064717			23/03/1971	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	74064717	
 00000000				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
 00000000				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
 00000000				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
 00000000				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
 00000000				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
 00000000				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
 00000000				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
 00000000				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
 00000000				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
 00000000				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
 00000000				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

Ne pas altérer les codes-barres.

Cochez la présence ou l'absence de chaque candidat comme suit : ☒

ANNEXE XI

MODÈLE DE RELEVÉ INDIVIDUEL DE NOTES



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le 1 février 2019



Direction Générale de la Gendarmerie Nationale
Direction des Personnels Militaires de la Gendarmerie Nationale
Sous-Direction des Compétences
Bureau du Recrutement, des Concours et des Examens
Section des Recrutements Officiers des Concours et des Examens

NOM
Prénom
Adresse

RELEVÉ INDIVIDUEL DE NOTES

Officier de police judiciaire

Dans le cadre de votre présentation au concours ou à l'examen précité, je vous communique les résultats que vous avez obtenus :

Épreuve	Coefficient(s)	Note(s) obtenue(s)	Point(s)
Phase Unique :			
- DPG/DPS	2	12,8000	25,6000
- Procédure pénale	3	15,5000	46,5000
- Compte rendu téléphonique	1	12,0000	12,0000
Moyenne générale sur 20		14,0167	

Capitaine Favard
Officier référent

ANNEXE XII

MODÈLE DE PROCÈS-VERBAL DE NUMÉRISATION



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE
DIRECTION DES PERSONNELS MILITAIRES DE LA GENDARMERIE NATIONALE
SOUS-DIRECTION DES COMPÉTENCES
BUREAU DU RECRUTEMENT, DES CONCOURS ET DES EXAMENS**

« NOM DU CONCOURS ou de L'EXAMEN »

**PROCÈS-VERBAL
de la numérisation de l'épreuve
de « NOM DE L'ÉPREUVE »**

Le « DATE » de 13h00 à 18h00 (heures métropole)

Centre d'examen de : « LIEU »

Salle : « NOM DE LA SALLE »

Nombre de candidats convoqués :

Nombre de candidats ayant composé :

Responsable de la numérisation :

Problème(s) rencontré(s) :

		GRADE / NOM / PRÉNOM
Responsable de la numérisation		
Numérisateur		
Témoin / PCS		
PROBLÈME(S) RENCONTRE(S)		
<p>Fait à</p> <p>Le</p>		
<u>Émargement du responsable numérisation</u>	<u>Émargement du numérisateur</u>	<u>Émargement du témoin / PCS</u>

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Avenant n° 1 du 1^{er} juillet 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Hauts-de-France du 20 juillet 2017

NOR : INTA2023561X

Entre :

Le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation, représenté par son président, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

Et :

Le préfet de la région Hauts-de-France désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Vu la convention de délégation de gestion signée le 20 juillet 2017,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} relatif à l'objet de la délégation est modifié comme suit :

« En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes sur l'unité opérationnelle suivante : 0354-CDMA-CSAT, dans la limite du montant des crédits notifiés par le responsable du budget opérationnel de programme en début de gestion.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire. »

Article 2

Le présent avenant prend effet à la date du 1^{er} janvier 2020.

Article 3

Ce document sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait à Paris et Lille, le 1^{er} juillet 2020.

Le délégant :

*Le président du Conseil supérieur
de l'appui territorial et de l'évaluation,*

E. DELZANT

Le délégataire :

*Pour le préfet de la région Hauts-de-France :
La secrétaire générale de la préfecture du Nord,*

V. DÉMARET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Convention de délégation de gestion du 21 juillet 2020 entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté

NOR : INTA2023548X

La présente délégation est conclue en application :

- du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État modifié par le décret n° 2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier, et dans le cadre de la délégation d'ordonnancement secondaire en vigueur ;
- du décret n° 2006-1482 du 29 novembre 2006 modifié relatif au Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation (CSATE) ;
- du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- du décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;
- de l'arrêté du 12 août 2013 modifié portant organisation interne du secrétariat général du ministère de l'intérieur ;
- du contrat de service du 19 décembre 2013 signé entre les services prescripteurs, le centre de services partagés régional Chorus et le service dépense en mode facturier,

Entre :

Le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation, représenté par son président, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

Et :

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes sur l'unité opérationnelle suivante : 0354-CDMA-CSAT, dans la limite du montant des crédits notifiés par le responsable du budget opérationnel de programme en début de gestion.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas déchargé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

Article 2

Prestations accomplies par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après ; à ce titre, la délégation emporte délégation de la fonction d'ordonnateur pour l'engagement, la liquidation et l'établissement des ordres de payer et l'émission des titres de perception.

1. Le délégataire assure pour le compte du délégant, les actes suivants :

- il saisit et valide les engagements juridiques ;
- il notifie aux fournisseurs les bons de commande, à l'exception des cas dérogatoires prévus en annexe du contrat de service ;
- il saisit la date de notification des actes ;
- il réalise, lorsqu'il y a lieu, la saisine de l'autorité chargée du contrôle budgétaire et de l'ordonnateur, selon les modalités précisées dans le contrat de service ;
- il certifie le service fait ;
- il centralise la réception de l'ensemble des demandes de paiement, sauf cas particuliers précisés dans le contrat de service ;
- il instruit, saisit et valide les demandes de paiement ;

- il saisit et valide les engagements de tiers et titres de perceptions ;
- il réalise, en liaison avec les services du délégant, les travaux de fin de gestion ;
- il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- il assiste le délégant dans la mise en œuvre du contrôle interne comptable et met en œuvre le contrôle interne comptable de premier niveau au sein de sa structure ;
- il réalise l'archivage des pièces qui lui incombe.

2. Le délégataire peut également assurer pour le compte du délégant des paiements et des encaissements par le biais de sa régie d'avances et de recettes. Ceux-ci doivent intervenir conformément aux dispositions du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics, ainsi que dans le périmètre fixé par l'arrêté institutif de la régie.

3. Le délégant reste responsable de :

- la décision de dépenses et recettes ;
- la constatation du service fait ;
- du pilotage des crédits de paiement ;
- l'archivage des pièces qui lui incombe.

Article 3

Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte régulièrement de son activité.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas d'indisponibilité des crédits.

Article 4

Obligations du délégant

Le délégant n'engage pas de dépense sans validation préalable de l'engagement juridique dans Chorus et respecte les règles de la commande publique.

Il s'oblige à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission, notamment les délégations de signature consenties à ses collaborateurs mises à jour.

Il adresse une copie de ce document à l'autorité chargée du contrôle budgétaire et au comptable assignataire concerné.

Article 5

Exécution financière de la délégation

Le délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation des actes d'ordonnancement.

Article 6

Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, dont un exemplaire est transmis aux destinataires du présent document mentionnés à l'article 4.

Article 7

Durée, reconduction et résiliation du document

Le présent document prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties concernées.

Il est établi pour l'année 2020 et reconduit tacitement d'année en année.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite ; le comptable assignataire et le contrôleur budgétaire doivent en être informés.

Ce document sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait à Paris et Dijon, le 21 juillet 2020.

Le délégant :

*Le président du Conseil supérieur
de l'appui territorial et de l'évaluation,*

E. DELZANT

Le délégataire :

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté,

B. SCHMELTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Avenant n° 1 du 4 août 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Grand Est du 16 octobre 2017

NOR : INTA2023830X

Entre :

Le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation, représenté par son président, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

Et :

La préfète de la région Grand Est désignée sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Vu la convention de délégation de gestion signée le 16 octobre 2017,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} relatif à l'objet de la délégation est modifié comme suit :

« En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes sur l'unité opérationnelle suivante : 0354-CDMA-CSAT, dans la limite du montant des crédits notifiés par le responsable du budget opérationnel de programme en début de gestion.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire. »

Article 2

Le présent avenant prend effet à la date du 1^{er} janvier 2020.

Article 3

Ce document sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait à Paris et Strasbourg, le 4 août 2020.

Le délégant :

*Le président du Conseil supérieur
de l'appui territorial et de l'évaluation,*

E. DELZANT

La délégataire :

Pour la préfète de la région Grand Est
et par délégation :

*Le secrétaire général
pour les affaires régionales et européennes,*

B. GOURTAY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 octobre 2017

NOR : INTA2023549X

Entre :

Le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation, représenté par son président, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

Et :

La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine désignée sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Vu la convention de délégation de gestion signée le 27 octobre 2017,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} relatif à l'objet de la délégation est modifié comme suit :

« En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes sur l'unité opérationnelle suivante : 0354-CDMA-CSAT, dans la limite du montant des crédits notifiés par le responsable du budget opérationnel de programme en début de gestion.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire. »

Article 2

Le présent avenant prend effet à la date du 1^{er} janvier 2020.

Article 3

Ce document sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait à Paris et Bordeaux, le 1^{er} septembre 2020.

Le délégant :

*Le président du Conseil supérieur
de l'appui territorial et de l'évaluation,*

E. DELZANT

La délégataire :

La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
F. BUCCIO

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Île-de-France du 1^{er} janvier 2018

NOR : INTA2023550X

Entre :

Le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation, représenté par son président, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

Et :

Le préfet de la région Île-de-France désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Vu la convention de délégation de gestion signée le 1^{er} janvier 2018,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} relatif à l'objet de la délégation est modifié comme suit :

« En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes sur l'unité opérationnelle suivante : 0354-CDMA-CSAT, dans la limite du montant des crédits notifiés par le responsable du budget opérationnel de programme en début de gestion.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas déchargé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire. »

Article 2

Le présent avenant prend effet à la date du 1^{er} janvier 2020.

Article 3

Ce document sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 2020.

Le délégant :

*Le président du Conseil supérieur
de l'appui territorial et de l'évaluation,*

E. DELZANT

Le délégataire :

Pour le préfet de la région Île-de-France et par délégation :
Le préfet, secrétaire général aux politiques publiques,

J. CHARLES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes du 10 novembre 2017

NOR : INTA2023556X

Entre :

Le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation, représenté par son président, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

Et :

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Vu la convention de délégation de gestion signée le 10 novembre 2017,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} relatif à l'objet de la délégation est modifié comme suit :

« En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes sur l'unité opérationnelle suivante : 0354-CDMA-CSAT, dans la limite du montant des crédits notifiés par le responsable du budget opérationnel de programme en début de gestion.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire. »

Article 2

Le présent avenant prend effet à la date du 1^{er} janvier 2020.

Article 3

Ce document sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait à Paris et Lyon, le 1^{er} septembre 2020.

Le délégant :

*Le président du Conseil supérieur
de l'appui territorial et de l'évaluation,*

E. DELZANT

Le délégataire :

*Pour le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint,*

C. VIVÈS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 8 janvier 2018

NOR : INTA2023557X

Entre :

Le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation, représenté par son président, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

Et :

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Vu la convention de délégation de gestion signée le 8 janvier 2018,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} relatif à l'objet de la délégation est modifié comme suit :

« En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes sur l'unité opérationnelle suivante : 0354-CDMA-CSAT, dans la limite du montant des crédits notifiés par le responsable du budget opérationnel de programme en début de gestion.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire. »

Article 2

Le présent avenant prend effet à la date du 1^{er} janvier 2020.

Article 3

Ce document sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait à Paris et Marseille, le 1^{er} septembre 2020.

Le délégant :

*Le président du Conseil supérieur
de l'appui territorial et de l'évaluation,*
E. DELZANT

Le délégataire :

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
P. DARTOUT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Occitanie du 27 octobre 2017

NOR : INTA2023558X

Entre :

Le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation, représenté par son président, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

Et :

Le préfet de la région Occitanie désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Vu la convention de délégation de gestion signée le 27 octobre 2017,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} relatif à l'objet de la délégation est modifié comme suit :

« En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes sur l'unité opérationnelle suivante : 0354-CDMA-CSAT, dans la limite du montant des crédits notifiés par le responsable du budget opérationnel de programme en début de gestion.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire. »

Article 2

Le présent avenant prend effet à la date du 1^{er} janvier 2020.

Article 3

Ce document sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait à Paris et Toulouse, le 1^{er} septembre 2020.

Le délégant :

*Le président du Conseil supérieur
de l'appui territorial et de l'évaluation,*

E. DELZANT

Le délégataire :

Le préfet de la région Occitanie,
E. GUYOT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Avenant n° 1 du 1^{er} septembre 2020 à la convention de délégation de gestion entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Bretagne du 16 octobre 2017

NOR : INTA2023560X

Entre :

Le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation, représenté par son président, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

Et :

La préfète de la région Bretagne désignée sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Vu la convention de délégation de gestion signée le 16 octobre 2017,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} relatif à l'objet de la délégation est modifié comme suit :

« En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes sur l'unité opérationnelle suivante : 0354-CDMA-CSAT, dans la limite du montant des crédits notifiés par le responsable du budget opérationnel de programme en début de gestion.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire. »

Article 2

Le présent avenant prend effet à la date du 1^{er} janvier 2020.

Article 3

Ce document sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait à Paris et Rennes, le 1^{er} septembre 2020.

Le délégant :

*Le président du Conseil supérieur
de l'appui territorial et de l'évaluation,*
E. DELZANT

La délégataire :

La préfète de la région Bretagne,
M. KIRRY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Convention de délégation de gestion du 1^{er} septembre 2020 entre le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation et la préfecture de la région Centre-Val de Loire

NOR : INTA2023547X

La présente délégation est conclue en application :

- du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État modifié par le décret n° 2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier, et dans le cadre de la délégation d'ordonnancement secondaire en vigueur ;
- du décret n° 2006-1482 du 29 novembre 2006 modifié relatif au Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation (CSATE) ;
- du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- du décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;
- de l'arrêté du 12 août 2013 modifié portant organisation interne du secrétariat général du ministère de l'intérieur ;
- du contrat de service du 19 décembre 2013 signé entre les services prescripteurs, le centre de services partagés régional Chorus et le service dépense en mode facturier,

Entre :

Le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation, représenté par son président, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

Et :

Le préfet de la région Centre-Val de Loire désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes sur l'unité opérationnelle suivante : 0354-CDMA-CSAT, dans la limite du montant des crédits notifiés par le responsable du budget opérationnel de programme en début de gestion.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas déchargé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

Article 2

Prestations accomplies par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après ; à ce titre, la délégation emporte délégation de la fonction d'ordonnateur pour l'engagement, la liquidation et l'établissement des ordres de payer et l'émission des titres de perception.

1. Le délégataire assure pour le compte du délégant, les actes suivants :

- il saisit et valide les engagements juridiques ;
- il notifie aux fournisseurs les bons de commande, à l'exception des cas dérogatoires prévus en annexe du contrat de service ;
- il saisit la date de notification des actes ;
- il réalise, lorsqu'il y a lieu, la saisine de l'autorité chargée du contrôle budgétaire et de l'ordonnateur, selon les modalités précisées dans le contrat de service ;
- il certifie le service fait ;
- il centralise la réception de l'ensemble des demandes de paiement, sauf cas particuliers précisés dans le contrat de service ;
- il instruit, saisit et valide les demandes de paiement ;

- il saisit et valide les engagements de tiers et titres de perceptions ;
- il réalise, en liaison avec les services du délégant, les travaux de fin de gestion ;
- il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- il assiste le délégant dans la mise en œuvre du contrôle interne comptable et met en œuvre le contrôle interne comptable de premier niveau au sein de sa structure ;
- il réalise l'archivage des pièces qui lui incombe.

2. Le délégataire peut également assurer pour le compte du délégant des paiements et des encaissements par le biais de sa régie d'avances et de recettes. Ceux-ci doivent intervenir conformément aux dispositions du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics, ainsi que dans le périmètre fixé par l'arrêté institutif de la régie.

3. Le délégant reste responsable de :

- la décision de dépenses et recettes ;
- la constatation du service fait ;
- du pilotage des crédits de paiement ;
- l'archivage des pièces qui lui incombe.

Article 3

Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte régulièrement de son activité.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas d'indisponibilité des crédits.

Article 4

Obligations du délégant

Le délégant n'engage pas de dépense sans validation préalable de l'engagement juridique dans Chorus et respecte les règles de la commande publique.

Il s'oblige à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission, notamment les délégations de signature consenties à ses collaborateurs mises à jour.

Il adresse une copie de ce document à l'autorité chargée du contrôle budgétaire et au comptable assignataire concerné.

Article 5

Exécution financière de la délégation

Le délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation des actes d'ordonnancement.

Article 6

Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, dont un exemplaire est transmis aux destinataires du présent document mentionnés à l'article 4.

Article 7

Durée, reconduction et résiliation du document

Le présent document prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties concernées.

Il est établi pour l'année 2020 et reconduit tacitement d'année en année.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite ; le comptable assignataire et le contrôleur budgétaire doivent en être informés.

Ce document sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait à Paris et Orléans, le 1^{er} septembre 2020.

Le délégant :

*Le président du Conseil supérieur
de l'appui territorial et de l'évaluation,*

E. DELZANT

Le délégataire :

Le préfet de la région Centre-Val de Loire,

P. POUESSEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 30 septembre 2020 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer

NOR : INTA2026132A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2014 portant création du comité technique spécial des préfectures ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2018 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures ;

Vu l'arrêté du 18 février 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2020 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2020 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures ;

Vu le courrier du syndicat national Force ouvrière des personnels de préfecture et des services du ministère de l'intérieur du 22 septembre 2020,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Pascal MAUSSANT est nommé en qualité de représentant du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial des préfectures du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer, au titre de Force ouvrière des personnels de préfecture et des services du ministère de l'intérieur, en qualité de membre suppléant, en remplacement de Mme Brigitte LEDUC.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des ressources humaines,

L. MÉZIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 30 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 25 novembre 2019 relatif à l'habilitation des fonctionnaires autorisés à contrôler le respect par les personnes mentionnées au 9° de l'article L. 561-2 des obligations prévues aux chapitres I^{er} et II du titre VI du livre V de la partie législative du code monétaire et financier

NOR : INTC2025425A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-2 à L. 561-4,

Arrête :

Article 1^{er}

Les fonctionnaires chargés de la police des jeux affectés à la direction centrale de la police judiciaire, dont les noms figurent en annexe, sont habilités à contrôler le respect par les personnes mentionnées au 9° de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier des obligations prévues aux chapitres I^{er} et II du titre VI du livre V de la partie législative du même code.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur central de la police judiciaire,
J. BONET

ANNEXE

NOM – PRÉNOM	GRADE	MATRICULE	AFFECTATION
MENARD Philippe	Commissaire général	630359	Service central des courses et jeux
LEVY VALENSI Éric	Commissaire divisionnaire	154058	
ROCHER Nicolas	Commissaire	693508	
GOETZ Michel	Commandant Div F	643858	
KADOCH Vincent	Capitaine	464213	
MESCHINI Elodie	Brigadier	164967	
VILLEMAGNE Thibaut	Commandant	691164	
JOUSSE Jean-Pierre	Commandant	644515	
LOMBARD Joël	Commandant	701003	
COLL Christophe	Capitaine	415918	
LEPRETTRE Mélanie	Capitaine	693582	
JOSEPH Dominique	Major	451116	
JAN Yannick	Brigadier-chef	472878	
MAFETY Christian	Brigadier	465838	
LAVEST Adrien	Gardien de la paix	211101	
BOUCOU Gaëlle	Gardien de la paix	181681	
LOUIS Bénédicte	Brigadier-chef	475904	
KERLEGUER Luc	Commandant Div	628924	
MANCONE Cyril	Brigadier	140613	
MORIN-ARISTIN Nicolas	Brigadier	131626	
MONAI Ronan	Brigadier-chef	462096	
LEHAUT Ludovic	Brigadier	465838	
LENOBLE Bertrand	Gardien de la paix	484722	
DESCAMPS Nicolas	Brigadier-chef	458995	Direction régionale de la police judiciaire d'Ajaccio
LOPEZ-MORETTI Céline	Major	485474	
LAVIGNE Éric	Commandant	345888	Direction interrégionale de la police judiciaire de Bordeaux
COMBES Joël	Brigadier-chef	476780	
PECQUERY Bertrand	Brigadier-chef	461251	
ROUSSET Didier	Commandant	644937	

NOM – PRÉNOM	GRADE	MATRICULE	AFFECTATION
CASSAING Teddy	Brigadier-chef	453454	Direction interrégionale de la police judiciaire de Bordeaux
PARENT Guillaume	Brigadier	497666	
GUILLOMOT Christophe	Capitaine	645201	
MAES Céline	Brigadier	615937	
BEDO Thierry	Major	331454	
NOIR-SELARIES Corinne	Major	612625	Direction interrégionale de la police judiciaire de Dijon
MIGNERET Nicolas	Brigadier-chef	459881	
WILTHIEN Fabien	Brigadier-chef	453530	
MILAN Christophe	Brigadier-chef	453521	
WYBAILLIE José	Major	432475	Direction interrégionale de la police judiciaire de Lille
LECAT Mickaël	Brigadier-chef	462289	
MARTINS Nicolas	Gardien de la paix	141060	
HANOCQ Arnaud	Brigadier-chef	455382	
HOLLEBEQUE Steve	Brigadier-chef	465204	
DELEVALLE Franck	Major	434926	
PAURISSE Laurence	Commandant	437636	Direction interrégionale de la police judiciaire de Lyon
PASTRE Éric	Major	450507	
FAURE Dominique	Brigadier-chef	497752	
THIEBAUX Frédéric	Brigadier-chef	458623	
MATHIEU Jérôme	Brigadier-chef	465960	
HELAINÉ Freddy	Brigadier-chef	437455	
DELVILLE Éric	Brigadier-chef	455702	
CARROT Éric	Major	644803	
DE ZOTTI Brigitte	Major	335994	
LAURENCON Philippe	Major	447112	
BLAISON Emilie	Gardien de la paix	136022	Direction interrégionale de la police judiciaire de Marseille
DECHENE Patricia	Major	339260	
LEBLOIS Marc	Commandant	690185	
AUDRIC Laurent	Capitaine	690797	
VITTE Jérôme	Brigadier-chef	479449	
LAMBERT Michaël	Capitaine	693495	
DROGAT Cendrine	Capitaine	694310	
BERNARD Fabien	Brigadier	476739	

NOM – PRÉNOM	GRADE	MATRICULE	AFFECTATION
THOUAULT Olivier	Gardien de la paix	479298	
CHAMPEYROL Stéphane	Brigadier-chef	466306	
GARCIA Richard	Brigadier	456638	
FILIPPI Pierre	Brigadier-chef	438699	
RUIZ Jean-Louis	Brigadier-chef	449125	
PIOCHON Virginie	Brigadier	488261	Direction interrégionale de la police judiciaire d'Orléans
PENNEL Hervé	Brigadier-chef	456265	
BONNEAU Manuel	Brigadier-chef	449496	
RABOT, épouse QUEIROS Lucie	Capitaine	694527	
AGUILLON Nathalie	Commandant	360088	
EMBARK Medhi DTPN Mayotte	Capitaine	693265	Direction interrégionale de la police judiciaire de Pointe-à-Pitre
GALIPO Jean	Major	932423	
FERRAND David	Brigadier-chef	472145	
MASSARI Philippe	Commandant	690997	STPJ Guyane
CHEDEAU Nicolas	Capitaine	694482	STPJ Nouvelle-Calédonie
MARTINEZ Xavier	Brigadier-chef	468915	Direction interrégionale de la police judiciaire de Rennes
NAOUR Jacques	Capitaine	630002	
MONOT Marc	Capitaine	691396	
LEGAULT Murielle	Capitaine	692120	
BESSON Vincent	Capitaine	690380	
LEGEAY Franck	Major	433834	
BRIET Laurent	Brigadier-chef	462854	
BARAC'H Jacques	Brigadier	460805	
CHESNEL Stéphane	Brigadier-chef	468409	
DUHAMEL Tiphaine	Capitaine	139666	
GUILBERT David	Major	353386	
AZOUZ Gérald	Capitaine	113521	
SCANDELLA David	Commandant	693137	Direction interrégionale de la police judiciaire de Strasbourg
BOULARD Jean-Luc	Commandant	644453	
GRUND Raynald	Brigadier-chef	441548	
KUNICKI Nicolas	Major	347423	

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 29 septembre 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 303 « Immigration et asile »

NOR : [INTV2025879S](#)

Le directeur général des étrangers en France,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 70 ;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 6 février 2014 modifié portant désignation des responsables de programme pour le ministère de l'intérieur,

Décide :

Article 1^{er}

En application de l'article 70 du décret du 7 novembre 2012 susvisé, les responsables de budgets opérationnels de programme et d'unités opérationnelles pour le programme 303 « Immigration et asile » sont désignés, conformément à l'annexe de la présente décision.

Article 2

La présente décision, applicable dès l'exercice budgétaire 2020, sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 septembre 2020.

Le directeur général des étrangers en France,
C. D'HARCOURT

A N N E X E

RESPONSABLES DE BUDGETS OPÉRATIONNELS DE PROGRAMMES ET D'UNITÉ OPÉRATIONNELLES

Programme n° 303 « immigration et asile »

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0303-CASI	BOP Asile	Le directeur de l'asile
0303-CASI-CEUR	UO Asile crédits Europe	Le directeur de l'asile
0303-CASI-CASI	UO opérateurs et dispositifs Asile	Le directeur de l'asile
0303-CLII	BOP Lutte contre l'immigration irrégulière	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-CAAT	UO Amendes aux transporteurs	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-CEUR	UO Fonds européens	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-CLII	UO Lutte contre l'immigration irrégulière	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-D971	UO SATPN Guadeloupe	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D972	UO SATPN Martinique	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D973	UO SATPN Guyane	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D974	UO SATPN Réunion	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D976	UO SATPN Mayotte	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D987	UO SATPN Polynésie	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D988	UO SATPN Nouvelle-Calédonie	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-DEST	UO SGAMI Est	Le secrétaire général du SGAMI Est
0303-CLII-DNOR	UO SGAMI Nord	Le secrétaire général du SGAMI Nord
0303-CLII-DOUE	UO SGAMI Ouest	Le secrétaire général du SGAMI Ouest
0303-CLII-DPAR	UO SGAP Paris	Le secrétaire général du SGAMI Paris
0303-CLII-DSUD	UO SGAMI Sud	Le secrétaire général du SGAMI Sud
0303-CLII-DSUE	UO SGAMI Sud-Est	Le secrétaire général du SGAMI Sud-Est
0303-CLII-DSUO	UO SGAMI Sud-Ouest	Le secrétaire général du SGAMI Sud-Ouest
0303-CLII-EDEP	UO Dépenses à l'étranger	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-TECH	UO Technique CLII	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-CIMO	UO Immobilier	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CSOU	BOP Soutien	Le chef de service du pilotage et des systèmes d'information
0303-CSOU-CSIC	UO Système d'information Min 59	Le chef du département du pilotage et de la gestion des systèmes d'information

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0303-CSOU-CSI9	UO Système d'information Min 09	Le chef du département du pilotage et de la gestion des systèmes d'information
0303-CSOU-CSI1	UO Système d'information Min 01	Le chef du département du pilotage et de la gestion des systèmes d'information
0303-CSOU-CS35	UO Système d'information Min 35	Le chef du département du pilotage et de la gestion des systèmes d'information
0303-CSOU-EDEP	UO Dépenses à l'étranger	Le chef du service du pilotage et des systèmes d'information
0303-CSOU-CAFG	UO Affaires générales	Le chef du service du pilotage et des systèmes d'information
0303-CSOU-CEUR	UO Soutien crédits Europe	Le chef du service du pilotage et des systèmes d'information
0303-CSOU-TECH	UO Soutien technique SI	Le chef du département du pilotage et de la gestion des systèmes d'information
0303-CSOU-CCAB	UO Soutien	Le chef du cabinet
0303-DR67	BOP Grand Est	Le préfet de la région Grand Est
0303-DR67-DR67	UO Préfecture de la région Grand-Est	Le préfet de la région Grand Est
0303-DR67-DP08	UO Préfecture des Ardennes	Le préfet des Ardennes
0303-DR67-DP10	UO Préfecture de l'Aube	Le préfet de l'Aube
0303-DR67-DP51	UO Préfecture de la Marne	Le préfet de la Marne
0303-DR67-DP52	UO Préfecture de la Haute-Marne	Le préfet de la Haute-Marne
0303-DR67-DP54	UO Préfecture de la Meurthe-et-Moselle	Le préfet de la Meurthe-et-Moselle
0303-DR67-DP55	UO Préfecture de la Meuse	Le préfet de la Meuse
0303-DR67-DP57	UO Préfecture de la Moselle	Le préfet de la Moselle
0303-DR67-DP67	UO Préfecture du Bas-Rhin	Le préfet du Bas-Rhin
0303-DR67-DP68	UO Préfecture du Haut-Rhin	Le préfet du Haut-Rhin
0303-DR67-DP88	UO Préfecture des Vosges	Le préfet des Vosges
0303-DR33	BOP Nouvelle-Aquitaine	Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
0303-DR33-DP24	UO Préfecture de la Dordogne	Le préfet de la Dordogne
0303-DR33-DP33	UO Préfecture de la Gironde	Le préfet de la Gironde
0303-DR33-DP40	UO Préfecture des Landes	Le préfet des Landes
0303-DR33-DP47	UO Préfecture de Lot-et-Garonne	Le préfet de Lot-et-Garonne
0303-DR33-DP64	UO Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	Le préfet des Pyrénées-Atlantiques
0303-DR33-DP19	UO Préfecture de la Corrèze	Le préfet de la Corrèze
0303-DR33-DP23	UO Préfecture de la Creuse	Le préfet de la Creuse
0303-DR33-DP87	UO Préfecture de la Haute-Vienne	Le préfet de la Haute-Vienne

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0303-DR33-DP16	UO Préfecture de la Charente	Le préfet de la Charente
0303-DR33-DP17	UO Préfecture de la Charente-Maritime	Le préfet de la Charente-Maritime
0303-DR33-DP79	UO Préfecture des Deux-Sèvres	Le préfet des Deux-Sèvres
0303-DR33-DP86	UO Préfecture de la Vienne	Le préfet de la Vienne
0303-DR69	BOP Auvergne-Rhône-Alpes	Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0303-DR69-DREG	UO Auvergne-Rhône-Alpes	Le préfet de la région Auvergne -Rhône-Alpes
0303-DR69-DP01	UO Préfecture de l'Ain	Le préfet de l'Ain
0303-DR69-DP03	UO Préfecture de l'Allier	Le préfet de l'Allier
0303-DR69-DP07	UO Préfecture de l'Ardèche	Le préfet de l'Ardèche
0303-DR69-DP15	UO Préfecture du Cantal	Le préfet du Cantal
0303-DR69-DP43	UO Préfecture de la Haute-Loire	Le préfet de Haute-Loire
0303-DR69-DP63	UO Préfecture du Puy-de-Dôme	Le préfet du Puy-de-Dôme
0303-DR69-DP26	UO Préfecture de la Drôme	Le préfet de la Drôme
0303-DR69-DP38	UO Préfecture de l'Isère	Le préfet de l'Isère
0303-DR69-DP42	UO Préfecture de la Loire	Le préfet de la Loire
0303-DR69-DP69	UO Préfecture du Rhône	Le préfet du Rhône
0303-DR69-DP73	UO Préfecture de la Savoie	Le préfet de Savoie
0303-DR69-DP74	UO Préfecture de la Haute-Savoie	Le préfet de la Haute-Savoie
0303-DR21	BOP Bourgogne-Franche-Comté	Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
0303-DR21-DP21	UO Préfecture de la Côte-d'Or	Le préfet de la Côte-d'Or
0303-DR21-DP58	UO Préfecture de la Nièvre	Le préfet de la Nièvre
0303-DR21-DP71	UO Préfecture de la Saône-et-Loire	Le préfet de la Saône-et-Loire
0303-DR21-DP89	UO Préfecture de l'Yonne	Le préfet de l'Yonne
0303-DR21-DP25	UO Préfecture du Doubs	Le préfet du Doubs
0303-DR21-DP39	UO Préfecture du Jura	Le préfet du Jura
0303-DR21-DP70	UO Préfecture de la Haute-Saône	Le préfet de la Haute-Saône
0303-DR21-DP90	UO Préfecture du Territoire de Belfort	Le préfet du Territoire de Belfort
0303-DR21-DR21	UO DRJSCS	Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
0303-DR35	BOP Bretagne	Le préfet de la région Bretagne
0303-DR35-DP22	UO Préfecture des Côtes-d'Armor	Le préfet des Côtes-d'Armor
0303-DR35-DP29	UO Préfecture du Finistère	Le préfet du Finistère

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0303-DR35-DP35	UO Préfecture de l'Ille-et-Vilaine	Le préfet de l'Ille-et-Vilaine
0303-DR35-DP56	UO Préfecture du Morbihan	Le préfet du Morbihan
0303-DR35-DR35	UO DRJSCS	Le préfet de la région Bretagne
0303-DR45	BOP Centre-Val de Loire	Le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret
0303-DR45-DR45	UO Préfecture de la région Centre-Val de Loire	Le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret
0303-DR45-DP18	UO Préfecture du Cher	Le préfet du Cher
0303-DR45-DP28	UO Préfecture de l'Eure-et-Loir	Le préfet de l'Eure-et-Loir
0303-DR45-DP36	UO Préfecture de l'Indre	Le préfet de l'Indre
0303-DR45-DP37	UO Préfecture de l'Indre-et-Loire	Le préfet de l'Indre-et-Loire
0303-DR45-DP41	UO Préfecture du Loir-et-Cher	Le préfet du Loir-et-Cher
0303-DR45-DP45	UO Préfecture du Loiret	Le préfet du Loiret
0303-DR20	BOP Corse	Le préfet de la région Corse
0303-DR20-DP2A	UO Préfecture de la Corse-du-Sud	Le préfet de la Corse-du-Sud
0303-DR20-DP2B	UO Préfecture de la Haute-Corse	Le préfet de la Haute-Corse
0303-DR75	BOP Ile-de-France	Le préfet de la région Ile-de-France
0303-DR75-DRIH	UO Paris et petite couronne (75-92-93-94)	Le directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement
0303-DR75-DP75	UO SGAP Paris	Le secrétaire général du SGAMI Paris
0303-DR75-DP77	UO Préfecture de la Seine-et-Marne	Le préfet de la Seine-et-Marne
0303-DR75-DP78	UO Préfecture des Yvelines	Le préfet des Yvelines
0303-DR75-DP91	UO Préfecture de l'Essonne	Le préfet de l'Essonne
0303-DR75-DP92	UO Préfecture des Hauts-de-Seine	Le préfet des Hauts-de-Seine
0303-DR75-DP93	UO Préfecture de la Seine-Saint-Denis	Le préfet de la Seine-Saint-Denis
0303-DR75-DP94	UO Préfecture du Val-de-Marne	Le préfet du Val-de-Marne
0303-DR75-DP95	OU Préfecture du Val-d'Oise	Le préfet du Val-d'Oise
0303-DR31	BOP Occitanie	Le préfet de la région Occitanie
0303-DR31-DP11	UO Préfecture de l'Aude	Le préfet de l'Aude
0303-DR31-DP30	UO Préfecture du Gard	Le préfet du Gard
0303-DR31-DP34	UO Préfecture de l'Hérault	Le préfet de l'Hérault
0303-DR31-DP48	UO Préfecture de la Lozère	Le préfet de la Lozère
0303-DR31-DP66	UO Préfecture des Pyrénées-Orientales	Le préfet des Pyrénées-Orientales

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0303-DR31-DP09	UO Préfecture de l'Ariège	Le préfet de l'Ariège
0303-DR31-DP12	UO préfecture de l'Aveyron	Le préfet de l'Aveyron
0303-DR31-DP31	UO Préfecture de la Haute-Garonne	Le préfet de la Haute-Garonne
0303-DR31-DP32	UO Préfecture du Gers	Le préfet du Gers
0303-DR31-DP46	UO Préfecture du Lot	Le préfet du Lot
0303-DR31-DP65	UO Préfecture des Hautes-Pyrénées	Le préfet des Hautes-Pyrénées
0303-DR31-DP81	UO Préfecture du Tarn	Le préfet du Tarn
0303-DR31-DP82	UO Préfecture de Tarn-et-Garonne	Le préfet de Tarn-et-Garonne
0303-DR59	BOP Hauts-de-France	Le préfet de la région Hauts-de-France
0303-DR59-DP59	UO Préfecture du Nord	Le Préfecture du Nord
0303-DR59-DP62	UO Préfecture du Pas-de-Calais	Le préfet du Pas-de-Calais
0303-DR59-DP02	UO Préfecture de l'Aisne	Le préfet de l'Aisne
0303-DR59-DP60	UO Préfecture de l'Oise	Le préfet de l'Oise
0303-DR59-DP80	UO Préfecture de la Somme	Le préfet de la Somme
0303-DR76	BOP Normandie	Le préfet de la région Normandie
0303-DR76-DP14	UO Préfecture du Calvados	Le préfet du Calvados
0303-DR76-DP50	UO Préfecture de la Manche	Le préfet de la Manche
0303-DR76-DP61	UO Préfecture de l'Orne	Le préfet de l'Orne
0303-DR76-DP27	UO Préfecture de l'Eure	Le préfet de l'Eure
0303-DR76-DP76	UO Préfecture de la Seine-Maritime	Le préfet de la Seine-Maritime
0303-DR13	BOP Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur
0303-DR13-DP04	UO Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence	Le préfet des Alpes-de-Haute-Provence
0303-DR13-DP05	UO Préfecture des Hautes-Alpes	Le préfet des Hautes-Alpes
0303-DR13-DP06	UO préfecture des Alpes-Maritimes	Le préfet des Alpes-Maritimes
0303-DR13-DP13	UO Préfecture des Bouches-du-Rhône	Le préfet des Bouches-du-Rhône
0303-DR13-DP83	UO Préfecture du Var	Le préfet du Var
0303-DR13-DP84	UO Préfecture du Vaucluse	Le préfet du Vaucluse
0303-DR44	BOP Pays-de-la-Loire	Le préfet de la région Pays-de-la-Loire, préfet de la Loire Atlantique
0303-DR44-DR44	UO Préfecture de la région Pays-de-la-Loire	Le préfet de la région du Pays-de-la-Loire, préfet de la Loire Atlantique
0303-DR44-DP44	UO Préfecture de la Loire-Atlantique	Le préfet de la Loire-Atlantique
0303-DR44-DP49	UO Préfecture de Maine-et-Loire	Le préfet de Maine-et-Loire

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0303-DR44-DP53	UO Préfecture de la Mayenne	Le préfet de la Mayenne
0303-DR44-DP72	UO Préfecture de la Sarthe	Le préfet de la Sarthe
0303-DR44-DP85	UO Préfecture de la Vendée	Le préfet de la Vendée
0303-D971	BOP Guadeloupe	Le préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et Saint-Martin
0303-D971-D971	UO Préfecture de la Guadeloupe	Le préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin
0303-D972	BOP Martinique	Le préfet de la région Martinique
0303-D972-D972	UO Préfecture de la Martinique	Le préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique
0303-D973	BOP Guyane	Le préfet de la région Guyane
0303-D973-D973	UO Préfecture de la Guyane	Le préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane
0303-D974	BOP Réunion	Le préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion
0303-D974-D974	UO Préfecture de la Réunion	Le préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion
0303-D976	BOP Mayotte	Le préfet de Mayotte
0303-D976-D976	UO Préfecture de Mayotte	Le préfet de Mayotte
0303-D987	BOP Polynésie française	Le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0303-D987-D987	UO Préfecture de Polynésie française	Le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0303-D988	BOP Nouvelle-Calédonie	Le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
0303-D988-D988	UO Préfecture de Nouvelle-Calédonie	Le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 26 juin 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2016433A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Damien Couturier est recruté au grade de capitaine (premier échelon - indice brut : 704), en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi d'expert de haut niveau en technologies numériques au sein du département informatique électronique du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale, à Pontoise (95), pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} octobre 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des officiers de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 26 juin 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 26 juin 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2016435A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Fabien Thomas-Brans est recruté au grade de capitaine (premier échelon - indice brut : 704), en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi d'expert de haut niveau en technologies numériques au sein du département informatique électronique du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale, à Pontoise (95), pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} décembre 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des officiers de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 26 juin 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 30 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2020439A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Nathalie Severy est recrutée au grade de capitaine (premier échelon - indice brut : 704), en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de psychologue clinicienne, coordinatrice du dispositif à la sous-direction de l'accompagnement du personnel de la direction générale de la gendarmerie nationale, à Issy-les-Moulineaux (92), pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} octobre 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 juillet 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 30 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2020440A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Jean-Pierre Goncalvès est recruté au grade de capitaine (premier échelon - indice brut : 704), en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de géomaticien au service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure, à Issy-les-Moulineaux (92), pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} novembre 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 juillet 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2020663A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Mathilde Pillien est recrutée au grade de lieutenant (premier échelon - indice brut : 493), en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de chargée de missions au service historique de la défense, à Vincennes (94), pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} novembre 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 juillet 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2020666A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Peggy Allimann est recrutée au grade de capitaine (premier échelon - indice brut : 704), en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de criminologue au sein du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale, à Pontoise (95), pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} décembre 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 juillet 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
O. COURTET*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2020668A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Olivier Grunenberger (NIGEND : 388041 – NLS : 8155594 – NID : 1108040382) est recruté au grade de capitaine (échelon : 3 - indice brut : 735), en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi d'expert en sécurité des systèmes d'information au sein du service de traitement de l'information gendarmerie, à Rosny-sous-Bois (93), pour une durée de quatre ans et sept mois à compter du 1^{er} novembre 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des officiers de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 juillet 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
O. COURTET*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 31 juillet 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2020669A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Mamadou Safaiou Bah est recruté au grade de capitaine (premier échelon - indice brut : 704), en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi d'expert en sécurité des systèmes d'information au sein du service de traitement de l'information gendarmerie, à Rosny-sous-Bois (93), pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} décembre 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des officiers de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 juillet 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 18 août 2020 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2022154A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 7 mars 2001 portant nomination à un emploi d'officier au service d'information et de relations publiques des armées (gendarmerie) ;

Vu l'arrêté du 14 février 2003 portant maintien à un emploi d'officier servant au titre de l'article 98-1 du statut général des militaires à la direction générale de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 21 mai 2007 conférant un grade à une officière recrutée au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense et maintenue dans son emploi ;

Vu l'arrêté du 22 novembre 2010 portant maintien dans son emploi d'une officière commissionnée recrutée au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 12 mars 2015 portant affectation et maintien dans le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 16 novembre 2017 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu la décision n° 43438 GEND/DPMGN/SDGP/BPO en date du 18 août 2020 ;

Vu la circulaire n° 42597 en date du 14 août 2020,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Valérie Florent (NIGEND : 192312 - NLS : 8035175 - NID : 0008035175) est maintenue au grade de lieutenant-colonelle, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, dans son emploi de responsable de la stratégie de communication au sein de la direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale, pour une durée de douze mois à compter du 1^{er} octobre 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 août 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 19 août 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2022195A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Julie Salanoubat est recrutée au grade de lieutenant (premier échelon – indice brut : 493), en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences au sein de la région de gendarmerie Île-de-France – zone de défense et de sécurité de Paris, à Maisons-Alfort (94), pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} décembre 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 août 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 2 septembre 2020 maintenant en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ2023215A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 25 juillet 2017 ;

Vu l'avenant en date du 31 août 2020,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le colonel Emmanuel Houzé (NIGEND : 214988 – NLS : 6625627 – NID : 0091011711) est maintenu en situation d'affectation temporaire, du 1^{er} août 2020 au 31 juillet 2021 inclus, en qualité de chargé de mission au sein du service de défense, de sécurité et d'intelligence économique du secrétariat général du ministère de la transition écologique à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 244, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par le bureau des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, à Le Blanc (36). Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 2 septembre 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ2023216A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 30 juillet 2020,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le colonel Jean-Baptiste Estachy (NIGEND : 194407 - NLS : 6589930 - NID : 9704010003) est placé en situation d'affectation temporaire, du 1^{er} août 2020 au 31 juillet 2021 inclus, en qualité d'officier de liaison au sein de l'Assemblée des départements de France (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 6, rue Duguay-Trouin, 75006 Paris. Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par le bureau des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, à Le Blanc (36). Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 2 septembre 2020 portant placement en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ2023218A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 31 août 2020,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, la lieutenant-colonelle Mélanie Dubuis (NIGEND : 308830 – NLS : 6648713 – NID : 0562052700) est placée en situation d'affectation temporaire, du 1^{er} août 2020 au 31 juillet 2023 inclus, en qualité de directrice adjointe déléguée au contrôle gouvernemental au sein du commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), à Paris (75).

Article 2

L'intéressée exerce ses fonctions au 25, rue Leblanc, immeuble Le Ponant, 75015 Paris. Pendant la période définie à l'article 1^{er}, elle est administrée par le bureau des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, à Le Blanc (36). Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2018507A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

La brigadière-chef Audrey MERLE – NIGEND 377868 – est recrutée au grade de maréchale des logis, échelle de solde n° 3 (5^e échelon - indice brut : 381), en qualité de sous-officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportive de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77), pour une durée d'un an à compter du 6 septembre 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2008 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2018510A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Lisa BARBELIN (date de naissance : 10 avril 2000 - NIR : 2 00 04 54 395 486 41) est recrutée au grade de maréchale des logis, échelle de solde n° 3 (2^e échelon - indice brut : 373), en qualité de sous-officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportive de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77), pour une durée de deux ans à compter du 17 septembre 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2008 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2018512A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Melvin LANDERNEAU (date de naissance : 28 septembre 1997 - NIR : 1 97 09 97 213 889 90) est recruté au grade de maréchal des logis, échelle de solde n° 3 (2^e échelon - indice brut : 373), en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportif de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77), pour une durée de deux ans à compter du 17 septembre 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2008 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 4 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2018513A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Merlin SURGET (date de naissance : 3 décembre 1999 - NIR : 1 99 12 74 256 016 50) est recruté au grade de maréchal des logis, échelle de solde n° 3 (2^e échelon - indice brut : 373), en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportif de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense, à Fontainebleau (77), pour une durée de deux ans à compter du 17 septembre 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2008 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
O. COURTET*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 4 septembre 2020 portant maintien en détachement d'office
d'un officier général de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2021343A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-8 et R. 4138-35, 5° à R. 4138-44 ;

Vu l'arrêté ministériel NOR : INTJ1718342A portant détachement d'office d'un officier général de gendarmerie en date du 20 septembre 2017 ;

Vu l'arrêté ministériel NOR : INTJ1806126A portant maintien en détachement d'office d'un officier général de gendarmerie en date du 3 mars 2018 ;

Vu l'arrêté ministériel NOR : INTJ1901046A portant maintien en détachement d'office d'un officier général de gendarmerie en date du 11 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté ministériel NOR : INTJ1906261A portant maintien en détachement d'office d'un officier général de gendarmerie en date du 28 février 2019 ;

Vu la note du service européen pour l'action extérieure en date du 2 juin 2020 ;

Vu le procès-verbal de la commission chargée d'émettre un avis sur le renouvellement du placement d'office en position de détachement d'un officier général en date du 3 septembre 2020,

Arrête :

Article 1^{er}

Le général de division Philippe (Robert, Daniel) Rio (NIGEND : 119416 – NLS : 5208513 – NID : 8078040018) est maintenu d'office en position de détachement auprès de la mission européenne « Eucap Sahel » au Mali, à compter du 1^{er} octobre 2020 jusqu'au 31 décembre 2020, afin d'y exercer les fonctions de chef de la mission.

Article 2

Dans cette position, la rémunération du général de division Philippe Rio sera à la charge de l'Union européenne.

Article 3

Le général de division Philippe Rio reste soumis aux dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Pour la constitution de ses droits à pension de retraite, conformément à l'article R. 74-1 du code précité, l'intéressé a la possibilité de demander à cotiser au régime du code des pensions civiles et militaires de retraite dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté. La période de détachement sera prise en compte à la fois dans la constitution du droit et dans la liquidation de la pension. L'intéressé sera alors redevable de la cotisation mentionnée au 2° de l'article L. 61.

A défaut, l'intéressé sera affilié d'office au seul régime étranger. La période de détachement sera prise en compte dans la constitution du droit de pension uniquement.

L'employeur est exonéré de la contribution pour constitution des droits à pension.

Article 4

L'intéressé demeure affilié au fonds de prévoyance militaire, sous réserve du versement des cotisations correspondantes.

Article 5

L'intéressé et l'Union européenne sont redevables de la cotisation à la retraite additionnelle de la fonction publique.

Article 6

En aucun cas, le général de division Philippe Rio ne pourra, lorsqu'il sera mis fin à son détachement pour quelque cause que ce soit, bénéficier du versement d'indemnités de licenciement ou de fin de carrière.

Article 7

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 7 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : INTK2000525A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l'article D. 141-9 ;

Vu l'arrêté du 27 janvier 2020 fixant au titre de l'année 2020 le contingent relatif à la médaille de la sécurité intérieure,

Arrête :

Article 1^{er}

Au titre de l'agrafe « Secrétariat général », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – Échelon bronze

M. BEUGAD Lionel, attaché d'administration de l'État hors-classe.

Mme DELAIDDE Julie, administratrice civile hors-classe.

M. GARRET Fabien, attaché d'administration de l'État.

Mme HEQUET Marianne, administratrice civile.

Mme NOVIS Magali, attachée principale d'administration de l'État.

Mme ROQUES Magali, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer.

Article 2

Au titre de l'agrafe « Administration préfectorale », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – Échelon or

M. BERGERON Bruno, démineur en chef.

Mme BIGOURIE Magali, ingénieure en chef.

M. DUFLOT Didier, démineur.

Mme FEUCHER Sylvie, préfète.

Mme GOURDELIER Rosalie, adjointe administrative principale de 1^{re} classe.

Mme ORHON Isabelle, attachée principale d'administration de l'État.

M. PABIS Vianney, chef de service principal de 1^{re} classe.

M. SEGU Frédéric, démineur.

II. – Échelon argent

M. AUMONIER Christophe, administrateur civil hors-classe.

M. BARROT Sylvain, ingénieur principal.

M. BELLIVIER Axel, ingénieur principal.

Mme DJEARAMIN-CADIRVELOU Linda, attachée d'administration de l'État.

M. FARIEUX-SYLVESTRE Arnaud, attaché d'administration de l'État.

M. GSCHWIND Jean-Marcel, attaché d'administration de l'État.

M. GUERIN Antoine, administrateur civil hors-classe.

M. GUIONNEAU Patrick, inspecteur de l'action sanitaire et sociale hors-classe.

M. LECOEUCE Pascal, technicien supérieur en chef.

M. LIMARE Alann, technicien supérieur principal.

Mme METZ Séverine, technicienne supérieure en chef.

M. PALLIER Thierry, secrétaire administratif de classe exceptionnelle.

Mme POLI Evelyne, attachée principale d'administration de l'État.

M. RIEHL Jean-Luc, ingénieur des travaux.

Mme ROUAIRE Christine, secrétaire administrative de classe supérieure.

M. VERDOUX Christophe, brigadier-chef principal de police municipale.

M. WAGNER Didier, secrétaire général de l'inspection académique du Gard.

III. – *Échelon bronze*

Mme ADAM Marie-Hélène, conseillère de défense et de sécurité.
M. ALINE Jean-Paul, technicien de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication.
M. ALVAREZ Jean-Paul, brigadier-chef de police municipale.
M. ANCELIN Raymond, agent de constatation principal de 1^{re} classe.
Mme ARNOLD Jacqueline, rédactrice principale de 2^e classe.
Mme ARRIVET Françoise, médecin coordonnateur.
M. ARRONDEAU Philippe, attaché d'administration de l'État.
M. AUBERTIN Stéphane, technicien des systèmes d'information et de communication.
M. BALEGANT Christophe, adjoint administratif principal de 1^{re} classe.
M. BELLUROT Jérôme, ingénieur des systèmes d'information et de communication.
M. BENHAIEM Philippe, ingénieur.
Mme BERSAUTER Corinne, secrétaire administrative de classe normale.
Mme BETOURNE Véronique, adjointe administrative de 2^e classe.
Mme BEUCLIER Hélène, attachée principale d'administration de l'État.
Mme BLEMAND Roberte, adjointe administrative principale de 1^{re} classe.
Mme BLOQUEL Ludivine, attachée principale d'administration de l'État.
Mme BOISSEAU Marie-Hélène, adjointe administrative principale de 2^e classe.
Mme BOREL Astrid, maître-nageur.
M. BOUCHIQUET Xavier, attaché d'administration de l'État.
M. BOUKHARI Ilyès, attaché d'administration de l'État.
Mme BOURGEOIS Gisèle, chargée de réglementation chez Orange France.
Mme BROCHARD Noëlla, démineur.
Mme CAMESELLA Delphine, secrétaire administrative de classe normale.
M. CARMINATI François, démineur.
M. CASTET Fabrice, brigadier-chef principal de police municipale.
Mme CHAPOTEL Pascale, adjointe administrative principale de 2^e classe.
Mme CHARALAMBOUS Léna, attachée d'administration de l'État.
M. CHAUVET-PETRILLI Alain, adjoint technique principal de 1^{re} classe.
Mme CHEVAL Céline, secrétaire administrative de classe normale.
M. COLIN Jérôme, secrétaire administratif de classe exceptionnelle.
Mme CORALLO Natacha, secrétaire administrative de classe normale.
M. DA SILVA Frédéric, commandant de police.
M. DARD Nicolas, gendarme.
M. DARD Olivier, secrétaire administratif de classe exceptionnelle.
M. DAVO Joël, responsable d'un département à la direction départementale des territoires et de la mer.
M. DE MANHEULLE Jean-François, administrateur civil hors-classe.
Mme DELARCHE Cécile, secrétaire administrative de classe normale.
M. DELBECQ Anthony, adjoint technique principal de 1^{re} classe.
M. DESOUTTER Vincent, attaché principal d'administration de l'État.
Mme DI MAURO Isabel, adjointe administrative.
M. DOUHANE Fayçal, sous-préfet.
M. DUFRENE Nicolas, attaché d'administration de l'État.
Mme DUPLENNE Marie-Odile, attachée d'administration de l'État hors-classe.
Mme DUPUIS Anne-Claire, attachée d'administration de l'État.
Mme DUVIGNAUD Clothilde, attachée d'administration de l'État.
Mme ECKEL Martine, lieutenant de vaisseau.
Mme EL HAMDY ALAOUY Zineb, attachée principale d'administration de l'État.
M. EVERAERE Franck, démineur.
Mme FARNAUD Marie-Hélène, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer.
M. FAURE Eddie, ingénieur en chef.
M. FORTIN Christophe, secrétaire administratif de classe normale.
M. GANSMANN Christian, lieutenant-colonel du ministère des armées.
M. GARBAN Jean-Louis, lieutenant-colonel du ministère des armées.
M. GARCIA Stéphane, démineur.

Mme GENERALI Cécile, conseillère technique de service social.
M. GERARD Yann, sous-préfet.
M. GIROD Olivier, sous-préfet.
M. GOMEZ Franck, adjoint technique principal de 2^e classe.
Mme GONZALEZ Sylvie, attachée d'administration de l'État hors-classe.
M. GREFFOZ Xavier, commandant de vaisseau.
M. GRES Jean-Luc, ingénieur principal territorial.
M. HACQUIN Raphaël, administrateur civil.
M. HAMRI Hamza, adjoint technique principal de 2^e classe.
M. HEKLINGER Pascal, ingénieur des systèmes d'information et de communication.
M. HENNIAUX Laurent, sous-préfet.
Mme HENRIET Nathalie, attachée d'administration de l'État.
Mme HERMIER Cécile, contractuelle.
M. JAUD Aymeric, attaché principal d'administration de l'État.
M. JULIEN Jean-Michel, directeur des services pénitentiaires hors-classe.
Mme JULLIARD Flore, secrétaire administrative de classe normale.
M. KIRZEWSKI Dominique, attaché hors-classe d'administration de l'État.
Mme KOPP Charlotte, contractuelle.
Mme LAGREVE Séverine, adjointe administrative principale de 1^{re} classe.
M. LASVENES David, adjoint administratif principal de 2^e classe.
Mme LATH-PENOT Rachel, attachée d'administration de l'État.
M. LE PENSE-PENVERNE Gaël, commissaire de police.
M. LE QUEMENER Olivier, ingénieur des travaux.
M. LEBLANC Patrick, attaché principal d'administration de l'État.
Mme LEBRET Virginie, secrétaire administrative de classe normale.
M. LECLERCQ Yves, technicien des systèmes d'information et de communication de classe exceptionnelle.
M. LERICOLAIS Guillaume, sous-préfet.
M. LESIOURD Stéphane, secrétaire administratif de classe supérieure.
M. LIGNIERE Pascal, lieutenant-colonel de gendarmerie.
M. LIOU Laurent, lieutenant-colonel du ministère des armées.
Mme LLORET Sylvette, adjointe administrative principale de 2^e classe.
Mme LORENZO Nathalie, adjointe administrative principale de 1^{re} classe.
M. LOTTIN Michel, attaché d'administration de l'État.
M. LOUVIN Hervé, ingénieur hors-classe des services techniques.
M. MABIRE Laurent, attaché principal d'administration de l'État.
M. MALARD Jean-Yves, brigadier de police municipale.
M. MALVEZIN Serge, professeur d'éducation physique et sportive.
M. MARION Marc, lieutenant-colonel du ministère des armées.
Mme MENUGE Annick, attachée d'administration de l'État.
Mme MESLAGE Fabienne, secrétaire administrative de classe normale.
Mme MEZIADI Saliha, attachée d'administration de l'État.
M. MIRABELLO Marian, collaborateur de cabinet contractuel à la mairie d'Alès.
Mme MOURIEZ Béatrice, attachée hors-classe d'administration de l'État.
M. MUSY Emeric, secrétaire administratif de classe normale.
M. NORREEL Laurent, capitaine de gendarmerie.
M. ODDONE Sébastien, attaché principal d'administration de l'État.
M. ORDONO Roland, agent de constatation principal des douanes de 2^e classe.
M. ORNY Stéphane, capitaine du ministère des armées.
M. PACCAUD Mickaël, caporal de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme PACOUREAU Hélène, attachée principale d'administration de l'État.
Mme PAOLETTI Carine, adjointe administrative principale de 2^e classe.
M. PAYET Jean-Patrick, contrôleur des services techniques de classe normale.
M. PECRIAUX Aurélien, ingénieur principal des services techniques.
M. PENEAUD Daniel, attaché territorial d'administration.
Mme PEYRE Evelyse, secrétaire administrative de classe normale.

Mme PISARZ-VAN DEN HEUVEL Caroline, cheffe de service à la direction départementale des territoires et de la mer.
Mme PRODHOMME Audrey, attachée d'administration de l'État.
Mme RAMEAU Julie, attachée principale d'administration de l'État.
M. RAMETTE James, adjoint technique principal de 2^e classe.
Mme RAVILLY Priscillia, attachée d'administration de l'État.
M. REGNY Nicolas, sous-préfet.
Mme REVERDY Gaëlle, contractuelle.
Mme RICHARD Marie-Annick, rédactrice.
M. ROELS Philippe, secrétaire administratif de classe exceptionnelle.
M. RUFFAULT Philippe, ingénieur principal.
M. RUPT Jérôme, attaché principal d'administration de l'État.
M. SAMPSON Frédéric, sous-préfet.
M. SANCHEZ Jean-Claude, secrétaire administratif de classe supérieure.
Mme SENENTZ Valérie, directrice du process-passagers aux terminaux de l'aéroport Paris-Orly.
M. SERVANTON Philippe, attaché principal d'administration de l'État.
M. SETBON Jean-Philippe, sous-préfet.
M. SOLTANI Mohamed, attaché principal d'administration de l'État.
Mme SUBRA Pascale, attachée des systèmes d'information et de communication.
M. SUZANNE Benoît, secrétaire administratif de classe normale.
M. TABART Johann, adjoint administratif principal de 2^e classe.
M. TEFAY Sammy, agent d'accueil.
Mme TESSEYRE Laure, attachée principale d'administration de l'État.
M. THEILLET Cyril, attaché principal d'administration de l'État.
M. THION Laurent, contrôleur de 1^{re} classe.
Mme THOMAS Sophie, conseillère en formation continue.
Mme THUEUX Claire, adjointe administrative de 2^e classe.
Mme TROQUIER Juliet, attachée d'administration de l'État.
M. VALMARY Christophe, démineur.
M. VAULOUP Didier, chef de détention au centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe.
M. VIEUX François, adjudant de gendarmerie.
Mme VITRY Katia, secrétaire administrative de classe normale.
M. VOLKAERT Julien, ingénieur principal des services techniques.
M. WAGHEMACKER Arthur, attaché d'administration de l'État.

Article 3

Au titre de l'agrafe « Fonction publique territoriale », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – *Échelon argent*

M. MALLET Nicolas, chef de police municipale principal de 2^e classe.

II. – *Échelon bronze*

M. CARRET-OLIVIER Denis, contractuel.
M. COSSON Romuald, contrôleur des douanes de 1^{re} classe.
M. CRETIN Thomas, agent de constatation principal des douanes de 2^e classe.
M. CROS Bruno, agent de constatation principal des douanes de 2^e classe.
Mme DURAND Carole, adjointe administrative de 2^e classe.
Mme LAPLACE Camille, adjointe technique territoriale.
Mme YILMAZ Nesrin, attachée d'administration de l'État.

Article 4

Au titre de l'agrafe « Élu », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – *Échelon bronze*

Mme PATABES Annie, conseillère municipale.

Article 5

Au titre de l'agrafe « Police municipale », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – *Échelon argent*

M. CZEKANSKI David, brigadier-chef de police municipale.
M. GASPARD Stéphane, brigadier de police municipale.
M. LANDREAU Cédric, brigadier de police municipale.

II. – *Échelon bronze*

M. BEGHIN Jonathan, brigadier-chef principal de police municipale.
Mme BELFADEL Djamila, adjointe technique.
M. BELLA Morad, brigadier-chef principal de police municipale.
M. BEN LAKHDAR Ahmed, brigadier-chef principal de police municipale.
M. BROUSSET Jean-Luc, brigadier-chef principal de police municipale.
M. CHAMPION Benoît, secrétaire administratif de classe supérieure.
M. COMTET Christophe, brigadier de police municipale.
M. CUVILLON Jonathan, brigadier-chef principal de police municipale.
M. DRELON Joan, brigadier-chef principal de police municipale.
M. FAGHEL Kevin, brigadier-chef principal de police municipale.
M. FRANCK Samuel, brigadier-chef principal de police municipale.
M. GERVAIS Loïc, chef de police municipale principal de 1^{re} classe.
M. GUERET Antoine, chef de service de police municipale.
M. GUIGNON Anthony, brigadier de police municipale.
M. HUSSON Laurent, brigadier-chef principal de police municipale.
M. JACOB Didier, brigadier-chef principal de police municipale.
M. JANSEN Hervé, brigadier-chef principal de police municipale.
M. KLEISLER David, attaché territorial d'administration de l'État.
M. LE LANN Thibault, brigadier-chef principal de police municipale.
M. LEVENT Jean-Michel, brigadier-chef principal de police municipale.
M. LEVEQUE Yannick, brigadier-chef principal de police municipale.
M. LIZON Laurent, brigadier-chef principal de police municipale.
M. MACHMACH Abderrahmane, brigadier-chef principal de police municipale.
M. MASSIMI Philippe, formateur d'éducation physique et sportive.
M. MAUPU Nicolas, brigadier-chef principal de police municipale.
M. METTAVANT Bruno, brigadier-chef principal de 1^{re} classe de police municipale.
M. PALANCHON Hugues, brigadier-chef principal de police municipale.
Mme PILATI Isabelle, brigadière de police municipale.
M. POIROT Romain, brigadier-chef principal de police municipale.
M. PRETE Fabien, brigadier de police municipale.
M. RAVAZE Cyril, chef de service de police municipale.
M. ROLLIN Yann, brigadier-chef principal de police municipale.
M. SUEUR Jean-Jacques, brigadier-chef principal de police municipale.
Mme THIRION Dany, opératrice vidéo.
M. TROGNON Jordan, brigadier-chef principal de police municipale.
M. VERMEULEN Grégoire, brigadier-chef principal de police municipale.
M. ZEMMAR Hocine, brigadier-chef principal de police municipale.

Article 6

Au titre de l'agrafe « Engagement citoyen », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – *Échelon bronze*

M. ARTAUX Patrick, brigadier-chef principal de 1^{re} classe de police municipale.
Mme AUGER Isabelle, attachée d'administration de l'État.
Mme BETTING Marie-Christine, attachée principale d'administration de l'État.
Mme CARCAUD HUPE Marie-Claire, secrétaire administrative de classe normale.

M. CERTAIN Bastien, coordinateur hygiène, sécurité, sûreté du site Seveso Gonfreville-l'Orcher.
M. CHASTRES Philippe, directeur général de l'association «Armada de la liberté».
M. COLOMBET Christian, capitaine de sapeurs-pompiers volontaires.
Mme DUBOUIS Elise, bénévole.
M. GODET Tristan, guide spéléologue.
M. GUERIN Thierry, guide spéléologue.
Mme LE SAULNIER Julie, contrôleur SNCF.
Mme LETOURNEUR Séverine, infirmière principale.
M. LHEOTE Bruno, sous-directeur de la caisse d'allocations familiales de la Savoie.
M. MORTIER Jacques, bénévole.
M. NOE Laurent, technicien de la société Vinci Autoroute.
M. REVIL Lionel, guide spéléologue.
M. ROUX Philippe, directeur médical adjoint au SAMU de Rouen.
M. SURGET Christophe, formateur d'éducation physique et sportive.
M. TAMANI Abderramane, agent de sécurité.
Mme THEVENOT Eve, bénévole.

Article 7

Au titre de l'agrafe « Associations », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – *Échelon or*

M. HEUBER Didier, formateur de secourisme.

II. – *Échelon bronze*

M. CANTAGRILL Jean-Louis, commandant de brigade de la gendarmerie nationale.
Mme DELCROPT Élodie, psycho-praticienne.
Mme PISANI Joëlle, adjointe administrative principale de 1^{re} classe.
M. SARRAN Gilles, président de l'association départementale de protection civile des Landes.

Article 8

Au titre de l'agrafe « Police nationale », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – *Échelon or*

M. ASTRUC Laurent, commissaire divisionnaire de police.
M. BONTEMPI Massimo, préfet.
M. DEFER Julien, contrôleur général des services actifs de la police nationale.
M. EJARQUE Frédéric, commissaire divisionnaire de police.
M. MAIRESSE Patrick, commissaire général de police.
M. METIVET Olivier, commissaire divisionnaire de police.
M. PRESSON Luc, inspecteur général des services actifs de la police nationale.
M. SCHILDER Laurent, brigadier de police.
M. VOULLEMINOT Eric, commissaire général de police.

II. – *Échelon argent*

M. ABADIE Frank, commissaire divisionnaire de police.
M. CANONICO Sauveur, commandant divisionnaire fonctionnel de police.
M. CARTET Pierre-Philippe, commandant divisionnaire fonctionnel de police.
M. CHAMPEAUX Laurent, brigadier-chef de police.
M. COCO Marcel, commandant de police.
M. COLLADO Christophe, capitaine de police.
M. CORBIN Olivier, major responsable d'unité locale de police.
M. COURBY Jordan, commissaire de police.
Mme COUVREUR Alexandra, commandante de police.
Mme DELOUVRIER Anne-Sylvie, attachée principale d'administration de l'État.
M. GOURLAY Arnaud, brigadier de police.
M. GRAU Cédric, brigadier-chef de police.
M. GROIZARD Charles, médecin.

M. GUITTAT Gérard, commandant de police.
M. HENRY Christophe, major de police.
Mme HERICOTTE-POTIRON Rachel, commandante de police.
M. HUSAK Sylvain, commandant de police.
M. JACOB Arnaud, brigadier-chef de police.
M. LE BOURSICAUD Bruno, commandant divisionnaire fonctionnel de police.
M. LECOMTE Pierre, psychologue.
M. LHERMITTE Xavier, commissaire de police.
M. LOUSTALET-TALOUET Jean-François, commandant divisionnaire de police.
M. LUCAS Stéphane, commissaire de police.
M. MARANGONI Richard, directeur de la sûreté publique et chef du bureau Central national d'interpol de Monaco.
M. MION Florent, commissaire divisionnaire de police.
M. MIQUELAJAUREGUI Bernard, médecin chef.
M. MOLINARI Lionel, major de police.
M. NEKKAZ Mohamed, médecin.
M. PASQUIER Bertrand, brigadier de police.
Mme PAYEN DE LA GARANDERIE Marie, capitaine de police.
M. PERALTA Cédric, brigadier-chef de police.
Mme PINSON Catherine, psychologue.
M. PIRONDEAU Juanito, brigadier de police.
M. PLANO Serge, commandant de police.
Mme RIQUIER Ségolène, attachée principale d'administration de l'État.
Mme RIVOIRE Anne-Bénédicte, commandante de police.
M. ROSSELIN Didier, commissaire divisionnaire de police.
M. ROSSET Olivier, commandant de police.
M. ROUSSELET Théo, gardien de la paix.
M. ROUSSELOT-PAILLEY Jérôme, brigadier de police.
M. TIJARDOVIC Stéphane, commissaire général de police.
M. TIXERANT Jacques, commandant divisionnaire de police.
Mme VALEMBOIS Axelle, attachée d'administration de l'État.
M. VALENTIN Arnaud, gardien de la paix.
Mme VALY Fabienne, attachée d'administration de l'État.
Mme VENOT Isabelle, psychologue.
M. VETTESE Stéphane, brigadier de police.

III. – Échelon bronze

M. ADAM Frédéric, brigadier-chef de police.
M. ALBRAND Philippe, commandant divisionnaire fonctionnel de police.
Mme AL-JARAHY Ghasaq, secrétaire.
M. ALLOUCHERY François, brigadier-chef de police.
Mme AMER Cynthia, contractuelle psychologue clinicienne.
Mme ANDRIEU Marie-Christine, commandante de police.
M. ARHAN-COTTEN Steven, agent contractuel.
Mme ASLAN Gökçe, agente de droit local.
M. AUBERTEL Nicolas, brigadier de police.
M. BARRIAL Frédéric, brigadier de police.
Mme BARTHOMEUF Sylvie, adjointe administrative principale de 2^e classe.
M. BATANY Vincent, gardien de la paix.
Mme BAUMLIN Sandra, contractuelle psychologue clinicienne.
Mme BAUSSART Magali, majore de police.
M. BELAÏD Djamel, brigadier de police.
Mme BELLO Nadine, commandante divisionnaire fonctionnelle de police.
Mme BENOIT Valérie, secrétaire administrative de classe supérieure.
M. BERARD Michel, brigadier-chef de police.
M. BERNADOU Pierre, commandant de police.
M. BERNARD Stéphane, ingénieur contractuel.

Mme BERTELLI Sophie, brigadière-chef de police.
Mme BERTRAND Christine, commissaire divisionnaire de police.
M. BIDAUD Nicolas, brigadier de police.
M. BLAIN Franz, brigadier-chef de police.
M. BLANGY Rodolphe, brigadier-chef de police.
M. BOILLY Jérémy, brigadier-chef de police.
Mme BONNET Nathalie, brigadière de police.
M. BORDES Vincent, brigadier-chef de police.
M. BOURRE Richard, brigadier de police.
M. BOUSSOUF Abdelhak, brigadier-chef de police.
M. BOUTEILLON Mathieu, gardien de la paix.
Mme BOVE Nathalie, technicienne de police technique et scientifique.
Mme CABART Stéphanie, gardienne de la paix.
Mme CAPELLE Martine, commandante de police.
M. CARBONNIER Alain, brigadier-chef de police.
M. CASTAGNA Thierry, brigadier-chef de police.
M. CHAMBONNEAU Thomas, capitaine de police.
M. CHARBIT Laurent, brigadier-chef de police.
M. CHAU Ngoc Duc, major de police honoraire.
M. CLAVEL Michel, brigadier-chef de police.
Mme COLAS Virginie, agente spécialisée de police technique et scientifique.
Mme COLLOS Thifaine, agente contractuelle.
M. COLONVAL Sébastien, brigadier de police.
M. CONDEMI Maxime, gardien de la paix.
M. CONIO-MINSSIEUX Jean, major responsable d'unité locale de police.
M. CONTE Ludovic, gardien de la paix.
M. COQUET Jérémy, brigadier-chef de police.
M. CORAZZOL Alexandre, commandant de police.
M. COROUGE Erwan, gardien de la paix.
Mme CORRE Claudine, majore de police.
Mme CORRENTE Ana Maria, agente de droit local.
M. COTIN Jean-Xavier, major de police.
Mme COTTILLE Lydie, majore de police.
Mme CROS Emmanuelle, commissaire divisionnaire de police.
Mme CUSIN-MASSSET Fanny, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer.
Mme DAGO Fatima, adjointe administrative principale de 2^e classe.
M. DE RAVEL D'ESCLAPON Charles, brigadier de police.
Mme DEFER Hélène, agente contractuelle.
Mme DELATTRE Sandrine, brigadière-chef de police.
M. DELSINNE Thomas, brigadier-chef de police.
M. DESBROSSE Philippe, commandant de police.
M. DESMIDT Christophe, commandant de police.
M. DESPRES Steeve, brigadier de police.
M. DESROCHES David, gardien de la paix.
M. DHORNE Emmanuel, contractuel psychologue clinicien.
M. DIONISI Benoît, brigadier de police.
M. DONNET Fabien, brigadier-chef de police.
M. DRAI Yoni, brigadier-chef de police.
Mme DUMONT Cléa, contractuelle psychologue clinicienne.
Mme DUPUIS Perrine, gardienne de la paix.
M. DUPUY Philippe, brigadier-chef de police.
M. DUR Onur, ingénieur.
Mme ELEDIO Laëtitia, secrétaire administrative de classe normale.
M. ESPOSITO Lionel, major de police.
M. EUPHRASIE Daniel, gardien de la paix.

Mme FAIN Elisabeth, agente contractuelle.
Mme FAISANDIER Tiphaine, capitaine de police.
M. FAVOT Mickaël, gardien de la paix.
M. FEUGEAS Philippe, major de police.
M. FLOC'H Pierre-Yves, capitaine de police.
M. FOUESNANT Gwendal, gardien de la paix.
M. FOULC Stéphan, chef d'escadron.
M. FOURTY Anthony, gardien de la paix.
Mme FRANÇOIS Anne, brigadière de police.
Mme FRANIER Lydie, attachée d'administration de l'État.
Mme FRESNAY Emmanuelle, administratrice civile hors-classe.
Mme FRIGERIO Vanessa, brigadière de police.
Mme GADALETA Jessica, agente spécialisée de police technique et scientifique.
Mme GARDE-LALA Catherine, secrétaire administrative de classe exceptionnnelle.
Mme GAUTIER Christelle, brigadière de police.
M. GERVILLE Jérôme, gardien de la paix.
M. GIBERT Grégory, brigadier de police.
Mme GILES Marjorie, contractuelle psychologue clinicienne.
M. GIRGENTI Eric, major responsable d'unité locale de police.
M. GOIMARD Bertrand, ingénieur des systèmes d'information et de communication.
M. GONOD Jean-Jacques, brigadier-chef de police.
M. GOZZO Benjamin, gardien de la paix.
M. GRATTEPANCHE Davy, brigadier de police.
M. GROSJAT Boris, adjoint de sécurité.
M. GUINOT Mathieu, contractuel psychologue clinicien.
Mme GUIRAL Stéphanie, commandante de police.
M. GUIZ David, gardien de la paix.
M. HAMEL Yann, major de police.
Mme HAMIDI HERLEM Meriem, agente contractuelle.
M. HEBERT Thomas, brigadier de police.
M. HEDIN Nicolas, commandant divisionnaire de police.
M. HESSE Quentin, brigadier de police.
M. HOTOIS Alexandre, brigadier-chef de police.
Mme ILCINKAS Laurence, capitaine de police.
M. JOUBERT Pascal, gardien de la paix.
M. LAGRANGE Patrice, brigadier-chef de police.
Mme LAMARQUE Caroline, commandante de police.
M. LAMOUR David, gardien de la paix.
M. LATERRADE Didier, gardien de la paix.
Mme LE BRUN Bako, adjointe administrative principale de 2^e classe.
M. LE LIVEC Yannick, brigadier-chef de police.
M. LECA Jean, brigadier de police.
Mme LECOQ Sophie, commandante de police.
Mme LECOT Debora, gardienne de la paix.
M. LEFEBVRE Frédéric, gardien de la paix.
M. LEFEBVRE Pascal, commandant de police.
M. LEGRAND Quentin, gardien de la paix.
M. LEJEUNE Olivier, administrateur des finances publiques adjoint.
M. LERICHE Romain, brigadier de police.
M. LEROY Matthieu, gardien de la paix.
M. LEVIEUX Bertrand, commandant de police.
M. LOIRET Franck, agent contractuel.
M. LOISEL Etienne, commissaire de police.
Mme LOUERTANI Julie, adjointe administrative principale de 2^e classe.
M. LOUSTAU Samuel, brigadier-chef de police.

M. LYARD Sylvain, major de police.
M. MACIEJEWSKI Alexis, gardien de la paix.
M. MAIKE Stéphane, major de police.
Mme MALEYRAT-BEY Isabelle, commandante de police.
Mme MANHOULI Sarah, capitaine de police.
Mme MARCHI Laëtitia, brigadière-chef de police.
M. MARTI Damien, gardien de la paix.
M. MARTIN Frédéric, brigadier de police.
M. MASSONIE Laurent, brigadier de police.
Mme MELET Marie, agente contractuelle.
M. MENJEAUD Sébastien, gardien de la paix.
M. MILLEQUANT Olivier, brigadier de police.
Mme MOREAU BISOTTI Anne, ingénieure en chef de police technique et scientifique.
M. MOREIRA David, commissaire de police.
M. MOULY Christian, major de police.
Mme MOURO Alexia, contractuelle psychologue clinicienne.
M. NEUHAUSER Cédric, brigadier-chef de police.
M. NOIROT Frank, brigadier-chef de police.
M. NOU Jean Michel, gardien de la paix.
M. NOWAK Laurent, brigadier de police.
M. OHAYON David, brigadier de police.
Mme OLENDER Christine, attachée d'administration de l'État.
M. OLIOT Jean, commandant de police.
M. OLLIVIER Patrice, gardien de la paix.
M. ORDAS Olivier, commissaire divisionnaire de police.
M. ORTIZ AGUIRRE Yesid, mayor.
M. PAILLER Franck, gardien de la paix.
M. PARQUET Matthias, gardien de la paix.
Mme PASTURAL Sophie, agente spécialisée de police technique et scientifique.
M. PELLISSIER Sébastien, brigadier-chef de police.
M. PENICHON Alain, major de police.
M. PERRAUD Denis, ingénieur principal de police technique et scientifique.
M. PEYROUX Jean Alexandre, brigadier de police.
Mme PICHON Aurélia, attachée d'administration de l'État.
Mme PILAT SANTAIS Angélique, commandante de police.
M. PLACE Ludovic, brigadier de police.
M. PLATEL Jean-Marc, commandant divisionnaire fonctionnel de police.
Mme PONTONI Lisa, agente contractuelle.
M. RAMON Luc, ingénieur de police technique et scientifique.
M. REDING Christophe, major de police.
M. RELIAUD Loïc, adjoint de sécurité.
M. RENARD Philippe, brigadier de police honoraire.
M. REVELLO Eric, brigadier-chef de police.
M. RIVIERE David, brigadier-chef de police.
M. ROBERT Cédric, gardien de la paix.
Mme RODANGE Mélanie, contractuelle psychologue clinicienne.
M. ROUAUD Manuel, commandant de police.
Mme ROUSSY Ophélie, brigadière de police.
Mme ROUX Hélène, brigadière de police.
Mme SAID Myriam, brigadière de police.
M. SATOS Nicolas, gardien de la paix.
Mme SCHERRER Séraphia, commissaire de police.
M. SERRA Franck, commandant de police.
Mme SEVRE Valérie, commandante de police.
M. SGUAGLIA Lionel, capitaine de police.

M. SIMONET Jean-Noël, brigadier-chef de police.
M. SOLDNER Pierre-Olivier, capitaine de police.
M. SOUAID Sébastien, brigadier de police.
M. STEFANSKI Ludovic, gardien de la paix.
M. SZATKOWSKI Philippe, capitaine de police.
M. TAULIN Cédric, gardien de la paix.
M. THIVET Patrick, directeur général de l'office public de l'habitat pays d'Aix habitat.
M. TIDOU Pierre, commandant de police.
Mme TITTONI Irène, commissaire générale.
M. TRIBOT Xavier, brigadier-chef de police.
M. TROIN Fabien, gardien de la paix.
M. VALENTIN Cyril, brigadier-chef de police.
M. VALTON Jacques, major de police.
M. VERCROYSSÉ Jérémy, brigadier-chef de police.
M. VIGIER Sunny, gardien de la paix.
M. WOLFF Daniel, major de police.

Article 9

Au titre de l'agrafe « Gendarmerie nationale », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – Échelon or

M. BEDIER Ludovic, gendarme.
M. BONACHERA Mikaël, gendarme de réserve.
M. BOSCHER Alain, gendarme.
M. CASSIN Clément, adjudant de gendarmerie.
M. DELETANG Jordan, brigadier-chef de gendarmerie.
M. FIX Sébastien, gendarme.
M. FRANÇOIS Bertrand, général de brigade de gendarmerie.
M. GUESDON Cyril, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. HYOLLE Benjamin, gendarme.
Mme JACOB Léa, gendarme.
M. LAULHÉ Alain, gendarme.
M. STEPHAN Tudi, élève gendarme.
M. SZCZUR Arnaud, adjudant-chef de gendarmerie.
Mme THOMAS Patricia, gendarme.
M. VALENTINI Patrick, général de brigade de gendarmerie.

II. – Échelon argent

M. ABDI FARAH Abdillahi, colonel de la police nationale djiboutienne.
M. BOUQUOT Emmanuel, lieutenant-colonel de réserve de gendarmerie.
M. BOURDOT Jean-Pierre, adjudant de gendarmerie de réserve.
M. BOURGOIN Julien, adjudant de gendarmerie.
Mme BUTON Christelle, adjudante-chef de gendarmerie.
M. CHAPEAU Antoine, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. CHATEAURAYNAUD Jérôme, gendarme.
M. CLICHET Kévin, brigadier-chef de gendarmerie.
M. COSME Cédric, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
Mme CRÉPIN Laureen, gendarme.
M. DEJAUNE Julien, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. DHELLEMMES Baptiste, élève gendarme.
M. DIALLO Arouna, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. DOYEN Franck, major de gendarmerie.
M. ESVELIN David, adjudant de gendarmerie.
M. FONTAINE Cédric, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. GADOMSKI Jean-Yves, gendarme.

M. GARCIA MARTIN Santiago, lieutenant-colonel de gendarmerie.
M. GENY Jérôme, gendarme.
M. HAOUES Maxime, brigadier-chef de gendarmerie.
Mme HARBONNIER Emmanuelle, maréchale des logis-chef de gendarmerie.
M. HASSAN ADEN Zakaria, colonel de la gendarmerie djiboutienne.
M. ITCHNER Mahera, brigadier-chef de gendarmerie.
M. JANVIER Gilles, général de corps d'armée de gendarmerie.
M. LAPORTE Anthony, gendarme.
M. MAGNIAT Tony, gendarme.
M. MARTINS Khaled, gendarme.
Mme NEYCENSAS Malvina, gendarme.
M. PERRET Christophe, colonel de gendarmerie.
M. PERRET Hervé, adjudant de gendarmerie.
M. PETIT Nicolas, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. PLANQUAIS Laurent, adjudant de gendarmerie.
M. PLAQUIN Laurent, capitaine de gendarmerie.
M. ROUCH Thomas, capitaine de gendarmerie.
M. ROUSSEAUX Thierry, capitaine de gendarmerie.
M. SALAS MORENO Don Pablo, général de division de la Guardia civil espagnole.
M. SANCHEZ PAREDERO Cyrille, adjudant-chef de gendarmerie.
M. TEAHUOTOGA Josué, brigadier de gendarmerie.
M. VAN WONTERGHEM Simon, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
Mme WIECZOREK Virginie, maréchale des logis-chef de gendarmerie.
Mme ZALI Lydia, capitaine de gendarmerie.

III. – *Échelon bronze*

M. ARIES Franck, adjudant de gendarmerie.
M. AYHAN Aydin, adjudant de gendarmerie.
M. BAEZA David, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. BAILLET Alexandre, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. BARBE Matthieu, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. BARD Philippe, gendarme.
Mme BEAULIEU Sophie, adjudante de gendarmerie.
Mme BEAUPUY Corinne, majore de gendarmerie.
Mme BICHO-REIS Kalicia, brigadière-chef de gendarmerie.
Mme BOITEUX Cécile, gendarme.
M. BOLZACCHINI Julien, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. BONTÉ Nicolas, gendarme.
Mme BOUCHER Pauline, maréchale des logis-chef de gendarmerie.
M. BOULAY Jean-François, adjudant-chef de gendarmerie.
Mme BRAJON Frédérique, adjudante de gendarmerie.
M. BRUNON Jean-Luc, major de gendarmerie.
M. CADIOU Yohann, gendarme.
M. CALANDRI Grégory, adjudant de gendarmerie.
M. CHABORD David, adjudant-chef de gendarmerie.
M. CHACON Yoann, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. CINAMMAN Gaspard, adjudant de gendarmerie.
M. CLAISSE Fabrice, gendarme.
M. CLAUDIN Benoît, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. COËDELO Stéphane, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. COMONT Michaël, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. CORDIER Stéphane, adjudant de gendarmerie.
M. CORNIQUEL Pascal, major de gendarmerie.
M. COUERBE Jean-Philippe, adjudant de gendarmerie.
M. COURRÈGES Nicolas, gendarme.
M. CUGNET Fabien, brigadier de gendarmerie.

M. CULIÉ Pascal, capitaine de gendarmerie.
M. DA SILVA BAPTISTA Christophe, major de gendarmerie.
Mme DAVY Valérie, adjudante de gendarmerie.
Mme DE OLIVEIRA Émilie, adjudante de gendarmerie.
Mme DEBLAIZE Pauline, maréchale des logis-chef de gendarmerie.
M. DELCROIX Mathieu, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. DELIGNY Vincent, gendarme.
M. DERAMBURE Emmanuel, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. DESPRET Charles-Edouard, adjudant de gendarmerie.
M. DIENIS Samuel, adjudant-chef de gendarmerie.
M. DILLENSEGER Mathieu, adjudant de gendarmerie.
M. DORLOT Romain, gendarme de réserve.
M. DROLEZ Sébastien, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. DUBOWSKI Arnaud, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. DUCASSE Julien, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. DUCOEUR Laurent, adjudant-chef de gendarmerie.
M. DULOISY Gérald, capitaine de gendarmerie.
Mme DUSAUTOIR Marie, gendarme.
M. DUVAL Franck, major de gendarmerie.
M. ESCUDIER Ludovic, gendarme.
Mme FAUCHART Eloïse, gendarme.
M. FAVRE Olivier, adjudant-chef de gendarmerie.
Mme FELTER Marie, majore de gendarmerie.
M. FERRANDEZ Yannick, gendarme.
M. FOLI Pascal, major de gendarmerie.
M. FONTAINE Kévin, adjudant de gendarmerie.
M. FORGET Sébastien, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. FOUGERES Maxime, gendarme.
M. FOULON Mickaël, gendarme.
Mme GALBRUN Audrey, adjudante-chef de gendarmerie.
M. GALTIER Jean, gendarme.
M. GEFFROY Pierre, gendarme.
Mme GEORGE Virginie, gendarme.
M. GIRARD Fabrice, major de gendarmerie.
M. GONZALEZ Erick, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. GROETZ Christophe, adjudant-chef de gendarmerie.
Mme GROSS Audrey, adjudante de gendarmerie.
M. GUELY Gilles, adjudant-chef de gendarmerie.
M. GUERIN Nicolas, adjudant de gendarmerie.
M. GUERIN Régis, adjudant-chef de gendarmerie.
M. GUÉRIT Pascal, adjudant-chef de gendarmerie.
M. GUILLOUX Samuel, adjudant de gendarmerie.
M. GUINET Dimitri, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. HANTISSE Julien, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. HAUBOIS Philippe-Henri, lieutenant de gendarmerie.
M. HAVET Gunther, major de gendarmerie.
M. HENRY Nicolas, adjudant de gendarmerie.
Mme HERAIL Nathalie, adjudante de gendarmerie.
M. HERRAN Sylvain, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
Mme HERRERO Stéphanie, adjudante de gendarmerie.
M. HERSANT Patrice, adjudant de gendarmerie.
M. HUPIN Alexis, adjudant de gendarmerie.
M. JACQUOT Christophe, adjudant de gendarmerie.
Mme JEANNE Florence, majore de gendarmerie.
M. JOUBERT David, maréchal des logis de gendarmerie.

M. JOVER Pierre, lieutenant de gendarmerie.
M. KUBIAK Stéphane, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. KWAPICH Stéphane, adjudant-chef de gendarmerie.
M. LAPORTE Benoît, adjudant de gendarmerie.
M. LARIVIERE Eric, adjudant-chef de gendarmerie.
M. LAROCHE Xavier, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. LAURENT Pascal, major de gendarmerie.
M. LE BOHEC Guillaume, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
Mme LE BOULBARD Christine, adjudante-chef de gendarmerie.
M. LE FOURN Grégory, adjudant de gendarmerie.
M. LE GALLOU Franck, major de gendarmerie.
M. LE MOUELLIC Emmanuel, major de gendarmerie.
M. LEBORGNE Marc, major de gendarmerie.
Mme LECHEVALLIER Fanny, maréchale des logis-chef de gendarmerie.
M. LECOMTE Philippe, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. LECOQ Stéphane, adjudant de gendarmerie.
M. LEFEBVRE Frédéric, adjudant-chef de gendarmerie.
M. LEISEN Julien, adjudant de gendarmerie.
M. LELIÈVRE Tom, brigadier de gendarmerie.
M. LEONARDCZYK Julien, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. LIROT Stéphane, adjudant de gendarmerie.
M. LOISEAU Jean-Luc, adjudant de gendarmerie.
M. LONDAÏTZBÈHÈRE Florian, gendarme.
Mme LONGER Rosine, brigadière de gendarmerie.
M. MACHILLOT Guillaume, major de gendarmerie.
M. MAGER Cédric, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
Mme MAGNIN Audrey, maréchale des logis-chef de gendarmerie.
M. MAILLET Pierre-Marie, major de gendarmerie.
M. MAILLIER Yoann, adjudant-chef de gendarmerie.
M. MAITROT David, lieutenant-colonel de gendarmerie.
Mme MALO Séverine, adjudante de gendarmerie.
M. MANGARON Stéphane, adjudant de gendarmerie.
M. MARCHETTI Michaël, maréchal des logis de gendarmerie.
M. MARTIN Jérémy, gendarme.
Mme MASSELIN Camille, gendarme.
M. MAUGARD Thomas, capitaine de gendarmerie.
Mme MELLINGER Marie, maréchale des logis-chef de gendarmerie.
M. MEUNIER Thomas, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. MICHEL Christophe, adjudant de gendarmerie.
M. MICHEL Éric, gendarme.
M. MICHOT Frédéric, adjudant-chef de gendarmerie.
M. MIGNONNEAU Lionel, adjudant-chef de gendarmerie.
M. MIONNET Benjamin, adjudant de gendarmerie.
M. MONGIAT Marc, adjudant de gendarmerie.
M. MONJOL Yoann, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. MONTEIRO Tiago, gendarme.
Mme NAUZERET Aurore, brigadière-chef de gendarmerie.
Mme NAYLOR Béatrice, maréchale des logis-chef de gendarmerie.
M. OLLIER Virgil, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
Mme PAIRE Mélodie, maréchale des logis-chef de gendarmerie.
Mme PALIN Anaïs, gendarme.
M. PANNIER Éric, major de gendarmerie.
Mme PATURAUD Delphine, gendarme.
M. PAYEN Patrice, adjudant-chef de gendarmerie.
M. PÈBRE Éric, lieutenant-colonel de gendarmerie.

M. PEREIRA Lionel, gendarme.
M. PEREIRA Pedro, adjudant de gendarmerie.
M. PICHARD Fabien, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. PIGNON Thierry, capitaine de gendarmerie.
M. PILLIER Richard, adjudant de gendarmerie.
M. PINEAU Frédéric, adjudant de gendarmerie.
M. PIQUEMAL Raphaël, adjudant-chef de gendarmerie.
M. POMMIER Sébastien, maréchal des logis-chef de gendarmerie de réserve.
Mme PONTAILLER Erika, adjudante de gendarmerie.
M. PORTUGAL Jérôme, adjudant de gendarmerie.
M. POUILLART Sébastien, adjudant-chef de gendarmerie.
M. POUNOT Éric, gendarme.
M. POUZEAUD Frédéric, major de gendarmerie.
M. PROUILLET Jean-Yves, adjudant-chef de réserve de gendarmerie.
M. PUJOL Christophe, capitaine de gendarmerie.
M. PUJOL Jean-Philippe, gendarme.
M. PUTHIER Eric, adjudant de gendarmerie.
Mme QUÉMÉNEUR Anne, gendarme.
M. REIPRICH Sébastien, gendarme.
Mme RIGAUD Véronique, gendarme.
Mme ROBBE Aurélie, adjudante de gendarmerie.
M. ROMÉ Christophe, adjudant-chef de gendarmerie.
Mme ROSE Élisabeth, maréchale des logis-chef de gendarmerie.
M. ROUCAU Stéphane, adjudant-chef de gendarmerie.
Mme ROUX Christelle, adjudante-chef de gendarmerie.
M. ROUZIC Jean-Marc, major de gendarmerie.
M. RUIZ Bruno, capitaine de gendarmerie.
M. SAHARI Saïd, major de gendarmerie.
M. SCHMIDTBAUER Peter, adjudant de gendarmerie.
M. SIMON Morgan, gendarme.
Mme STOCK Laura, adjudante de gendarmerie.
Mme SUREAU Cristelle, adjudante de gendarmerie.
M. SURGERS Jean-François, adjudant-chef de réserve de gendarmerie.
M. TABLEAU Anthony, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
Mme TABOULIN Tiphaine, adjudante de gendarmerie.
M. THEROUANNE Matthieu, gendarme.
M. THÉZÉ Pierre, adjudant-chef de gendarmerie.
M. THIVOLARD Benjamin, gendarme.
M. THOMAS Olivier, adjudant de gendarmerie.
M. TIERZ Frédéric, gendarme.
M. TOMIETTO Loïc, adjudant de gendarmerie.
Mme VALLI Sabine, lieutenant de gendarmerie.
M. VANDENBESSELAER Denis, major de gendarmerie.
M. VAVASSEUR Claude, major de gendarmerie.
M. VERHEYDE Franck, adjudant-chef de gendarmerie.
M. VIGNERESSE Valentin, gendarme.
M. VIGNERON Mathieu, adjudant de gendarmerie.
M. VIROL Frédéric, capitaine de gendarmerie.
M. VIVIER Julien, maréchal des logis-chef de gendarmerie.
M. WOELFFLIN Bruno, adjudant de gendarmerie.

Article 10

Au titre de l'agrafe « Sécurité civile », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – *Échelon or*

M. DEYRES Jean-Claude, président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Landes.

Mme DUMONT Françoise, présidente du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Var.

M. JACQUEMINET Lionel, bénévole associatif.

M. MALLIÉ Richard, président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône.

M. MICHEL Benoît, président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Tarn.

II. – *Échelon argent*

M. BOUCHER Pascal, contractuel.

M. DELAVICTOIRE Alain, brigadier de police, démineur.

M. GENNAI Roger, attaché hors-classe d'administration de l'État.

M. GODET Tristan, employé.

M. JOLY Philippe, pilote d'hélicoptère.

M. LOMBARD Éric, commandant de police, démineur.

M. MALLET Pascal, bénévole associatif.

M. VALSIMBERT Laurent, major, FORMISC.

M. ZAGLIA Carlo, expert de sapeurs-pompiers volontaires.

III. – *Échelon bronze*

M. BATS Rémi, bénévole associatif.

Mme BENTEJAC Béatrice, attachée territoriale.

M. BERTIN Stéphane, agent de maîtrise principal.

M. BERTRAND Cédric, brigadier-chef de police, démineur.

M. BRIENS Thomas, sergent, FORMISC.

Mme CAMILLERI Valérie, bénévole associative.

M. CANO Philippe, praticien hospitalier.

Mme CANTAGREL Martine, adjointe administrative principale de 1^{re} classe.

Mme COCQUEEL Françoise, attachée territoriale.

M. DE VRIESE David, adjudant-chef, FORMISC.

M. DENIAU Thierry, capitaine, FORMISC.

Mme DUBOUIS Elise, employée.

M. FAJARDIE Daniel, bénévole associatif.

M. FAUVE Thierry, directeur territorial.

Mme FERRAND Mylène, attachée principale d'administration de l'État.

M. GERIN Thierry, employé.

Mme GUILLOT Delphine, directrice territoriale.

Mme HABICH Géraldine, adjointe technique principale de 2^e classe.

Mme HAMELIN Marylène, rédactrice territoriale.

Mme HENTZEN Anabelle, adjointe administrative principale.

Mme JUNGBLUTH Marie-Pia, attachée d'administration de l'État.

Mme LAGREVE Séverine, adjointe administrative principale de 1^{re} classe.

Mme LARDY Françoise, bénévole associative.

M. LAVIT Sylvain, adjudant, FORMISC.

M. LE MOËL Jérôme, sergent, FORMISC.

M. LEBLOIS Yannick, bénévole associatif.

M. LENS Franck, infirmier, cadre de santé.

M. MARCHAND Louis, caporal-chef, FORMISC.

M. MAYEUX Alexandre, bénévole associatif.

Mme MESSAOUDI Ewa, ingénieure.

Mme MILOUA Isabelle, attachée principale d'administration de l'État.

M. MORETO CEBOLLA José, bénévole associatif.

Mme MOTEL Fanny, attachée d'administration de l'État.
M. NICOD Didier, ingénieur principal.
Mme NONCLERCQ Annick, rédactrice principale de 1^{re} classe.
M. OVISE Pierre, bénévole associatif.
Mme PAINVIN Sabine, bénévole associative.
M. PERRIGAUD Matthieu, caporal-chef, FORMISC.
Mme PFISTER Colette, bénévole associative.
M. POIROT Guillaume, attaché territorial principal.
M. RESTA Julien, brigadier-chef de police, démineur.
Mme ROUET Françoise, rédactrice principale de 1^{re} classe.
M. ROUSSEAU Nicolas, rédacteur.
M. SAHAGUN-MENCIAS Thibault, agent de maîtrise.
M. SMALL Mickael, adjudant-chef, légion étrangère.
M. SZYMASZEK Tony, adjoint technique principal de 2^e classe.
M. THORIN Vincent, caporal-chef de 1^{re} classe, FORMISC.
Mme TRIAUD Pascale, attachée principale d'administration de l'État.
Mme ZABULON Marie-Madeleine, ingénieure principale.

Article 11

Au titre de l'agrafe « Sapeurs-pompiers », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – Échelon or

M. ALLIONE Grégory, colonel hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. CELLIER René, colonel hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. FUCHS Christophe, colonel hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. MAGGIANI Frédéric, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. NOISSETTE Jean-Yves, contrôleur général de sapeurs-pompiers professionnels.
M. SECARDIN Patrick, contrôleur général de sapeurs-pompiers professionnels.
M. TACHET DES COMBES Bernard, colonel hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.

II. – Échelon argent

M. BAGNIS Bernard, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. CAYLA Michel, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. COLLUMEAU Éric, sergent-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. COSTE Jérôme, colonel hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. COULON Patrick, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. de SAINT MICHEL Bernard, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. DOUVILLE Bertrand, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. GONGORA Patrick, lieutenant hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. KALTENBACH Philippe, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. MEURISSE Claude, médecin colonel de sapeurs-pompiers volontaires.
M. MEYER Jean-Marc, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. PASQUIER Cédric, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.
M. PILATRE Claude, commandant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme POUGET Myriam, médecin de classe exceptionnelle de sapeurs-pompiers professionnels.
M. PRUNET Bertrand, médecin en chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PRUVOT Théo, sapeur de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers volontaires.
M. RAMASSAMY MOUTOUSSAMY François, colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. WENISCH Grégory, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.

III. – Échelon bronze

M. AGUIE Gilles, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. ALBERTINI Jacques, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme AUZET Laurine, caporale de sapeurs-pompiers professionnels.
M. BEHENG David, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BENAZET Laurent, infirmier principal de sapeurs-pompiers volontaires.
M. BERTRAND Guy, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.

M. BODEL David, sergent-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
M. BONNAFOUX Jérôme, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. BONNEAU Patrick, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme BORELLI Coralie, caporale-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
M. BORRAGINI Guillaume, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. BOURSIER Romain, sapeur de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers volontaires.
M. BOYER Michel, lieutenant hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. BRUNE Christian, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. CALDONAZZO Serge, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. CANAL Jean-Pierre, sergent de sapeurs-pompiers volontaires.
M. CAPART Rémi, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. CARPENTIER Gilbert, sergent-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
M. CELZARD Paul, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. CESSAC Samuel, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.
M. CHABIN Stéphane, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme CHENOUR Isabelle, adjudante de sapeurs-pompiers professionnels.
M. CHENU Hervé, capitaine de sapeurs-pompiers volontaires.
M. CHETAIL Bernard, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. CLERC Stéphane, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. CLIN François, commandant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. CLOT Hervé, cadre de santé de 2^e classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. COEFFIER Bernard, capitaine de sapeurs-pompiers volontaires.
M. COLOMBET Christian, capitaine de sapeurs-pompiers volontaires.
M. CONSTANTIN Thibaut, adjudant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CONTAT François, vétérinaire lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers volontaires.
M. CORBERAND Jean-François, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme COURATIER Marlène, sapeuse de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers volontaires.
M. COUTON Philippe, médecin lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers volontaires.
M. CROUSEAUD Sylvain, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. DABERT Thierry, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.
M. DE BORTOLI Christian, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.
M. DELAUBIER Éric, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme DEPRET Sabrina, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. DERRE Philippe, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. DESORMEAUX Philippe, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. DOBKES Christophe, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme DUREAULT Émilie, infirmière de sapeurs-pompiers volontaires.
M. ECOCHARD Noël, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.
M. ELLENA Arnaud, enseigne de vaisseau de 1^{re} classe, bataillon des marins-pompiers de Marseille.
M. ENGUERRAND Hervé, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. ESLINGER Stéphane, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.
M. ETCHEBARNE Jean-Marc, commandant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. FERRAND Michel, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. FLEURANCE Jean-Pierre, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. FOUCHÈRE Laurent, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FOURNEL Franck, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. FOURNEROT Christophe, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme FOURRIER Pascale, adjudante-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme GABORIAU Nadine, pharmacienne commandante de sapeurs-pompiers volontaires.
M. GAUDINET Gabriel, infirmier-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
M. GECHTER Gérard, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. GERVAIS Bruno, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. GIBIERGE Cyrille, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.
M. GILAVERT Éric, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.
M. GIORGIS Olivier, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.

Mme GONZALEZ Sandra, caporale, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GUDZIK Vincent, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. GUITTARD Michel, sergent-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
M. HACQUARD Jean-Louis, commandant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. HESS Jean, commandant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. HOARAU René-Paul, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. HOUSSEAU Olivier, capitaine de sapeurs-pompiers volontaires.
M. HURST Philippe, commandant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. JACQUET Michel, capitaine de sapeurs-pompiers volontaires.
M. JARDEAUX Michel, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. JOUBAUD Philippe, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme JOUVENEL Gabrielle, caporale de sapeurs-pompiers volontaires.
Mme KAUFHOLZ Julie, cadre de santé de 2^e classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. LAMY Éric, capitaine de sapeurs-pompiers volontaires.
M. LECLERCQ David, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
Mme LECOMTE Audrey, sapeure de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers volontaires.
M. LEMAIRE Bernard, capitaine de sapeurs-pompiers volontaires.
M. LEOTARD Christophe, caporal-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
Mme LETOURNEUR Séverine, infirmière principale de sapeurs-pompiers volontaires.
M. LIGNIER Laurent, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. LION Fabien, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme LOIZEL-POUILLET Karine, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. LOURSON Olivier, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme LUCIANI Pascale, sapeure de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers volontaires.
M. MAGRY Patrick, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. MAHIAS Yann, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. MALATESTA Yannick, sergent-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
M. MALON Fabrice, lieutenant hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme MARTINEZ Catherine, médecin en chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MARY Simon, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.
M. MERCY Philippe, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
Mme MEYER Muriel, commandante de sapeurs-pompiers professionnels.
M. MEYGRET Pascal, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. MONTEIRO Jean-Louis, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. MORELLI Christian, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.
M. MOURER Armand, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. PARENT Florian, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.
M. PETITJEAN Jean-Michel, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. PEYROUX Yannick, adjudant-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
M. PICARD Frédéric, infirmier de sapeurs-pompiers volontaires.
M. PINTO José, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PLANCHON Jérôme, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.
Mme PROTAIS Blandine, adjudante de sapeurs-pompiers volontaires.
M. RAMBAUD Olivier, médecin commandant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. RAMU Jean-Charles, médecin de classe normale de sapeurs-pompiers professionnels.
M. RASTÈGUE Yves, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.
M. RÉMY Stéphane, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. RICHARD Yohan, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ROBERT Jean-Jacques, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
Mme ROBERT Myriam, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. ROBERT Yannick, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.
M. ROCHE Patrick, adjudant-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
M. ROUX Stéphane, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. SALMON Daniel, lieutenant hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. SANTONI Dominique, capitaine de sapeurs-pompiers volontaires.

M. SAULNIER Martial, lieutenant de 2^e classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. SAUMIER Kévin, caporal-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
M. SCHNEIDER Claude, lieutenant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. SCHOETTEL Jean-Pierre, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. SELTZER Jean-Erwin, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels.
M. SIKSIK Georges, médecin de classe exceptionnelle de sapeurs-pompiers professionnels.
M. SOULERE François, sergent-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
M. TAILLANDIER Thierry, médecin de classe exceptionnelle de sapeurs-pompiers professionnels.
M. THISSE Denis, lieutenant hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. THOMAS Gilles, médecin lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers volontaires.
M. TOUEILLE Laurent, capitaine de sapeurs-pompiers volontaires.
M. TRAVERSIER Olivier, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. VALLET Marc, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.
M. VARONA Stéphane, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. VEYRAT Vivien, pharmacien commandant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. WALTER Jacky, commandant de sapeurs-pompiers volontaires.
Mme WALTER Rita, sergente-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
Mme WARDZYNSKI Catherine, vétérinaire commandante de sapeurs-pompiers volontaires.
M. WENTZ Aurélien, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. YOUNSI Maamar, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Article 12

Au titre de l'agrafe « Sécurité routière », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – Échelon argent

M. BELLET Patrick, attaché principal d'administration de l'État.
Mme CARRIO Renée, attachée principale d'administration de l'État.
M. CARRION Francis, intervenant départemental de sécurité routière du Var.

II. – Échelon bronze

M. ALLARD David, gardien de la paix.
M. BILLET Pierre-Emmanuel, ingénieur contractuel.
M. BONNAUD Emile, intervenant départemental de sécurité routière du Gard.
M. CAMBRAY Philippe, secrétaire administratif de classe exceptionnelle.
M. CAUCHARD Philippe, attaché principal d'administration de l'État.
Mme CHABANAT Christelle, brigadière-chef de police.
M. CORNET Guy, intervenant départemental de sécurité routière de Guadeloupe.
M. DEVOS Michel, intervenant départemental de sécurité routière du Gard.
M. DJEBABRA Amar, intervenant départemental de sécurité routière de Saône-et-Loire.
Mme ERNOULT Odile, ingénieure des travaux publics de l'État.
M. FAVOT Justin, intervenant départemental de sécurité routière de Saône-et-Loire.
Mme FERMANTEL Anne-Laure, attachée d'administration de l'État.
M. GOUZERH Yann, major de police.
Mme JOSSE Françoise, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État.
M. LE NEUDER Yannick, inspecteur du permis de conduire et de la sécurité routière de 1^{re} classe.
M. MORENO Robert, intervenant départemental de sécurité routière du Var.
Mme MORGEN-PATAKY Myriam, secrétaire administrative de classe normale.
Mme NOVELLA Marie-Pierre, déléguée du permis de conduire et de la sécurité routière.
M. PAYET Bernard, intervenant départemental de sécurité routière du Var.
M. PILLET Michaël, adjudant-chef, motocycliste de la gendarmerie.
M. RENOARD Emmanuel, contrôleur des transports terrestres de classe supérieure.
M. VESPUCE Blanche, intervenant départemental de sécurité routière de la Guadeloupe.
M. VITTUARI Armand, intervenant départemental de sécurité routière du Var.

Article 13

Au titre de l'agrafe « Direction générale des étrangers de France », la médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

I. – *Échelon argent*

M. MABAOUI Saber, contractuel, chargé de mission.

II. – *Échelon bronze*

Mme DA COSTA FERREIRA Françoise, secrétaire principale.

M. GHANEME Mokhtar, assistant principal.

Mme HOTTIN Sandrine, contractuelle, chargée de mission.

Mme JOSEPH Céline, assistante principale.

M. PAILLER Jean-Jacques, secrétaire administratif de classe supérieure.

Mme RODRIGUEZ Elisabeth, contractuelle, chargée de mission.

Article 14

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 septembre 2020.

GÉRALD DARMANIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 8 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : INTK2023465A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à titre posthume, à M. Freddy ALLART, major de police.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 septembre 2020.

GÉRALD DARMANIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 10 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : INTK2023410A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à M. Romain BOULENGE, gardien de la paix, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 septembre 2020.

GÉRALD DARMANIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 11 septembre 2020 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné
servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2023023A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Vincent Boyer est recruté au grade de capitaine (premier échelon – indice brut : 704), en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi d'expert de haut niveau en technologies numériques au sein du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale, à Pontoise (95), pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} octobre 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des officiers de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 14 septembre 2020 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2023261A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Léo, Pierre, Jacques Chaumette est recruté au grade de gendarme, échelle de solde spécifique des gendarmes, 1^{er} échelon, en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi à temps plein de technicien de haut niveau en réseaux informatiques au sein du service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure, pour une durée d'un an à compter du 1^{er} novembre 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des sous-officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*
L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 17 septembre 2020 portant renouvellement de contrat conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2021584A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 11 mars 2013 conférant un grade et un emploi de sous-officier ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 2015 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Frank, Alfredo Scalisi est autorisé à souscrire un nouveau contrat d'engagement pour une durée de deux ans, au grade de gendarme, échelle de solde spécifique des gendarmes, 3^e échelon, en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de clarinettiste au sein de l'orchestre de la garde républicaine, à compter du 1^{er} décembre 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des sous-officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 17 septembre 2020 portant renouvellement de contrat conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ2021617A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 11 mars 2013 conférant un grade et un emploi de sous-officier ;

Vu l'arrêté du 19 novembre 2015 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Alan, Serge, Guy Picol est autorisé à souscrire un nouveau contrat d'engagement pour une durée de deux ans, au grade de gendarme, échelle de solde spécifique des gendarmes, 3^e échelon, en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de choriste (basse) au sein de l'orchestre de la garde républicaine, à compter du 1^{er} décembre 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des sous-officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 30 septembre 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : INTK2025821A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à M. Joachim KACZMAREK, gendarme, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 septembre 2020.

GÉRALD DARMANIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

Décision n° 1339 du 27 juillet 2020 portant attribution de la prime de qualification supérieure aux sous-officiers de gendarmerie de la gendarmerie de l'armement

NOR : INTJ2019483S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 76-1191 du 23 décembre 1976 modifié portant création d'une prime de service et d'une prime de qualification en faveur des sous-officiers ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2005 modifié fixant les taux de la prime de service, de la prime de service majorée et de la prime de qualification allouées aux sous-officiers ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 2 juin 2020 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 9 juin 2020 fixant les conditions dans lesquelles le diplôme de qualification supérieure (DQS), ainsi que la prime de qualification sont attribués aux sous-officiers de gendarmerie ;

Vu la décision n° 11182/ARM/SGA/DRH-MD du 26 avril 2018 relative aux primes de qualification attribuées à certains sous-officiers ;

Vu la décision n° 1119/GEND/GARM/BRH du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la gendarmerie de l'armement ;

Vu la circulaire n° 3464 du 2 avril 2020 relative à l'attribution du diplôme de qualification supérieure (DQS) aux sous-officiers de gendarmerie pour l'année 2020 et de la prime de qualification afférente (NOR : INTJ2001693C),

Décide :

Article 1^{er}

La prime de qualification supérieure est attribuée, à compter du 1^{er} août 2020, aux sous-officiers de gendarmerie dont le nom suit :

Claeys Laurent	NIGEND : 162 345
Darrenougué Nicolas	NIGEND : 223 750
Delpla Fabrice	NIGEND : 156 561
Estrade Christophe	NIGEND : 168 551
Georget Vanessa	NIGEND : 209 005
Giboire Frédéric	NIGEND : 163 985
Hermenier Hervé	NIGEND : 139 498
Navarro Olivier	NIGEND : 155 986
Rageade Bernard	NIGEND : 155 737
Ruhland Frédéric	NIGEND : 161 436

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 juillet 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, commandant
la gendarmerie de l'armement,*

M. HAMEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 39037 du 29 juillet 2020 portant attribution de l'échelle de solde n° 3
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2019861S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 78-729 du 28 juin 1978 modifié fixant le régime de solde des militaires ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés ;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 30439/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 22 juillet 2020 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « administration et gestion du personnel » ;

Vu la circulaire n° 25550/DEF/GEND/RH/P/PSOCA du 6 juin 2001 relative aux modalités de classement des militaires des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, de carrière ou servant sous contrat, dans les différentes échelles de la solde mensuelle,

Décide :

Article 1^{er}

L'échelle de solde n° 3 est accordée, à compter du 1^{er} août 2020, aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie de la spécialité « administration et gestion du personnel », dont le nom figure ci-après :

Adrar Sara	NIGEND : 372454
Ahmed Fayzati	NIGEND : 417712
Albertengo Manon	NIGEND : 432828
Ali Ahmed Kirnissa	NIGEND : 434552
Ali Said dit Said Ali Mélissa	NIGEND : 434567
Atoui Farah	NIGEND : 411613
Attoumani Ahmed	NIGEND : 411615
Aupin Ludovic	NIGEND : 434569
Beaurepaire Ambre	NIGEND : 394483
Bellais Hinauraurea	NIGEND : 434571
Benmalek Sophie	NIGEND : 422888
Bennett Haunani	NIGEND : 434573
Boets Meghann	NIGEND : 434566
Borojevic Margot	NIGEND : 434615
Boucaud Pokoheu-Tahiaeeai-O-Vaitu-Hau	NIGEND : 434618
Bourven Alice	NIGEND : 408585
Bruno Manouchka	NIGEND : 428658
Cacciaguerra Pascal	NIGEND : 406983

Caillaçon Noémie	NIGEND : 434 778
Caudry Lucie	NIGEND : 434 619
Chassain Killian	NIGEND : 383 895
Choisy Lucas	NIGEND : 409 160
Cisse Mariam	NIGEND : 391 192
Coquelle Marie	NIGEND : 430 893
De Freitas Sarah	NIGEND : 434 642
Delaunay Margaux	NIGEND : 434 637
Demmery Henriette Camille	NIGEND : 434 636
Diatta Ambeyssa	NIGEND : 396 665
Doladilhe Pauline	NIGEND : 434 607
Dubray Clémence	NIGEND : 336 279
Duchant Anaëlle	NIGEND : 428 672
Durudeau Wendy	NIGEND : 402 036
Eliassaint Yvena	NIGEND : 384 879
Estall Teura	NIGEND : 434 688
Etènor Lorenza	NIGEND : 434 786
Faataura Taraina	NIGEND : 434 728
Faivre Charlène	NIGEND : 434 559
Fareata Kuulei	NIGEND : 434 555
Fontaine Marie	NIGEND : 378 410
Fonty Maëlle	NIGEND : 383 147
Genteuil Mélissa	NIGEND : 434 553
Golesha Nicole	NIGEND : 434 649
Guillain Sophie	NIGEND : 394 244
Guillemot Pierre-Yves	NIGEND : 420 061
Hagnere Julie	NIGEND : 420 062
Heimanu Jeanne	NIGEND : 434 693
Histe Mélanie	NIGEND : 406 806
Hnassil Marguerite	NIGEND : 414 981
Honoré Emilie	NIGEND : 238 229
Husson Mélissa	NIGEND : 434 554
Jacquemin Sandie	NIGEND : 434 558
Jean-Gilles Michel	NIGEND : 404 579
Julien Mélanie	NIGEND : 434 577
Kaced Noémie	NIGEND : 378 451
Kante Doussou	NIGEND : 434 580
Klein Malika	NIGEND : 434 591
Kugogne Marie-Laure	NIGEND : 434 604
Laigniel Joanne	NIGEND : 349 918
Landreau Thomas	NIGEND : 379 636
Lasseur Manon	NIGEND : 413 815
Le Mouel Delphine	NIGEND : 434 599
Lemonnier Charlotte	NIGEND : 434 594
Lesur Pierre	NIGEND : 434 592
Levesque Virginie	NIGEND : 434 589
Libelle Georgie	NIGEND : 434 587
Limouzi Blandine	NIGEND : 365 330
Liufau Myriam	NIGEND : 434 697
Lorber Morgane	NIGEND : 434 584

Madi Kali	NIGEND : 415 801
Maeli Morgane	NIGEND : 434 581
Mala Mery	NIGEND : 401 920
Mareigner Angéline	NIGEND : 434 562
Marie Elisabeth	NIGEND : 430 053
Mattoir Abdourahmane	NIGEND : 364 087
Mdahoma Dassuyan	NIGEND : 402 251
Méhala Marie-Julie	NIGEND : 434 601
Meslé Ludivine	NIGEND : 361 563
Meyapin Ingrid	NIGEND : 434 603
Milongo-Biyela Victoria	NIGEND : 402 144
Mirande Charlene	NIGEND : 402 145
Moissi Sourayda	NIGEND : 393 639
Mouquet Mégane	NIGEND : 434 612
Moutoucarpin Eugénie	NIGEND : 434 624
Nenou-Pwataho Valentina	NIGEND : 416 350
Nlandu Lukawu-Cécilia	NIGEND : 428 699
Paia Toheaani	NIGEND : 434 626
Pansa Marianna	NIGEND : 385 229
Paris Camille	NIGEND : 434 630
Picot Alicia	NIGEND : 393 666
Pita Tiare	NIGEND : 434 783
Pochette Lufane	NIGEND : 434 556
Rachidi Hafifa	NIGEND : 434 598
Raoelinjatovo Nohasoavina	NIGEND : 434 796
Raulin Méganne	NIGEND : 430 943
Rbaya Sara	NIGEND : 411 778
Richard Marilyne	NIGEND : 434 802
Robitaille Meaggy	NIGEND : 408 933
Roth Alison	NIGEND : 386 484
Rotin Oriane	NIGEND : 434 800
Rousseau Camille	NIGEND : 420 251
Rousselle Alison	NIGEND : 434 805
Roux Mayline	NIGEND : 387 906
Rueda Noémie	NIGEND : 402 164
Servius Clara	NIGEND : 434 597
Sevilla Gwenaëlle	NIGEND : 434 818
Silva-Ramos Yohan	NIGEND : 434 691
Simon Leo	NIGEND : 411 788
Taerea Materita	NIGEND : 434 781
Tavernier Chloé	NIGEND : 434 820
Tchimbouka Lydia-Christ	NIGEND : 434 816
Técher Marine	NIGEND : 434 595
Tebetia Muriata	NIGEND : 434 792
Teipoarii Heirani	NIGEND : 434 654
Thibolot Naïs	NIGEND : 434 561
Thomas Floriane	NIGEND : 407 898
Truijij Emilie	NIGEND : 434 788
Turpain Océane	NIGEND : 434 780
Veljacic Cassandra	NIGEND : 392 393

Vent Natacha	NIGEND : 434 586
Viandier Marie	NIGEND : 413 021
Walet Anne-Sophie	NIGEND : 381 240
Xolawawa Elodie	NIGEND : 434 729

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 juillet 2020.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*
L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision n° 37163 du 1^{er} août 2020 portant attribution de la prime de haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général au titre de l'année 2020

NOR : INTJ2018515S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu la décision n° 31966 du 26 juin 2020 relative à la liste des unités éligibles à une prime de haute technicité commandement qui seront étudiées en commission d'attribution ;

Vu la circulaire n° 32873 du 9 juillet 2020 relative à l'attribution et au retrait de la haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général et de la prime afférente au titre de l'année 2020 ;

Vu l'instruction n° 24005 du 10 juin 2020 relative à la haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général et à la prime afférente (NOR : INTJ2011609J) ;

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général en date du 1^{er} août 2020,

Décide :

Article 1^{er}

La prime de haute technicité de commandement est attribuée, au titre de l'année 2020, aux sous-officiers de gendarmerie du cadre général dont les noms suivent :

Région de gendarmerie d'Île-de-France, zone de défense et de sécurité de Paris

Ibanez Bruno	NIGEND : 147 850
Prud'Homme Christophe	NIGEND : 148 961
Rey Sylvain	NIGEND : 151 568
Sylvestre Samuel	NIGEND : 136 289

Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, zone de défense et de sécurité Sud-Ouest

Baubiet David	NIGEND : 155 242
----------------------	------------------

Région de gendarmerie d'Occitanie

Dupouy Serge	NIGEND : 139 839
---------------------	------------------

Groupement de gendarmerie départementale de la Vienne

Champnier Jean-Jacques	NIGEND : 141 589
Collet Stéphane	NIGEND : 155 543

Groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne

Château Stéphane	NIGEND : 178 347
Dupic Laurent	NIGEND : 146 353
Redares David	NIGEND : 168 912

Région de gendarmerie de Bretagne, zone de défense et de sécurité Ouest

Le Mée Thierry	NIGEND : 131 926
Tanguy Philippe	NIGEND : 142 376

Région de gendarmerie de Normandie

Caumont Véronique	NIGEND : 171 036
Davesnes Didier	NIGEND : 157 136
Fizel Christophe	NIGEND : 148 341
Lamic Thierry	NIGEND : 70 263
Moreno Sylvain	NIGEND : 190 391
Osmont Sébastien	NIGEND : 155 332
Robine David	NIGEND : 157 477
Wardavoir Jean-Étienne	NIGEND : 146 433

Région de gendarmerie des Pays de la Loire

Gasnier David	NIGEND : 157 728
Guillot Régis	NIGEND : 135 285
Huard Éric	NIGEND : 138 138
Michel Antoine	NIGEND : 171 452
Noël Éric	NIGEND : 157 772
Riffard François	NIGEND : 155 739

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire

Angles Christian	NIGEND : 169 129
Boruta Stéphane	NIGEND : 153 519
Brissaud Anne-Laurence	NIGEND : 154 918
Merlen Régis	NIGEND : 149 198
Meyer Thierry	NIGEND : 138 573

Région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, zone de défense et de sécurité Sud-Est

Balestra Olivier	NIGEND : 154 465
Bonhomme Frédéric	NIGEND : 140 184
Gadrat Bertrand	NIGEND : 144 941
Lefebvre Arnaud	NIGEND : 146 790

Groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme

Chouvellon Bertrand	NIGEND : 156 183
Merlino Myriam	NIGEND : 149 074
Orlhac Didier	NIGEND : 145 714
Roux Philippe	NIGEND : 142 960

Région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, zone de défense et de sécurité Sud

Rose Mireille	NIGEND : 144 726
----------------------	------------------

Groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault

Galbourdin Laurent	NIGEND : 133 752
Perez Patrick	NIGEND : 157 197

Région de gendarmerie de Corse

Colin Franck	NIGEND : 160 308
---------------------	------------------

Région de gendarmerie du Grand Est, zone de défense et de sécurité Est

Andriot Laurent	NIGEND : 153 039
Ganis Frédéric	NIGEND : 141 937
Magni Alain	NIGEND : 153 107
Wioland Christian	NIGEND : 129 076

Groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin

Barrère^(*) Christophe NIGEND : 147 676

Guttinger Jean-Paul NIGEND : 142 919

Muhr Eric NIGEND : 131 828

(*) Formation administrative d'appartenance à la date d'attribution.

Groupement de gendarmerie départementale de la Marne

Rabowski Jean NIGEND : 138 482

Région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté

De Lamper Emmanuel NIGEND : 155 273

Droulez Thomas NIGEND : 190 754

Durcaze Alain NIGEND : 140 848

Flucher Régis NIGEND : 174 221

Leblanc Emmanuel NIGEND : 178 693

Oreillard Emmanuel NIGEND : 149 573

Rodier Thierry NIGEND : 144 474

Groupement de gendarmerie départementale du Doubs

Biever Stéphane NIGEND : 140 181

Bourgeois Christophe NIGEND : 147 686

Cucheval Sébastien NIGEND : 170 439

Feuvrier Philippe NIGEND : 138 113

Mougin Cyrille NIGEND : 159 991

Région de gendarmerie des Hauts-de-France, zone de défense et de sécurité Nord

Feutry Emmanuel NIGEND : 160 628

Lenne Christophe NIGEND : 174 247

Groupement de gendarmerie départementale de la Somme

Baillet Sébastien NIGEND : 169 641

Lacam Olivier NIGEND : 142 332

Wims Thierry NIGEND : 151 148

Wojtowicz Christian NIGEND : 147 286

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} août 2020.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division, adjoint au directeur
des personnels militaires de la gendarmerie nationale,*
A. BROWAËYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Décision n° 37164 du 1^{er} août 2020 portant attribution de la prime de haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général

NOR : INTJ2018517S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu la décision n° 31966 du 26 juin 2020 relative à la liste des unités éligibles à une prime de haute technicité commandement qui seront étudiées en commission d'attribution ;

Vu la décision n° 37163 du 1^{er} août 2020 portant attribution de la prime de haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général au titre de l'année 2020 (NOR : INTJ2018515S) ;

Vu la circulaire n° 32873 du 9 juillet 2020 relative à l'attribution et au retrait de la haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général et de la prime afférente au titre de l'année 2020 ;

Vu l'instruction n° 24005 du 10 juin 2020 relative à la haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général et à la prime afférente (NOR : INTJ2011609J) ;

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité de commandement des majors de gendarmerie du cadre général en date du 1^{er} août 2020,

Décide :

Article 1^{er}

La prime de haute technicité de commandement est attribuée, à compter du 1^{er} août 2020, aux sous-officiers de gendarmerie du cadre général dont les noms suivent :

Région de gendarmerie d'Île-de-France, zone de défense et de sécurité de Paris

Ibanez Bruno NIGEND : 147850

Prud'Homme Christophe NIGEND : 148961

Sylvestre Samuel NIGEND : 136289

Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, zone de défense et de sécurité Sud-Ouest

Baubiet David NIGEND : 155242

Région de gendarmerie d'Occitanie

Dupouy Serge NIGEND : 139839

Groupement de gendarmerie départementale de la Vienne

Collet Stéphane NIGEND : 155543

Groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne

Dupic Laurent NIGEND : 146353

Redares David NIGEND : 168912

Région de gendarmerie de Bretagne, zone de défense et de sécurité Ouest

Le Mée Thierry NIGEND : 131926

Tanguy Philippe NIGEND : 142376

Région de gendarmerie de Normandie

Caumont Véronique	NIGEND : 171 036
Davesnes Didier	NIGEND : 157 136
Fizel Christophe	NIGEND : 148 341
Lamic Thierry	NIGEND : 70 263
Moreno Sylvain	NIGEND : 190 391
Osmont Sébastien	NIGEND : 155 332
Wardavoir Jean-Étienne	NIGEND : 146 433

Région de gendarmerie des Pays de la Loire

Gasnier David	NIGEND : 157 728
Guillot Régis	NIGEND : 135 285
Huard Éric	NIGEND : 138 138
Michel Antoine	NIGEND : 171 452
Noël Éric	NIGEND : 157 772
Riffard François	NIGEND : 155 739

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire

Boruta Stéphane	NIGEND : 153 519
Brissaud Anne-Laurence	NIGEND : 154 918
Merlen Régis	NIGEND : 149 198
Meyer Thierry	NIGEND : 138 573

Région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, zone de défense et de sécurité Sud-Est

Balestra Olivier	NIGEND : 154 465
Gadrat Bertrand	NIGEND : 144 941
Lefebvre Arnaud	NIGEND : 146 790

Groupeement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme

Chouvellon Bertrand	NIGEND : 156 183
Merlino Myriam	NIGEND : 149 074
Orlhac Didier	NIGEND : 145 714
Roux Philippe	NIGEND : 142 960

Région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, zone de défense et de sécurité Sud

Rose Mireille	NIGEND : 144 726
----------------------	------------------

Groupeement de gendarmerie départementale de l'Hérault

Galbourdin Laurent	NIGEND : 133 752
Perez Patrick	NIGEND : 157 197

Région de gendarmerie de Corse

Colin Franck	NIGEND : 160 308
---------------------	------------------

Région de gendarmerie du Grand Est, zone de défense et de sécurité Est

Andriot Laurent	NIGEND : 153 039
Ganis Frédéric	NIGEND : 141 937
Magni Alain	NIGEND : 153 107
Wioland Christian	NIGEND : 129 076

Groupeement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin

Muhr Eric	NIGEND : 131 828
------------------	------------------

Région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté

De Lamper Emmanuel	NIGEND : 155 273
Durcaze Alain	NIGEND : 140 848

Flucher Régis NIGEND : 174 221
Oreillard Emmanuel NIGEND : 149 573
Rodier Thierry NIGEND : 144 474

Groupement de gendarmerie départementale du Doubs

Biever Stéphane NIGEND : 140 181
Bourgeois Christophe NIGEND : 147 686
Cucheval Sébastien NIGEND : 170 439
Feuvrier Philippe NIGEND : 138 113
Mougin Cyrille NIGEND : 159 991

Région de gendarmerie des Hauts-de-France, zone de défense et de sécurité Nord

Feutry Emmanuel NIGEND : 160 628
Lenne Christophe NIGEND : 174 247

Groupement de gendarmerie départementale de la Somme

Baillet Sébastien NIGEND : 169 641
Lacam Olivier NIGEND : 142 332
Wims Thierry NIGEND : 151 148

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} août 2020.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*
L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

Décision n° 1530 du 19 août 2020 portant attribution de la prime de qualification supérieure à un sous-officier de gendarmerie de la gendarmerie de l'armement

NOR : INTJ2022223S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 76-1191 du 23 décembre 1976 modifié portant création d'une prime de service et d'une prime de qualification en faveur des sous-officiers ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2005 modifié fixant les taux de la prime de service, de la prime de service majorée et de la prime de qualification allouées aux sous-officiers ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 2 juin 2020 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 9 juin 2020 fixant les conditions dans lesquelles le diplôme de qualification supérieure (DQS), ainsi que la prime de qualification sont attribués aux sous-officiers de gendarmerie ;

Vu la décision n° 11182/ARM/SGA/DRH-MD du 26 avril 2018 relative aux primes de qualification attribuées à certains sous-officiers ;

Vu la décision n° 1119/GEND/GARM/BRH du 22 juin 2020, portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la gendarmerie de l'armement ;

Vu la circulaire n° 3464 du 2 avril 2020 relative à l'attribution du diplôme de qualification supérieure (DQS) aux sous-officiers de gendarmerie pour l'année 2020 et de la prime de qualification afférente (NOR : INTJ2001693C),

Décide :

Article 1^{er}

La prime de qualification supérieure est attribuée, à compter du 1^{er} septembre 2020, au sous-officier de gendarmerie dont le nom suit :

Le Franc Damien

NIGEND : 198 293

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 août 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, commandant par suppléance
la gendarmerie de l'armement,*

C. URIEN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 43269 du 2 septembre 2020 portant attribution de la prime de fidélisation
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2022107S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2019-255 du 27 mars 2019 portant attribution d'une prime de fidélisation aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 27 mars 2019 fixant le montant de la prime de fidélisation attribuée aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu l'instruction n° 33840/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 31 juillet 2020,

Décide :

Article 1^{er}

La prime de fidélisation d'un montant de 3 000 € bruts est accordée, à compter du 1^{er} septembre 2020, aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie dont le nom figure ci-après :

Barbé Camille	NIGEND : 352 875
Damin Cindy	NIGEND : 361 390
Aadjou Soumia	NIGEND : 381 481
Dubois Stéphane	NIGEND : 381 518
Hanquet Alexandre	NIGEND : 318 584
Djemaï Malika	NIGEND : 323 891
Beaudoin Alexandra	NIGEND : 343 729
Marié Aurore	NIGEND : 346 382
Riché Anaïs	NIGEND : 348 003
Dunet Justine	NIGEND : 357 007
Mathieu Nathan	NIGEND : 357 437
Tehei Laheina	NIGEND : 359 390
Jouclas Marine	NIGEND : 359 913
Parent Steven	NIGEND : 359 945
Mangenot Kévin	NIGEND : 363 623
Devigne Alix	NIGEND : 381 491
Gorin Marine	NIGEND : 381 530
Hee Stéphane	NIGEND : 381 537
Le Coq Céline	NIGEND : 381 551
Broch Camille	NIGEND : 381 553
Bugala Flore	NIGEND : 381 554
Habet Hélène	NIGEND : 381 533
Huarriz Elodie	NIGEND : 381 539
Caillot Tiffany	NIGEND : 341 757
Duflos Julie	NIGEND : 352 805

Hardy Maëlle	NIGEND : 359 901
Cousin Florence	NIGEND : 363 613
Lamy Emeline	NIGEND : 370 775
Auberger Charlotte	NIGEND : 381 515
Ferey Léa	NIGEND : 381 526
Pallas Jessica	NIGEND : 381 547
Chabrol Stella	NIGEND : 381 564
Duméry Angélique	NIGEND : 381 578
Krakowski Salomé	NIGEND : 354 996
Aguilar Laurent	NIGEND : 381 502
Barbe Marina	NIGEND : 353 034
Bertrand Laura	NIGEND : 381 534
Souillart Marie	NIGEND : 381 570
Marcon Julie	NIGEND : 381 556
Vitoux Nina	NIGEND : 334 784
Ruyssen Louise	NIGEND : 347 803
Berger Sandra	NIGEND : 356 994
Perarnaud Charlotte	NIGEND : 361 742
Jeanrilus Cindy	NIGEND : 381 540
Lang Marion	NIGEND : 381 549
Couillard-Lesage Julia	NIGEND : 381 583
Biesen Morgane	NIGEND : 351 651
Vrabie Andreea	NIGEND : 363 003
Dalla-Valle Armanda	NIGEND : 381 584
Michel Mathilde	NIGEND : 381 543
Rochey Sandra	NIGEND : 323 461
Georg Maud	NIGEND : 359 892
Arenz Marie	NIGEND : 375 669
Duminil Corentin	NIGEND : 339 699
Pierru Valentin	NIGEND : 381 563
Lamharzi Halima	NIGEND : 357 126
Paofai Ahurau	NIGEND : 359 307
Auffray Aurélie	NIGEND : 381 524
Chicault Elodie	NIGEND : 334 218
Poudoux Lauriane	NIGEND : 359 715
Strebler Anne-Laure	NIGEND : 359 965
Ollivier Mélina	NIGEND : 317 206
Blaisel Victoria	NIGEND : 343 381
Robert Paul	NIGEND : 361 311
Weber Elodie	NIGEND : 381 577
Olive François	NIGEND : 355 350
Micoulin Gilles	NIGEND : 363 379

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de division,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 46772 du 16 septembre 2020 portant attribution
de la prime de qualification supérieure aux sous-officiers de la gendarmerie**

NOR : INTJ2023734S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 76-1191 du 23 décembre 1976 modifié portant création d'une prime de service et d'une prime de qualification en faveur des sous-officiers ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2005 modifié fixant les taux de la prime de service, de la prime de service majorée et de la prime de qualification allouées aux sous-officiers ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 2 juin 2020 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 9 juin 2020 fixant les conditions dans lesquelles le diplôme de qualification supérieure (DQS) ainsi que la prime de qualification sont attribués aux sous-officiers de gendarmerie ;

Vu la décision n° 11182/ARM/SGA/DRH-MD du 26 avril 2018 relative aux primes de qualification attribuées à certains sous-officiers ;

Vu la décision n° 2188/GEND/PJGN/BRH/SGP du 16 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 21542/GEND/RGIF/DAO/BGPM/SPSOV du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris ;

Vu la décision n° 20494/GEND/RGNA/BGPM/SPSOV du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest ;

Vu la décision n° 15570/RGO/FAMP/DAO/BGP/SPNO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie d'Occitanie, du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne ;

Vu la décision n° 8692/GEND/RGPC/BGP/SPNO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne ;

Vu la décision n° 7473/GEND/GGD87/BGP/SPNO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne ;

Vu la décision n° 18560/GEND/RGBRET/DAO/BGPM/SPSOV du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest ;

Vu la décision n° 5896/2/RGN/DAO/BGP/SPNO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie de Normandie, du groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime ;

Vu la décision n° 6725/GEND/RGN-GGD14/DAO/BGP/SPNO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie de Normandie, du groupement de gendarmerie départementale du Calvados ;

Vu la décision n° 15927/GEND/RGPL-GGD44/DAO/BGP/SPNO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique ;

Vu la décision n° 12221/GEND/RGCVL/DAO/BGP/SPNO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, du groupement de gendarmerie départementale du Loiret ;

Vu la décision n° 28809/RGARA/DAO/BGPM/SPSOV du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est ;

Vu la décision n° 6797/RGARA/GGD63/DAO/BGP/SPNO/PSO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure de gendarmerie au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme ;

Vu la décision n° 25736/RGPACA/DAO/BGPM/SPSOV du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud ;

Vu la décision n° 11807/GEND/RGO/GGD34/DAO/BGP/SPNO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie d'Occitanie, du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault ;

Vu la décision n° 3189/RGCOR/DAO/BGP/SP/PSO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie de Corse, du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud ;

Vu la décision n° 17521/GEND/RGGE/DAO/BGPM/SPSOV du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est ;

Vu la décision n° 6757/GEND/RGGE/GGD67/DAO/BGP/SPNO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie du Grand Est, du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin ;

Vu la décision n° 8908/GEND/RGBOURGFC/DAO/BGP/SPNO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or ;

Vu la décision n° 5947/GEND/RGB-FC FA25/DAO/BGP du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, du groupement de gendarmerie départementale du Doubs ;

Vu la décision n° 11410/GEND/RGHF/DAO/BGPM du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord ;

Vu la décision n° 9724/GEND/RGHF/GGD80/DAO/BGP/SPNO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, du groupement de gendarmerie départementale de la Somme ;

Vu la décision n° 26358/GEND/CGOM/BP/SAP du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie du commandement de la gendarmerie outre-mer ;

Vu la décision n° 25768/GEND/CEGN/DAF/BGP du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie du commandement des écoles de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 37999/COMSOPGN/SRH/SGPM/SOG du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 4619/GTA/EM/BP/PSO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la gendarmerie des transports aériens ;

Vu la décision n° 4185/GEND/CFAGN/DAO/BRH/SC du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie du commandement des forces aériennes de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 7291/GR/EM/BGP/SPOSO du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la garde républicaine ;

Vu la décision n° 30552/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV/2SOGCG du 22 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie des formations administratives qui relèvent de l'administration centrale ;

Vu la décision n° 7662/RGCA/GGD51/DAO/BGP/SPNO du 24 juin 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure au personnel sous-officier de gendarmerie de la région de gendarmerie du Grand Est, du groupement de gendarmerie départementale de la Marne ;

Vu la décision n° 31362 du 23 juillet 2020 portant attribution du diplôme de qualification supérieure aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020 (NOR : INTJ2015281S) ;

Vu la circulaire n° 3464 du 2 avril 2020 relative à l'attribution du diplôme de qualification supérieure (DQS) aux sous-officiers de gendarmerie pour l'année 2020 et de la prime de qualification afférente (NOR : INTJ2001693C),

Décide :

Article 1^{er}

La prime de qualification supérieure est attribuée, à compter du 1^{er} octobre 2020, aux sous-officiers de gendarmerie figurant à l'annexe 1.

Article 2

La prime de qualification supérieure est attribuée, à compter du 1^{er} octobre 2020 aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale figurant à l'annexe 2.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

ANNEXE 1

Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, zone de défense et de sécurité Sud-Ouest

Moiska Emmanuel NIGEND : 163 538

Région de gendarmerie d'Occitanie

Malgoire Cédric NIGEND : 195 413

Région de gendarmerie de Bretagne, zone de défense et de sécurité Ouest

Le Cointe Mickaël NIGEND : 197 238

Région de gendarmerie de Normandie

Aubert Emmanuel NIGEND : 163 941

Lioult Didier NIGEND : 165 454

Région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, zone de défense et de sécurité Sud-Est

De Decker Pierre-Antoine NIGEND : 172 027

Groupelement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme

Doillon Thierry NIGEND : 142 307

Région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, zone de défense et de sécurité Sud

Auffan Jessy NIGEND : 167 799

Couraud Emmanuel NIGEND : 133 860

Di Marino Sébastien NIGEND : 172 950

Groupelement de gendarmerie départementale de la Marne

Putaj Olaf NIGEND : 191 248

Région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté

De Brauer Jérôme NIGEND : 229 228

Groupelement de gendarmerie départementale du Doubs

Lagrosse Pascal NIGEND : 178 428

Piquard Frédéric NIGEND : 162 568

Groupelement de gendarmerie départementale de la Somme

Racine Jean NIGEND : 198 268

ANNEXE 2

Debruyker Marie	<i>Commandement de la gendarmerie outre-mer</i> NIGEND : 178 629
Chiffлот Sandrine	<i>Commandement des écoles de la gendarmerie nationale</i> NIGEND : 190 047
Huet Stéphane	NIGEND : 209 744

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 47495 du 17 septembre 2020 portant attribution
de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie**

NOR : INTJ2024158S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu la décision n° 30565 du 23 juin 2020 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie au titre de l'année 2020 (NOR : INTJ2014871S) ;

Vu la circulaire n° 3845 du 30 mars 2020 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité (PHT) aux sous-officiers de gendarmerie au titre de l'année 2020 ;

Vu l'instruction n° 3843 du 30 mars 2020 relative à la haute technicité des sous-officiers de gendarmerie et à la prime afférente (NOR : INTJ2002082J) ;

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie du cadre général en date du 16 juin 2020 ;

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie spécialistes en date du 16 juin 2020,

Décide :

Article 1^{er}

La prime de haute technicité est attribuée, à compter du 1^{er} octobre 2020, aux sous-officiers de gendarmerie du cadre général figurant à l'annexe 1.

Article 2

La prime de haute technicité est attribuée, à compter du 1^{er} octobre 2020, aux sous-officiers de gendarmerie spécialistes figurant à l'annexe 2.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

ANNEXE 1

Région de gendarmerie d'Île-de-France, zone de défense et de sécurité de Paris

Deleye Vincent NIGEND : 232 035

Moix Stéphane NIGEND : 232 105

Région de gendarmerie de Normandie

Ponchaut Thomas NIGEND : 232 083

Région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, zone de défense et de sécurité Sud-Est

Clavel Angélique NIGEND : 230 757

Verbeck Émeline NIGEND : 221 190

Groupelement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme

Bareth Alexandra NIGEND : 232 214

Région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, zone de défense et de sécurité Sud

Petitbois Chloé NIGEND : 231 980

Stimpfling Lionel NIGEND : 232 160

Groupelement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin

Landon Audrey NIGEND : 231 959

Wendler Guillaume NIGEND : 232 294

Région de gendarmerie des Hauts-de-France, zone de défense et de sécurité Nord

Van Rentergem Vincent NIGEND : 239 898

Commandement de la gendarmerie outre-mer

Hubert Delphine NIGEND : 232 255

Gendarmerie des transports aériens

Barussaud Audrey NIGEND : 232 649

ANNEXE 2

Région de gendarmerie de Normandie

Robert Alexandre NIGEND : 232 127

Région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, zone de défense et de sécurité Sud

Micheli Sébastien NIGEND : 231 972

Groupement de gendarmerie départementale de la Somme

Anquez Yoann NIGEND : 232 200

Commandement des écoles de la gendarmerie nationale

Cregut Yann NIGEND : 232 229

Gobbi Nicolas NIGEND : 232 120

Lafosse Benoît NIGEND : 232 186

Direction générale de la gendarmerie nationale

Cirencien Delphine NIGEND : 231 930

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 22891 du 10 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges

NOR : INTJ2016844S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 38438 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930002S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} septembre 2020 :

Plateroti Vincenzo	NIGEND : 150 587	NLS : 8 007 988
---------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2020 :

Chachay Sébastien	NIGEND : 178 087	NLS : 8 029 225
--------------------------	------------------	-----------------

Dally Christophe	NIGEND : 146 213	NLS : 8 004 512
-------------------------	------------------	-----------------

Barbier Raphaël	NIGEND : 170 303	NLS : 8 025 707
------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2020 :

Melcion Laurent	NIGEND : 147 751	NLS : 8 005 967
------------------------	------------------	-----------------

Mazzuchetti Laurence	NIGEND : 236 011	NLS : 8 081 187
-----------------------------	------------------	-----------------

Junker Christelle	NIGEND : 243 087	NLS : 8 088 622
--------------------------	------------------	-----------------

Burgaud Régis	NIGEND : 241 629	NLS : 8 088 165
----------------------	------------------	-----------------

Rozmarynowski Claude	NIGEND : 230 535	NLS : 8 085 151
-----------------------------	------------------	-----------------

Barrey Laurent	NIGEND : 203 046	NLS : 8 057 968
-----------------------	------------------	-----------------

Guillain Éric	NIGEND : 196 473	NLS : 8 053 360
----------------------	------------------	-----------------

Do Nascimento Jérôme	NIGEND : 238 546	NLS : 8 086 997
-----------------------------	------------------	-----------------

Bristiel Arnaud	NIGEND : 210 968	NLS : 8 066 027
------------------------	------------------	-----------------

Leroy Sébastien	NIGEND : 241 239	NLS : 8 088 096
------------------------	------------------	-----------------

Grimaud Élodie	NIGEND : 218 525	NLS : 8 071 418
-----------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2020 :

Laphilippe Nicolas	NIGEND : 210 375	NLS : 8 063 054
---------------------------	------------------	-----------------

Langlois Magali	NIGEND : 303 384	NLS : 8 090 915
------------------------	------------------	-----------------

Jouaville Damien	NIGEND : 194 309	NLS : 8 047 851
-------------------------	------------------	-----------------

Auzeine Yoann	NIGEND : 213 123	NLS : 8 067 516
Manier Bertrand	NIGEND : 313 488	NLS : 8 109 073
Jaamour Samy	NIGEND : 319 752	NLS : 8 112 031
Soudanas Steven	NIGEND : 368 241	NLS : 8 150 569
Boîtier Amaury	NIGEND : 326 152	NLS : 8 115 170
Barret Mickaël	NIGEND : 329 902	NLS : 8 118 415

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 août 2020.

*La générale de division, commandante par suppléance
de la région de gendarmerie du Grand Est
et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*
A. FOUGERAT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 23153 du 12 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est

NOR : INTJ2016845S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 39050 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930003S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} septembre 2020 :

Marchal Arnaud	NIGEND : 147 978	NLS : 8 006 153
Corberand Jean-Marc	NIGEND : 168 167	NLS : 8 023 717

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2020 :

Lefebvre Cyril	NIGEND : 220 542	NLS : 8 072 823
Hartmann Florent	NIGEND : 169 681	NLS : 8 025 229

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2020 :

Dupire Julien	NIGEND : 308 864	NLS : 6 635 414
Darstein Cédric	NIGEND : 212 638	NLS : 8 063 574
Kazmierczak Ivan	NIGEND : 268 767	NLS : 8 093 756
Boulois Cédric	NIGEND : 334 236	NLS : 6 542 612
Girod Cédric	NIGEND : 243 077	NLS : 8 088 612
Molard Gaétan	NIGEND : 245 226	NLS : 8 097 622
Saltzmann Guillaume	NIGEND : 322 662	NLS : 8 113 536
Robert Michaël	NIGEND : 249 431	NLS : 8 100 374

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2020 :

Gatillon Emilien	NIGEND : 323 926	NLS : 8 114 176
Blouin Thomas	NIGEND : 345 849	NLS : 8 139 384
Gille Théo	NIGEND : 344 473	NLS : 8 117 320
Aubry Morgan	NIGEND : 349 540	NLS : 8 117 241
Buttigieg Julien	NIGEND : 353 412	NLS : 8 142 011
Barthez Jean-Baptiste	NIGEND : 352 244	NLS : 8 117 536
Puy Mickaël	NIGEND : 354 036	NLS : 8 146 344

Marteau Steven

NIGEND : 308 992

NLS : 8 091 689

Kriegel Julien

NIGEND : 342 964

NLS : 8 137 729

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 août 2020.

*La générale de division, commandante par suppléance
de la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*

A. FOUGERAT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 38852 du 14 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est**

NOR : INTJ2021918S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 71137 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929991S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} septembre 2020 :

Lopez Christian	NIGEND : 118 586	NLS : 5 241 967
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2020 :

Nicey Nicolas	NIGEND : 176 932	NLS : 8 031 689
Rabiller Emmanuel	NIGEND : 148 767	NLS : 8 006 574

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2020 :

Allemann Yves	NIGEND : 244 607	NLS : 8 097 203
Vercucque Jérémie	NIGEND : 321 059	NLS : 8 112 858
Louis Jordan	NIGEND : 302 713	NLS : 8 102 058
Tableau Anthony	NIGEND : 243 986	NLS : 8 096 713
James Julien	NIGEND : 310 315	NLS : 8 092 083

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2020 :

Olivier Joffrey	NIGEND : 353 266	NLS : 8 143 435
De Saint-Exupéry Matthieu	NIGEND : 357 338	NLS : 8 146 266
Gaborit Thomas	NIGEND : 312 905	NLS : 8 108 701
Covemacker Lucas	NIGEND : 307 983	NLS : 8 105 555
Lonoy-Defer Kevin	NIGEND : 337 565	NLS : 8 135 314

Article 5

La décision n° 37260 du 5 août 2020 (NOR : INTJ2016836S) est retirée.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 août 2020.

*Le général de division commandant par suppléance
la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*
A. KERBOULL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 10291 du 31 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »**

NOR : INTJ2022243S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17888 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929967S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Vanhoed Christophe	NIGEND : 132091	NLS : 5295294
---------------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Carlier Frédéric	NIGEND : 165983	NLS : 8022421
Vieira Thierry	NIGEND : 167034	NLS : 8023098

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Milliot Patrick	NIGEND : 140003	NLS : 5305048
Campion Jacques-André	NIGEND : 131528	NLS : 5271436
Gonzato Fabrice	NIGEND : 147588	NLS : 8005652
Vialard André	NIGEND : 136441	NLS : 5322592
Guibert Jean-Manuel	NIGEND : 143347	NLS : 8000744
Royannez Jean-Charles	NIGEND : 139545	NLS : 5323565

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Toto Romain	NIGEND : 339478	NLS : 8136256
Delaye Alex	NIGEND : 350151	NLS : 8140581
De France Hubert	NIGEND : 370726	NLS : 6784512
Thomas Guillaume	NIGEND : 337380	NLS : 8106391
Grondin Johann	NIGEND : 371320	NLS : 6741638

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 août 2020.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 10292 du 31 août 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »**

NOR : INTJ2022244S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17889 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1922969S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Trichet Christophe NIGEND : 157 619 NLS : 8015096

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Belmont Pierre NIGEND : 153 512 NLS : 6016703

Chrétien Richard NIGEND : 133 594 NLS : 5311652

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 août 2020.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 10294 du 31 août 2020 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française »**

NOR : INTJ2022245S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17890 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929971S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Jeddy Martin

NIGEND : 179 907

NLS : 8 031 249

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 août 2020.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,*
É. BIO FARINA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 6727 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ2022286S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 11295 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930018S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Verley Olivier NIGEND : 137 137 NLS : 5 324 384

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Cabaret Olivier NIGEND : 155 917 NLS : 8 013 525

Larrède Frédéric NIGEND : 174 698 NLS : 8 028 257

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Chrétien Mickaël NIGEND : 301 086 NLS : 8 089 919

Barussaud Audrey NIGEND : 232 649 NLS : 8 085 780

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Petit Philippe NIGEND : 164 117 NLS : 8 020 875

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} septembre 2020.

*Le général, commandant
la gendarmerie des transports aériens,
J.-P. GESNOT*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Centre-Val de Loire**Décision n° 17397 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ2022254S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 27770 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929982S) ;

Vu la décision n° 48454 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930012S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Avril Teddy	NIGEND : 161 243	NLS : 8 018 304
Ravot Alexandre	NIGEND : 234 091	NLS : 8 086 343

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Sirera Paul	NIGEND : 187 822	NLS : 8 034 678
Damm Laurent	NIGEND : 307 856	NLS : 8 091 513
Blondelet Éric	NIGEND : 142 403	NLS : 8 001 704
Roussel Eric	NIGEND : 171 477	NLS : 8 026 994
Marteau Thierry	NIGEND : 166 664	NLS : 8 022 764

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Gaulhiac Maureen	NIGEND : 255 500	NLS : 8 057 724
Beaudou Olivier	NIGEND : 307 899	NLS : 8 091 502
Forey Nicolas	NIGEND : 230 689	NLS : 8 078 210
Douissard Guillaume	NIGEND : 236 728	NLS : 8 081 705
David Michaël	NIGEND : 230 568	NLS : 8 085 049
Lévêque Frank	NIGEND : 164 486	NLS : 8 020 958
Gautreau Stéphane	NIGEND : 172 154	NLS : 8 027 242
Gomes-Dantas Abel	NIGEND : 155 573	NLS : 8 013 063
Gonet Johan	NIGEND : 237 456	NLS : 8 082 381
Dinh-Tran Christopher	NIGEND : 206 479	NLS : 8 060 059
Cognet Bruno	NIGEND : 139 726	NLS : 5 296 031
Le Doux Cyril	NIGEND : 172 291	NLS : 8 026 272

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Afoufa Damien	NIGEND : 378 124	NLS : 8 124 052
Jeanne Charlène	NIGEND : 362 413	NLS : 8 144 661
Rougier Aurélien	NIGEND : 257 715	NLS : 8 118 694
Roger François	NIGEND : 346 534	NLS : 8 139 592
Hocdé Damien	NIGEND : 342 775	NLS : 8 137 860
Gaudrel Corentin	NIGEND : 362 454	NLS : 8 146 239
Portanguen Romain	NIGEND : 302 228	NLS : 8 101 380
Liard Quentin	NIGEND : 354 057	NLS : 8 146 325
Lavoisier Gauthier	NIGEND : 319 899	NLS : 8 112 152
Bonin Sophie	NIGEND : 354 634	NLS : 8 143 354
Bommé Jérôme	NIGEND : 333 535	NLS : 8 046 404

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} septembre 2020.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire,
commandant le groupement de gendarmerie départementale du Loiret,*
F. AUBANEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Pays de la Loire**Décision n° 22413 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire**

NOR : INTJ2022256S

Le commandant de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 38205 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929986S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Le Corre Alain	NIGEND : 160 652	NLS : 8017 651
-----------------------	------------------	----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Dumaine Bertrand	NIGEND : 165 049	NLS : 8021 735
Blusseau Thierry	NIGEND : 161 714	NLS : 8018 711
Gandin Didier	NIGEND : 163 982	NLS : 8020 540
Deroux Richard	NIGEND : 164 066	NLS : 8020 824

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Grangiens Bertrand	NIGEND : 142 324	NLS : 5272 438
Carreau Stéphane	NIGEND : 163 128	NLS : 8019 918
Montigny Stéphane	NIGEND : 187 250	NLS : 8038 355
Grimaud Elsa	NIGEND : 175 625	NLS : 8028 550
Nibert-Siber Olivier	NIGEND : 186 009	NLS : 8045 840
Le Chapelain Pascal	NIGEND : 163 527	NLS : 8020 247
Lemonnier Laurent	NIGEND : 239 859	NLS : 8087 440
Paillas Fabrice	NIGEND : 140 260	NLS : 5296 245
Carn Jean-François	NIGEND : 165 026	NLS : 8021 712
Roy Vincent	NIGEND : 169 586	NLS : 8025 182
Audouin Florent	NIGEND : 193 644	NLS : 8047 530

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Legrand Pascal	NIGEND : 217 662	NLS : 8064 619
Tohai Cédric	NIGEND : 301 407	NLS : 6660 922
Cury Guillaume	NIGEND : 192 773	NLS : 8049 141
Gajewski Marc	NIGEND : 243 671	NLS : 8088 775

Marceron Jean-François	NIGEND : 215927	NLS : 8083697
Ploquin Stéphane	NIGEND : 150678	NLS : 8008479
Py Noémie	NIGEND : 326424	NLS : 8151860
Buchon Marie	NIGEND : 346183	NLS : 8150526
Chesne Guillaume	NIGEND : 338463	NLS : 8135038
Delabroye Quentin	NIGEND : 318471	NLS : 8119790
Laulan Aurore	NIGEND : 366130	NLS : 8093642

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} septembre 2020.

*Le général, commandant
la région de gendarmerie des Pays de la Loire,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,*
R. ZAMORA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

Décision n° 26080 du 1^{er} septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne

NOR : INTJ2022252S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 45683 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929977S) ;

Vu la décision n° 34323 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930000S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Gilliers Gwenn-Aël	NIGEND : 157 407	NLS : 8 014 331
Février Arnaud	NIGEND : 171 902	NLS : 8 026 336

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Boulangier Jean-Marc	NIGEND : 183 352	NLS : 8 034 007
Watel Bernard	NIGEND : 149 118	NLS : 8 006 997
Le Potier Mikaël	NIGEND : 169 977	NLS : 8 025 452
Rémy Grégory	NIGEND : 166 377	NLS : 8 022 582

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Colin Patrick	NIGEND : 158 150	NLS : 8 015 533
Boutoille Mickaël	NIGEND : 171 268	NLS : 8 026 315
Jouneau Sébastien	NIGEND : 174 238	NLS : 8 027 951
Cuzon Stéphanie	NIGEND : 188 772	NLS : 8 038 819
Delépine André	NIGEND : 159 380	NLS : 8 016 629
Person Maryan	NIGEND : 149 451	NLS : 8 007 172
Rocton Frédéric	NIGEND : 169 077	NLS : 8 024 786
Romieu Simon	NIGEND : 237 347	NLS : 8 086 856
Zan-Kalka Alexandre	NIGEND : 246 436	NLS : 6 636 547

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Boitard Tristan	NIGEND : 366 728	NLS : 8 149 588
Jégouic Novela	NIGEND : 351 775	NLS : 8 141 228
Pallier Julietta	NIGEND : 185 742	NLS : 8 035 332

Visse Sandrine	NIGEND : 173 392	NLS : 8 027 698
Pierre Davy	NIGEND : 369 596	NLS : 6 649 539
Kerouman Gaëtan	NIGEND : 338 183	NLS : 8 135 615
Echallier Eike	NIGEND : 238 767	NLS : 8 087 104
Masson Benoît	NIGEND : 176 385	NLS : 8 028 767
Saliou Laurence	NIGEND : 152 512	NLS : 8 006 583
Lebret Lionel	NIGEND : 221 157	NLS : 8 073 292

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
commandant la gendarmerie
pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*
P. SAUVEGRAIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 8402 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs**

NOR : INTJ2022273S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 14984 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930006S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Goussard Thierry	NIGEND : 141 944	NLS : 8 000 648
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Vidale Jérémy	NIGEND : 210 901	NLS : 8 066 250
Bournonville Maud	NIGEND : 241 978	NLS : 8 088 242
Smolareck David	NIGEND : 159 211	NLS : 8 016 496

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Viro t Albéric	NIGEND : 178 474	NLS : 8 036 421
Debruille Fabien	NIGEND : 197 842	NLS : 8 056 156
Artaban Sébastien	NIGEND : 226 286	NLS : 8 084 300
Jougle t Cyril	NIGEND : 302 661	NLS : 8 102 041
Le Bris Marie	NIGEND : 209 823	NLS : 8 065 290
Chambon Romain	NIGEND : 321 424	NLS : 8 113 065

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Marseille Stéphane	NIGEND : 320 899	NLS : 8 112 716
Goulée Sébastien	NIGEND : 316 794	NLS : 8 111 011
Bourge David	NIGEND : 156 407	NLS : 8 013 904
Chrisment Jean-Marie	NIGEND : 143 162	NLS : 8 002 671
Bernabeu Laura	NIGEND : 319 683	NLS : 8 111 988
Thiébaud Benoît	NIGEND : 146 845	NLS : 8 005 283

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Doubs,*
S. GAUFFENY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes**Décision n° 10075 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ2022259S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 18041 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929993S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Contamine Jean-Christophe	NIGEND : 156 892	NLS : 8 014 741
----------------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Georgin Christophe	NIGEND : 169 161	NLS : 8 024 832
Dubosclard Magdalena	NIGEND : 196 125	NLS : 8 052 982
Megemont Brice	NIGEND : 205 724	NLS : 8 059 704

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

André Laurent	NIGEND : 170 056	NLS : 8 025 302
Calvagnac Benoît	NIGEND : 308 290	NLS : 8 105 773
Estève Jérémy	NIGEND : 230 683	NLS : 8 078 202
Bene Jessica	NIGEND : 219 299	NLS : 8 071 903
Garrucho Yoan	NIGEND : 304 358	NLS : 8 103 056
Tache Mickaël	NIGEND : 241 591	NLS : 8 095 448
Taillandier Stéphane	NIGEND : 202 151	NLS : 8 057 929
Machy Kévin	NIGEND : 321 995	NLS : 8 093 243
Chamary Christophe	NIGEND : 326 781	NLS : 8 057 378
Besset Audrey	NIGEND : 315 094	NLS : 8 110 091

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Morot Marvin	NIGEND : 359 984	NLS : 8 149 891
Aubertot Julian	NIGEND : 266 230	NLS : 8 105 479
Dutemps Maxime	NIGEND : 352 004	NLS : 8 141 432
Barbelin Charles	NIGEND : 330 086	NLS : 8 118 518
Merle Guillaume	NIGEND : 156 084	NLS : 8 013 665

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*
É. MARCHAL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Occitanie**Décision n° 16653 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ2022264S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 30423 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929998S),

Vu la décision n° 55658 du 5 décembre 2019,

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Charmasson Patricia NIGEND : 145 778 NLS : 8 002 531

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Schmidtbauer Peter NIGEND : 201 966 NLS : 6 039 731

Dhem Stéphane NIGEND : 234 207 NLS : 8 086 238

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Guégan Cyrille NIGEND : 150 542 NLS : 8 008 344

Fillol Olivier NIGEND : 309 728 NLS : 8 092 009

Bobin Didier NIGEND : 147 681 NLS : 8 008 513

Godart Aurélie NIGEND : 241 198 NLS : 8 088 081

Perez Manuel NIGEND : 154 687 NLS : 8 012 390

Bénézech Rémy NIGEND : 172 008 NLS : 8 027 308

Dussert Christian NIGEND : 188 000 NLS : 8 038 536

Poulard Sébastien NIGEND : 212 695 NLS : 8 063 627

Ladurelle Luc NIGEND : 190 536 NLS : 8 039 351

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Cellerlin Michel NIGEND : 371 543 NLS : 8 052 328

Nerini Morgan NIGEND : 371 171 NLS : 8 041 991

Lahor Florian NIGEND : 362 723 NLS : 8 144 721

Isaïa Adeline NIGEND : 236 160 NLS : 8 081 271

Juveneton Léna NIGEND : 371 164 NLS : 8 037 312

Gazquez Daniel NIGEND : 347 016 NLS : 8 139 756

Lopez Emilyne NIGEND : 229 718 NLS : 8 077 551

Séguy Jean-Christophe	NIGEND : 217 054	NLS : 8 070 509
Velay Michaël	NIGEND : 247 241	NLS : 8 089 286
Agresta Antony	NIGEND : 333 949	NLS : 8 133 492
Goudal Guillaume	NIGEND : 340 937	NLS : 8 137 214
Carneiro-Da-Cruz Anthony	NIGEND : 249 225	NLS : 8 100 197

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*
J.-V. LETTERMANN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Occitanie**Décision n° 21482 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ2022265S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 30423 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929998S) ;

Vu la décision n° 34323 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930000S) ;

Vu la décision n° 48454 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930012S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Gouez Dominique	NIGEND : 157 289	NLS : 8 014 832
Poirier Stéphane	NIGEND : 146 159	NLS : 8 004 386
Darblade Christophe	NIGEND : 142 298	NLS : 5 272 327

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Griffoul David	NIGEND : 156 588	NLS : 8 014 142
Dedieu Ludovic	NIGEND : 168 847	NLS : 8 024 628
Goureau Valérie	NIGEND : 143 871	NLS : 8 002 049
Massol Didier	NIGEND : 133 652	NLS : 5 311 713
Malbosc Franck	NIGEND : 171 080	NLS : 8 026 654
Arcanger Christophe	NIGEND : 181 166	NLS : 8 029 601

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Leu Lionel	NIGEND : 149 680	NLS : 8 007 550
Wolff Marie-Julie	NIGEND : 239 169	NLS : 8 087 396
Cognac Jérôme	NIGEND : 174 669	NLS : 8 028 222
Guérin Sylvie	NIGEND : 184 626	NLS : 8 036 521
Soranno Cédric	NIGEND : 207 703	NLS : 8 062 514
Brazzallotto Sébastien	NIGEND : 219 379	NLS : 8 065 122
Ducasse Julien	NIGEND : 240 091	NLS : 6 709 677
Gensac Corinne	NIGEND : 196 136	NLS : 8 052 994
Carpentier Jean-Philippe	NIGEND : 207 989	NLS : 8 061 846
Hervé Jérémie	NIGEND : 241 662	NLS : 8 088 198
Bonnefoi Armel	NIGEND : 166 723	NLS : 8 022 909

Baert Isabelle	NIGEND : 218 489	NLS : 8 071 386
Gamel-Estany Delphine	NIGEND : 242 096	NLS : 8 088 334
Marolle Arnaud	NIGEND : 237 945	NLS : 8 082 606
Couly Matthieu	NIGEND : 240 008	NLS : 8 087 584

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Le Livec Anthony	NIGEND : 318 993	NLS : 8 111 832
Mounic David	NIGEND : 337 323	NLS : 8 106 366
Ferran Camille	NIGEND : 361 584	NLS : 8 144 428
Ranc Adrien	NIGEND : 327 570	NLS : 8 115 846
Giraud Aurélie	NIGEND : 365 965	NLS : 8 046 425
Delquignies-Heinis Jonathan	NIGEND : 345 461	NLS : 8 138 980
Sennaï Boris	NIGEND : 257 931	NLS : 8 152 161
Simorre Vanessa	NIGEND : 370 772	NLS : 8 119 835
Bancière Raphaël	NIGEND : 371 098	NLS : 8 036 861
Dinam Mélodie	NIGEND : 309 214	NLS : 8 106 773
Campagne Carine	NIGEND : 239 409	NLS : 8 093 909

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

*Le général de division, commandant
la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*
J. PLAYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

Décision n° 26168 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest

NOR : INTJ2022253S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 45686 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929980S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Constantin Arnaud	NIGEND : 147 317	NLS : 8 005 818
Breslau Pascal	NIGEND : 141 341	NLS : 5 272 012

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Chabrun Vincent	NIGEND : 145 292	NLS : 8 003 950
Gardeil Xavier	NIGEND : 185 929	NLS : 8 034 637
Lasche Didier	NIGEND : 171 318	NLS : 6 532 905
Vankerckvoorde Brice	NIGEND : 193 027	NLS : 8 047 317

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Simon Benoît	NIGEND : 229 807	NLS : 8 077 570
Chitre Jonathan	NIGEND : 311 182	NLS : 8 092 200
Adam Daniel	NIGEND : 238 909	NLS : 8 083 248
Heudes Julien	NIGEND : 247 530	NLS : 8 099 060
Perronno Benoît	NIGEND : 348 825	NLS : 6 733 674
Rusch Julien	NIGEND : 310 513	NLS : 8 107 291

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Landon Thomas	NIGEND : 244 654	NLS : 8 097 246
Salazar Dinis Miguel	NIGEND : 245 123	NLS : 8 097 526
Louzier Julien	NIGEND : 235 865	NLS : 8 081 067
Périer Josselin	NIGEND : 323 644	NLS : 8 114 107
Biré Cédric	NIGEND : 238 651	NLS : 6 697 393
Johanno Jean-Baptiste	NIGEND : 354 412	NLS : 8 143 705
Maintenat Steven	NIGEND : 337 568	NLS : 8 135 316

Pointeau Willy
Bertheau Valentin

NIGEND : 244 692
NIGEND : 342 908

NLS : 8 097 283
NLS : 8 137 665

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*
P. SAUVEGRAIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Ouest

Décision n° 29292 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques

NOR : INTJ2022246S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 50837 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929972S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Fédherbe Jean-Christophe	NIGEND : 145 805	NLS : 8 004 143
Sovran Patrice	NIGEND : 137 485	NLS : 5 324 395
Delhom Joël	NIGEND : 144 523	NLS : 8 003 427

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Duthilleul Thierry	NIGEND : 168 854	NLS : 8 024 635
Damien Stéphanie	NIGEND : 198 872	NLS : 8 053 640
Charrier Sébastien	NIGEND : 177 112	NLS : 8 033 683
Montalti Franck	NIGEND : 171 087	NLS : 8 026 661

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Sauvage Jean-Paul	NIGEND : 155 499	NLS : 8 013 179
Cuyaubère Nicolas	NIGEND : 194 077	NLS : 8 053 825
Alsiret David	NIGEND : 176 605	NLS : 8 028 901
Georges Jean-Pascal	NIGEND : 145 975	NLS : 5 272 703
Nolleau Loïc	NIGEND : 204 439	NLS : 8 060 365
Bonora Bertrand	NIGEND : 136 461	NLS : 5 324 115
Noclain Xavier	NIGEND : 239 879	NLS : 8 087 449
Galé Jean-Claude	NIGEND : 134 662	NLS : 5 311 940
Théron Frédéric	NIGEND : 160 693	NLS : 8 017 689
Dandrey Pierre-Éric	NIGEND : 154 821	NLS : 8 012 517
Marque Élodie	NIGEND : 214 727	NLS : 8 068 606
Louagie Sylvain	NIGEND : 164 487	NLS : 8 020 959

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Dumoulin Jérôme	NIGEND : 234 581	NLS : 8 086 653
Lafargue Sarah	NIGEND : 362 249	NLS : 8 144 296
Michas Gaëtan	NIGEND : 219 390	NLS : 8 065 143
Amans Yann	NIGEND : 183 485	NLS : 8 042 221
Strugen Rémi	NIGEND : 345 706	NLS : 8 139 172
Paradinas Carine	NIGEND : 335 863	NLS : 8 151 403
Duboscq Jennifer	NIGEND : 314 206	NLS : 8 109 640
Le Dévéhat Audrey	NIGEND : 241 096	NLS : 8 087 815
Privat Logan	NIGEND : 365 996	NLS : 8 046 454
Aubert Valentin	NIGEND : 369 849	NLS : 6 757 234

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*
A. PÉTILLOT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 29293 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest**

NOR : INTJ2022247S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 50836 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929973S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Brice Sylvain	NIGEND : 136 735	NLS : 5 324 024
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Prot Laurent	NIGEND : 154 423	NLS : 8 012 074
---------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Brilland Anthony	NIGEND : 247 198	NLS : 8 089 246
Bossy Arnaud	NIGEND : 323 335	NLS : 8 113 925
Vallecillos Benjamin	NIGEND : 258 275	NLS : 8 057 505

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Maïnetti Hugo	NIGEND : 353 893	NLS : 8 143 522
Rhodde Julien	NIGEND : 246 679	NLS : 8 098 900
Bello Rémi	NIGEND : 307 526	NLS : 8 105 152
Fajolle Joël	NIGEND : 341 204	NLS : 8 110 790

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*
A. PÉTILLOT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

Décision n° 30019 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France

NOR : INTJ2022241S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 52881 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929963S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Royer Jackie	NIGEND : 121 519	NLS : 5 243 785
Verdier Alain	NIGEND : 162 021	NLS : 6 533 724
Falais Lionel	NIGEND : 157 876	NLS : 8 015 322

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Pavot Franck	NIGEND : 191 244	NLS : 8 039 968
Danjour Loïc	NIGEND : 139 072	NLS : 8 000 019
Anguille Kévin	NIGEND : 225 194	NLS : 8 083 970
Barru Ludovic	NIGEND : 208 228	NLS : 8 050 515
Nachez Virginie	NIGEND : 227 136	NLS : 8 058 415
Vérin Franck	NIGEND : 156 671	NLS : 8 014 194

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Clémenceau Claire	NIGEND : 207 083	NLS : 8 062 318
Kmieckowiak Elodie	NIGEND : 312 567	NLS : 8 108 428
Mialhe Jean	NIGEND : 300 619	NLS : 8 100 626
Blondeau Stéphane	NIGEND : 349 125	NLS : 8 117 289
Coué Florian	NIGEND : 333 540	NLS : 8 110 783
Gruchala Stéphane	NIGEND : 172 960	NLS : 8 032 294
Marie Marina	NIGEND : 239 676	NLS : 8 094 085
Augier Pascal	NIGEND : 191 628	NLS : 8 044 340
Despret Nadège	NIGEND : 329 228	NLS : 8 057 431
Tootill Matthew	NIGEND : 323 497	NLS : 8 114 029
Faye Thomas	NIGEND : 349 179	NLS : 8 117 314
Le Naour Éric	NIGEND : 179 697	NLS : 8 041 436

Van Deuren Hélène	NIGEND : 148 839	NLS : 8 013 494
Le Roc'H Gwénaëlle	NIGEND : 209 067	NLS : 8 050 865

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Buisine Antoine	NIGEND : 258 720	NLS : 8 136 152
Skalecki Edwin	NIGEND : 337 371	NLS : 8 106 385
Domanski Sébastien	NIGEND : 315 116	NLS : 8 110 115
Matos Tristan	NIGEND : 352 536	NLS : 8 143 276
Minard Julien	NIGEND : 323 895	NLS : 8 093 763
Jurkowski Stanislas	NIGEND : 339 160	NLS : 8 135 971
Judey Pierre-Alain	NIGEND : 368 081	NLS : 8 150 379
Frédolière Gabriel	NIGEND : 249 097	NLS : 8 100 087
Thomas Alexandre	NIGEND : 326 863	NLS : 8 057 414
Besnard Lauriane	NIGEND : 362 061	NLS : 8 144 349
Serres Eric	NIGEND : 353 288	NLS : 8 143 444
Bondot Thomas	NIGEND : 338 104	NLS : 8 135 560
Nowe Thomas	NIGEND : 350 809	NLS : 8 140 843
Godon Thomas	NIGEND : 338 687	NLS : 8 135 061
Laurent Maximilien	NIGEND : 346 493	NLS : 8 139 552
Bongain Nicolas	NIGEND : 333 749	NLS : 8 133 402
Piveteau Jean-François	NIGEND : 352 005	NLS : 8 117 775

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
É-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

Décision n° 30021 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris

NOR : INTJ2022242S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 52838 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929965S) ;

Vu la décision n° 45686 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929980S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Corenthin Pascal	NIGEND : 158 535	NLS : 8015817
-------------------------	------------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Khiati Abdelaziz	NIGEND : 209 420	NLS : 8 050 995
Gay Pierre-Paul	NIGEND : 136 361	NLS : 5 322 528

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Quillet Gaël	NIGEND : 165 725	NLS : 8 022 281
Krahenbühl Rémy	NIGEND : 232 261	NLS : 8 085 469
Amaréls Roxane	NIGEND : 330 962	NLS : 8 118 999
Sorriau Kévin	NIGEND : 311 298	NLS : 6 676 059
Baumhauer Billy	NIGEND : 320 500	NLS : 8 112 414
Cabaleiro Daniel	NIGEND : 70 450	NLS : 5 282 726
Chevalier Alexandre	NIGEND : 249 347	NLS : 8 100 297

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Strazel Michel	NIGEND : 246 277	NLS : 8 098 228
Frasiello Jacques	NIGEND : 340 077	NLS : 8 110 681
Seureau Jérôme	NIGEND : 329 584	NLS : 8 118 400
Lorang Yann	NIGEND : 302 013	NLS : 8 101 924
Boucherot Romain	NIGEND : 349 559	NLS : 8 117 315
Charlet Florian	NIGEND : 311 319	NLS : 8 092 272
Serhani Saad	NIGEND : 320 937	NLS : 8 112 747
Le Padellec Gaétan	NIGEND : 245 351	NLS : 8 097 735
Fiquet Nicolas	NIGEND : 324 950	NLS : 8 114 704

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
É-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 41517 du 2 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est**

NOR : INTJ2022258S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 71137 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929991S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Carpezat Christophe	NIGEND : 129431	NLS : 5281417
----------------------------	-----------------	---------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Chabory Claude	NIGEND : 131535	NLS : 5271442
-----------------------	-----------------	---------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Estime Émeric	NIGEND : 247259	NLS : 6636294
Renault Christophe	NIGEND : 307557	NLS : 8091479
Perrin Yann	NIGEND : 245381	NLS : 8097761
Bordas Jérémy	NIGEND : 236693	NLS : 8081671
Desrumaux Franck	NIGEND : 239212	NLS : 8083363

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Djoudi Karim	NIGEND : 303255	NLS : 8090634
Joffre Clément	NIGEND : 354025	NLS : 8143768
Blois Guillaume	NIGEND : 362388	NLS : 6787242
Laurent Romain	NIGEND : 352288	NLS : 8117583
Owczarczak Benoît	NIGEND : 244750	NLS : 8097073

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*
L. TAVEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'air

**Décision n° 4206 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie de l'air**

NOR : INTJ2022305S

Le commandant de la gendarmerie de l'air,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 6831 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930025S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Blanc Pascal	NIGEND : 128 750	NLS : 5 282 404
---------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Bruet Thierry	NIGEND : 197 711	NLS : 6 552 870
----------------------	------------------	-----------------

Delahaye Thierry	NIGEND : 159 627	NLS : 8 016 834
-------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Jubert Michaël	NIGEND : 248 644	NLS : 8 089 796
-----------------------	------------------	-----------------

Fera Thierry	NIGEND : 128 786	NLS : 5 282 438
---------------------	------------------	-----------------

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Thibault David	NIGEND : 156 383	NLS : 8 013 394
-----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 septembre 2020.

*Le général, commandant
la gendarmerie de l'air,*
J.-F. VALYNSEELE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 24963 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges

NOR : INTJ2022267S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 38438 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930002S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Lassalle Ingrid	NIGEND : 138 713	NLS : 5 325 157
Pichard Rachel	NIGEND : 152 785	NLS : 8 016 675

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Frantz Christophe	NIGEND : 159 151	NLS : 8 015 315
Tarantini Cataldo	NIGEND : 159 691	NLS : 8 016 893
Poirrier Alexandre	NIGEND : 197 452	NLS : 8 048 879

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Golombek Jérôme	NIGEND : 232 246	NLS : 8 085 460
Niclas Alexandre	NIGEND : 176 388	NLS : 8 028 771
Nivoix Stéphane	NIGEND : 232 505	NLS : 8 078 970
Chantrenne Gauthier	NIGEND : 238 092	NLS : 8 082 729
Pistien Audrey	NIGEND : 240 424	NLS : 8 094 631
Dvorsak Maurice	NIGEND : 349 578	NLS : 8 116 978
Arragon Fabienne	NIGEND : 203 027	NLS : 8 057 965
Rohé Olivier	NIGEND : 322 049	NLS : 8 093 274
Rantrua Matthias	NIGEND : 210 421	NLS : 8 063 075
Hernandez Hervé	NIGEND : 153 573	NLS : 8 011 143
Charles Éric	NIGEND : 155 421	NLS : 8 013 112
Gress Éric	NIGEND : 171 307	NLS : 8 026 844

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Le Guelennec Vincent	NIGEND : 318 344	NLS : 8 111 485
-----------------------------	------------------	-----------------

Panizza Pierre	NIGEND : 329 662	NLS : 8 118 175
Reid-Amaru Fausto	NIGEND : 360 654	NLS : 6 721 940
Thirion Julien	NIGEND : 353 276	NLS : 8 143 447
Habert Michaël	NIGEND : 366 131	NLS : 6 657 323
André Alexandre	NIGEND : 340 202	NLS : 8 116 785
Bruncher Norbert	NIGEND : 165 813	NLS : 8 022 311
Legrand Bernard	NIGEND : 193 078	NLS : 8 047 381
Rochet Cyrille	NIGEND : 188 562	NLS : 8 044 800

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*
S. OTTAVI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles
de la gendarmerie nationale**Décision n° 36085 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2022282S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 27770 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929982S) ;

Vu la décision n° 48454 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930012S) ;

Vu la décision n° 64544 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930014S) ;

Vu la décision n° 71135 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929988S),

Décide :

Article 1^{er}Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Delord Fabrice	NIGEND : 125 702	NLS : 5 279 619
Bernard Gérald	NIGEND : 158 001	NLS : 8 015 206

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Fenard Stéphan	NIGEND : 184 686	NLS : 8 034 231
Le Ny Éric	NIGEND : 155 830	NLS : 8 013 253
Dupont Grégoire	NIGEND : 197 839	NLS : 8 043 906
De Zwart Nicolas	NIGEND : 173 052	NLS : 8 027 529

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Contréras Sonia	NIGEND : 168 417	NLS : 8 024 230
Lacroix Antoine	NIGEND : 341 946	NLS : 8 116 935
Vadré Guillaume	NIGEND : 323 902	NLS : 8 093 418
Cauchi François	NIGEND : 312 835	NLS : 8 108 674
Saras Alexandre	NIGEND : 200 766	NLS : 8 044 121
Hannier Nicolas	NIGEND : 229 842	NLS : 8 085 000
La Sala Benjamin	NIGEND : 351 333	NLS : 6 744 558
Jeulin Sandrine	NIGEND : 233 098	NLS : 8 086 092
Chazot Anthony	NIGEND : 243 065	NLS : 8 088 602
Martin Sébastien	NIGEND : 319 567	NLS : 6 634 461

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Moissenet Sandy	NIGEND : 304 698	NLS : 8 103 182
------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant les écoles
de la gendarmerie nationale,*
T. MORTEROL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

Décision n° 41906 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie

NOR : INTJ2022257S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 71135 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929988S) ;

Vu la décision n° 48454 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930012S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Wiemann Jean-Pierre	NIGEND : 146 046	NLS : 5 272 666
Serrano Hervé	NIGEND : 142 969	NLS : 8 001 895
Lacroix Emmanuel	NIGEND : 145 069	NLS : 8 003 134
Benedetto Patrick	NIGEND : 195 099	NLS : 8 047 721

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Melampe Ludovic	NIGEND : 175 217	NLS : 8 031 970
Lombardy Pierre	NIGEND : 200 463	NLS : 8 052 213
Darbousset Renaud	NIGEND : 221 126	NLS : 8 073 262
Vital Marc	NIGEND : 172 103	NLS : 8 027 393
Moulis Nicolas	NIGEND : 198 053	NLS : 8 055 987
Caillat Sylvain	NIGEND : 204 459	NLS : 8 060 874
Mansano Sébastien	NIGEND : 205 322	NLS : 8 055 223
Ordonneau Jonathan	NIGEND : 216 830	NLS : 8 070 406
Gentil Frédéric	NIGEND : 183 897	NLS : 8 036 958

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Ragot Laurent	NIGEND : 160 584	NLS : 8 017 585
Beziau Bertrand	NIGEND : 239 186	NLS : 8 087 277
Gache Cyril	NIGEND : 165 057	NLS : 8 021 743
Ledent Vincent	NIGEND : 182 193	NLS : 8 037 481
Lefebvre Fabien	NIGEND : 234 073	NLS : 8 086 324
Randon Guilhem	NIGEND : 246 678	NLS : 8 098 899
Maréchal Christophe	NIGEND : 223 794	NLS : 8 073 693

Deslandes Pierrick	NIGEND : 204 542	NLS : 8 055 265
Boutry Frédéric	NIGEND : 171 803	NLS : 8 026 255
Doby Stéphane	NIGEND : 209 880	NLS : 8 062 962
Trottier Julien	NIGEND : 208 605	NLS : 8 062 588
Delobel Bertrand	NIGEND : 186 529	NLS : 8 037 245
Jastrzebski Didier	NIGEND : 147 351	NLS : 8 005 839
Quayre Christelle	NIGEND : 159 905	NLS : 8 021 490
Mauduit Laurent	NIGEND : 164 859	NLS : 8 021 473
Mejean Christophe	NIGEND : 143 908	NLS : 8 002 362
Boisson Loïc	NIGEND : 230 222	NLS : 8 077 693
Pépin Laure	NIGEND : 307 533	NLS : 8 091 474
Percebois Tony	NIGEND : 191 053	NLS : 8 039 875
Treille Cyril	NIGEND : 225 168	NLS : 8 074 290

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Bertrand Annabelle	NIGEND : 328 313	NLS : 8 116 461
Coué Annabelle	NIGEND : 328 262	NLS : 8 116 569
Roche Constance	NIGEND : 348 150	NLS : 8 140 074
Floutier Marc	NIGEND : 327 743	NLS : 8 116 206
Burghgraeve Audrey	NIGEND : 361 527	NLS : 8 144 208
Delamarre Angéline	NIGEND : 340 467	NLS : 8 136 691
Gransard François	NIGEND : 340 938	NLS : 8 137 216
Andrieux Simon	NIGEND : 353 827	NLS : 8 143 478
Quevilly Mickaël	NIGEND : 309 013	NLS : 8 091 701
Dubet Romain	NIGEND : 352 914	NLS : 8 117 809
Decroix Aurélie	NIGEND : 324 052	NLS : 8 114 271
Hasselmans Damien	NIGEND : 308 955	NLS : 8 091 677
Marsollier Aurore	NIGEND : 366 199	NLS : 8 046 618
Bonnefoy Olivier	NIGEND : 232 556	NLS : 8 079 131
Coter Ingrid	NIGEND : 327 364	NLS : 8 115 785
Clop Guillaume	NIGEND : 368 349	NLS : 8 150 530
Del Prete Raffaele	NIGEND : 356 664	NLS : 8 151 840
Delahaye Hélène	NIGEND : 334 191	NLS : 8 133 628
Garrido Mélanie	NIGEND : 362 189	NLS : 8 144 372
Benlakehal Adrien	NIGEND : 365 942	NLS : 8 046 402
Poissonnier Yaël	NIGEND : 323 446	NLS : 8 114 012

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 septembre 2020.

Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,
L. TAVEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 44012 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »**

NOR : INTJ2022297S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu la décision n° 55658 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929994S) ;

Vu la décision n° 80611 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930020S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Siros Stéphane NIGEND : 151 969 NLS : 8 009 792

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Colson David NIGEND : 190 894 NLS : 8 039 723

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Gury Judith NIGEND : 248 583 NLS : 8 089 655

Egea Fabrice NIGEND : 207 367 NLS : 8 061 050

Métivier Cédric NIGEND : 243 261 NLS : 8 096 141

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 44013 du 3 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »**

NOR : INTJ2022299S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu la décision n° 80614 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930021S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Di Bernardo Frédéric NIGEND : 195 630 NLS : 8 048 208

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Le Naour Armelle NIGEND : 228 856 NLS : 8 076 905

Article 3

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Brousse Valérie NIGEND : 145 769 NLS : 8 004 125

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Mesguiche Xavier NIGEND : 158 853 NLS : 8 015 973

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

Décision n° 35991 du 4 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud

NOR : INTJ2022261S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 50836 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929973S) ;

Vu la décision n° 55660 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929995S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Carret Hervé	NIGEND : 164 164	NLS : 8 020 717
Leroy Christophe	NIGEND : 128 808	NLS : 5 282 459

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Duvieilh Serge	NIGEND : 159 386	NLS : 8 016 636
Delhom Alain	NIGEND : 150 722	NLS : 8 008 024
Barruol Christophe	NIGEND : 191 067	NLS : 8 039 804

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Causadias Cédric	NIGEND : 185 109	NLS : 8 043 203
Monty Lionel	NIGEND : 213 987	NLS : 8 063 961
Meyer Benjamin	NIGEND : 233 752	NLS : 8 080 099
D'Eusanio Nicolas	NIGEND : 228 057	NLS : 8 076 195
Martin Jonathan	NIGEND : 224 344	NLS : 8 073 891
Moutfi Yann	NIGEND : 311 249	NLS : 8 092 246

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Faggionato Fabrice	NIGEND : 307 862	NLS : 6 671 762
Silva Nicolas	NIGEND : 351 683	NLS : 8 117 509
Ortuno Samuel	NIGEND : 230 060	NLS : 8 077 647
Leroux Jordan	NIGEND : 331 279	NLS : 8 119 080
Landry Anthony	NIGEND : 214 581	NLS : 8 068 694
Yahmadi Oualid	NIGEND : 352 109	NLS : 8 117 790
Goubert Yohann	NIGEND : 303 677	NLS : 8 102 500
Wehrung Jonathan	NIGEND : 341 686	NLS : 8 116 779

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

Décision n° 35992 du 4 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur

NOR : INTJ2022260S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 55658 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929994S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Goulon Pierre	NIGEND : 205 350	NLS : 8 055 205
Beau Hervé	NIGEND : 163 701	NLS : 8 020 401
Biart Olivier	NIGEND : 181 330	NLS : 8 030 108
Colomer Francis	NIGEND : 131 756	NLS : 5 294 212

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Beydon Pascal	NIGEND : 169 503	NLS : 8 025 113
Waxin Matthieu	NIGEND : 200 937	NLS : 8 050 105
Spediacci Maryse	NIGEND : 136 830	NLS : 5 324 284
Faucher Christine	NIGEND : 134 315	NLS : 5 310 769
Lefebvre Laurent	NIGEND : 120 840	NLS : 5 221 139
Garcia Gérard	NIGEND : 118 568	NLS : 5 241 950
Vernhes Pascal	NIGEND : 163 573	NLS : 8 020 292
Dejardin Éric	NIGEND : 132 123	NLS : 5 295 323

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Cimo Anne-Marie	NIGEND : 161 949	NLS : 8 018 921
Buscaïl Frédéric	NIGEND : 155 259	NLS : 8 012 820
Colakovic Jasmina	NIGEND : 226 585	NLS : 8 084 539
Loriette Jérémy	NIGEND : 301 178	NLS : 8 090 203
Mercol Cédric	NIGEND : 182 893	NLS : 8 041 740
Chaix Lionel	NIGEND : 308 850	NLS : 8 091 724
Lassus Sébastien	NIGEND : 308 212	NLS : 8 091 576
Bayart Florence	NIGEND : 240 921	NLS : 8 087 915

Docquoy Emeline	NIGEND : 233 260	NLS : 8 086 026
Roth David	NIGEND : 203 314	NLS : 8 054 965
Morlaës Sébastien	NIGEND : 233 117	NLS : 8 086 109

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Saliquet Erwan	NIGEND : 188 664	NLS : 8 034 725
Michaux Johan	NIGEND : 216 502	NLS : 8 064 336
Morin Damien	NIGEND : 343 475	NLS : 8 138 117
Biscaye Marc	NIGEND : 238 477	NLS : 8 087 147
Martinez Thomas	NIGEND : 235 756	NLS : 8 080 969
Joubert Coralie	NIGEND : 341 924	NLS : 8 137 470
Hénot Steeven	NIGEND : 334 346	NLS : 8 057 727
Viegas Alexandre	NIGEND : 336 808	NLS : 8 134 882
Fabrer Ludovic	NIGEND : 306 289	NLS : 8 091 095
Augait Romain	NIGEND : 339 624	NLS : 8 136 270
Masseret Florian	NIGEND : 317 202	NLS : 8 132 249
Vandeweghe Olivier	NIGEND : 185 532	NLS : 8 044 684

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand Est

**Décision n° 9526 du 7 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ2022269S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 13369 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930004S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Schaffhauser Renaud	NIGEND : 219052	NLS : 8065023
----------------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Munsch Daniel	NIGEND : 179929	NLS : 8037815
Meyer Pierre	NIGEND : 132172	NLS : 5295446
Cocault Vincent	NIGEND : 187299	NLS : 8043442

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Malaussanne Fabien	NIGEND : 249284	NLS : 8100272
Bourdette Christian	NIGEND : 153521	NLS : 8011214
Alizier Violette	NIGEND : 305971	NLS : 8104065
Freyermuth Florian	NIGEND : 301624	NLS : 8090511
Steinmetz Philippe	NIGEND : 232408	NLS : 8079106
Gradjan Valérie	NIGEND : 195538	NLS : 8048021
Ulbrich Fanny	NIGEND : 179412	NLS : 8029693
Gentner Hubert	NIGEND : 239110	NLS : 8087349

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Lecat Charles-Edouard	NIGEND : 234839	NLS : 8080313
Johann Diane	NIGEND : 318662	NLS : 8111408
Krumins Alexandre	NIGEND : 369877	NLS : 6737926
Mermaz Sandrine	NIGEND : 352539	NLS : 6759099
Bosco Ludivine	NIGEND : 227429	NLS : 8075737
Perrin Antoine	NIGEND : 345268	NLS : 8138910

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 septembre 2020.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*
M. CLERC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 10928 du 7 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne**

NOR : INTJ2022250S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 18436 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929976S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Frégis François	NIGEND : 178 411	NLS : 8 033 707
Davy Marc	NIGEND : 152 666	NLS : 8 010 617

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Drogon Sandra	NIGEND : 235 347	NLS : 8 080 642
Verrier Stéphane	NIGEND : 171 646	NLS : 8 032 037
Leroy Mathieu	NIGEND : 172 974	NLS : 8 031 333
Apchin David	NIGEND : 306 200	NLS : 8 091 080
Leroy Eric	NIGEND : 303 312	NLS : 8 090 662

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Grember Baptiste	NIGEND : 179 272	NLS : 8 037 099
Andugar Jérémy	NIGEND : 359 185	NLS : 8 147 218
Portelli Kévin	NIGEND : 336 806	NLS : 8 135 224
Bardu Yannick	NIGEND : 335 728	NLS : 8 134 378

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 septembre 2020.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,*
H. FLAMMANT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 45429 du 7 septembre 2020 portant nomination au grade de maréchal des logis
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2023089S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés ;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 26706/GEND/EG ROCHEFORT/DAF/BGP/SEF du 29 juin 2020 portant promotion des élèves sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 30450/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 22 juillet 2020 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « gestion logistique et financière » ;

Vu la décision n° 30453/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 22 juillet 2020 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « gestion logistique et financière »,

Décide :

Article 1^{er}

Les brigadiers-chefs de la spécialité « gestion logistique et financière », dont le nom figure ci-après, sont nommés à compter du 1^{er} septembre 2020 au grade de maréchal des logis :

Ahamada Afad	NIGEND : 417 693
Attoumani Assad	NIGEND : 425 219
Belton Félicia	NIGEND : 411 622
Breze Jean Alvine	NIGEND : 434 795
Claudiel Stéphanie	NIGEND : 434 656
Czerniak Amandine	NIGEND : 434 633
Daguerre Andréna	NIGEND : 371 040
Deseigne Kevin	NIGEND : 434 763
Devath Nessly	NIGEND : 434 809
Dulay Camille	NIGEND : 434 726
Dupuy Clarisse	NIGEND : 434 741
Girard Pervenche	NIGEND : 407 777
Godry Thibault	NIGEND : 434 718
Guérin Simon	NIGEND : 434 692
Lebrun Laure	NIGEND : 375 015
Mahamoud Assani	NIGEND : 402 136
Manrifa Fazouili	NIGEND : 434 700
Martial Marie-Alinda	NIGEND : 434 842
Menand Louis	NIGEND : 413 146

Mfoungouo Andjilou	NIGEND : 434 734
Said Sledi	NIGEND : 434 725
Saintard Romain	NIGEND : 434 749
Serrano Estelle	NIGEND : 391 298
Suve Sabrina	NIGEND : 434 701
Thibaut Marion	NIGEND : 382 110
Vaianani Pooura	NIGEND : 434 679
Vucher Laurine	NIGEND : 434 745

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Article 3

La décision n° 39020 (NOR : INTJ2019852S) du 30 juillet 2020 est retirée.

Fait le 7 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*
L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Pôle judiciaire
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 3409 du 8 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2022300S

Le commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 6229 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930022S) ;

Vu la décision n° 27770 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929982S) ;

Vu la décision n° 50837 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929972S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Nzeyimana Damien	NIGEND : 229 885	NLS : 8085017
-------------------------	------------------	---------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Boutois Guillaume	NIGEND : 248 608	NLS : 8089765
--------------------------	------------------	---------------

Corré Bertrand	NIGEND : 234 624	NLS : 8086644
-----------------------	------------------	---------------

Vergnaud Carine	NIGEND : 238 891	NLS : 8083238
------------------------	------------------	---------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Le Menn Guillaume	NIGEND : 366 271	NLS : 8046613
--------------------------	------------------	---------------

Afoufa Damien	NIGEND : 378 124	NLS : 8124052
----------------------	------------------	---------------

Privat Logan	NIGEND : 365 996	NLS : 8046454
---------------------	------------------	---------------

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 septembre 2020.

*Le général, commandant le pôle judiciaire
de la gendarmerie nationale,*

P. TOURON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

**Décision n° 1685 du 9 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie de l'armement**

NOR : INTJ2022302S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 2242 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930023S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Haute Sébastien NIGEND : 173 583 NLS : 033 391

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Navarro Olivier NIGEND : 155 986 NLS : 8013 582

Article 3

Les maréchaux des logis-chef dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Malaquin Yannick NIGEND : 135 459 NLS : 5 322 856

Stella René NIGEND : 149 470 NLS : 8 007 190

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Paulet Didier NIGEND : 219 045 NLS : 8 065 070

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 septembre 2020.

*Le général, commandant
la gendarmerie de l'armement,*
M. HAMEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Nord

Décision n° 16731 du 9 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais

NOR : INTJ2022275S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 27755 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930008S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Stankowski Frédéric	NIGEND : 135094	NLS : 5311888
Desmet Fabrice	NIGEND : 157139	NLS : 8014635

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Stievenard Gaël	NIGEND : 148782	NLS : 8006587
Bailly Samuel	NIGEND : 158997	NLS : 8015700
Lejeune Ludovic	NIGEND : 220492	NLS : 8072733
Bonvarlet Pascal	NIGEND : 145032	NLS : 8003706

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Godquin David	NIGEND : 148466	NLS : 8006835
Burette Adélaïde	NIGEND : 247200	NLS : 8089248
Berthélémy Ludovic	NIGEND : 218024	NLS : 8070999
Soonekindt Aline	NIGEND : 241125	NLS : 8087842
Palfart Jérôme	NIGEND : 243731	NLS : 8088797
Vanden Eede Frédéric	NIGEND : 237857	NLS : 8086923
Chartrelle Nicolas	NIGEND : 184101	NLS : 8036079
Vasseur Laurent	NIGEND : 226708	NLS : 8075098

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Dumoulin Christophe	NIGEND : 234679	NLS : 6621955
Thelliez Laurent	NIGEND : 231240	NLS : 8085293
Cathelain David	NIGEND : 153416	NLS : 8011417
Brebion Christophe	NIGEND : 153670	NLS : 8011611
Brochard Bruno	NIGEND : 161467	NLS : 8018015
Coulon Christophe	NIGEND : 173922	NLS : 8027716

Roy Antonin	NIGEND : 195454	NLS : 8054028
Bridoux Ludovic	NIGEND : 193029	NLS : 8047236

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Nord

**Décision n° 16732 du 9 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ2022276S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 27757 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930009S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Atragic Thierry	NIGEND : 160 028	NLS : 8017 103
------------------------	------------------	----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Féron Sébastien	NIGEND : 193 003	NLS : 8047 263
------------------------	------------------	----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Demeester Eddy	NIGEND : 155 668	NLS : 8013 221
Gosselin Ludovic	NIGEND : 230 157	NLS : 8077 856
Prince Mickaël	NIGEND : 309 160	NLS : 8106 172

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Dhiers Nicolas	NIGEND : 353 261	NLS : 8143 403
Lecoustre Anthony	NIGEND : 349 967	NLS : 8140 427
Blarel Romain	NIGEND : 348 270	NLS : 8140 162
Marie Jérémy	NIGEND : 352 428	NLS : 8141 652

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 septembre 2020.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Corse

**Décision n° 4747 du 10 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ2022262S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 9351 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929997S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Tessier Christophe NIGEND : 170 515 NLS : 8 025 693

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Brante Christophe NIGEND : 177 872 NLS : 8 029 321

Georget Antoinette NIGEND : 245 717 NLS : 8 088 922

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Albrun Christophe NIGEND : 158 615 NLS : 8 016 200

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 septembre 2020.

*Le général, commandant
la région de gendarmerie de Corse,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*
T. MOUCHET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 13711 du 10 septembre 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ2022249S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 20773 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929975S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2020 :

Mériglier Stéphane	NIGEND : 133 786	NLS : 5 294 263
---------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Santoro Hugues	NIGEND : 192 953	NLS : 8 047 306
Giraud Sébastien	NIGEND : 172 850	NLS : 8 031 312
Garraud Christophe	NIGEND : 215 676	NLS : 8 069 464
Peraro Guillaume	NIGEND : 169 719	NLS : 8 025 266

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2020 :

Brot Laure	NIGEND : 209 447	NLS : 8 050 977
Eymard Nicolas	NIGEND : 219 421	NLS : 8 065 170
Baudry Séverine	NIGEND : 202 993	NLS : 8 057 969
Ermel Bernard	NIGEND : 136 353	NLS : 5 322 524
Perrier Mickaël	NIGEND : 185 624	NLS : 8 041 120

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2020 :

Brabant Romain	NIGEND : 355 742	NLS : 8 142 834
Leroy Aymeric	NIGEND : 341 250	NLS : 8 137 111
Baudoux Sébastien	NIGEND : 340 605	NLS : 8 136 902
Mézil Christophe	NIGEND : 142 086	NLS : 5 272 275
Michaud Christian	NIGEND : 150 439	NLS : 8 008 269
Oberholtz François	NIGEND : 140 009	NLS : 5 305 054

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 septembre 2020.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Vienne,*
Y. DUMEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand Est

**Décision n° 9912 du 14 septembre 2020 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ2024264S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 48454 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930012S),

Décide :

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2020 :

Jacquemin Sébastien

NIGEND : 205 634

NLS : 8 059 752

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 septembre 2020.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*
M. CLERC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

**Arrêté du 9 septembre 2020 abrogeant l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions
et à l'organisation du Centre national du soutien logistique du Blanc (Indre)**

NOR : INTJ2023000A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L 421-2 ;

Vu l'arrêté du 12 août 2013 modifié portant organisation interne du secrétariat général du ministère de l'intérieur, notamment son article 20-4 ;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre),

Arrête :

Article 1^{er}

L'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du Centre national de soutien logistique du Blanc (Indre) est abrogé.

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 septembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET